

LES REVOLUTIONS DES SIGNES EN TANT QU'« INSTRUMENTS DE
NATIONALISATION » DANS LE CADRE DES POLITIQUES LINGUISTIQUES
ET EDUCATIVES EN AZERBAÏDJAN



Tuğba KAZANCI

UNIVERSITE *YEDITEPE*

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

ISTANBUL, 2023

LES REVOLUTIONS DES SIGNES EN TANT QU'« INSTRUMENTS DE
NATIONALISATION » DANS LE CADRE DES POLITIQUES LINGUISTIQUES
ET EDUCATIVES EN AZERBAÏDJAN

Tuğba KAZANCI



DIRETRICE DE RECHERCHE

Ebru EREN, MCF

MEMOIRE ADRESSE A L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

EN VUE DE L'OBTENTION DU MASTER DE RECHERCHE

DANS LE DEPARTEMENT FRANCOPHONE DES RELATIONS
INTERNATIONALES

UNIVERSITE *YEDITEPE*

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

ISTANBUL, 2023

ATTESTATION DE NON-PLAGIAT

Je déclare par la présente que, toutes les informations données dans ce mémoire ont été obtenues et présentées selon les règles académiques et éthiques. Je déclare également que, selon ces règles, j'ai cité tous les résultats tels qu'ils sont à l'original.

19/06/2023

Tuğba KAZANCI

RESUME

L'objectif de notre mémoire de Master de recherche est d'analyser l'influence des révolutions des signes sur la construction de l'Etat-nation par l'intermédiaire des politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan. A partir de cette problématique de recherche, nous poserons l'hypothèse que les révolutions des signes du pays, comme étant des « instruments de nationalisation » reflètent non seulement les caractéristiques politiques et socioculturelles du pays, mais aussi l'identité nationale azerbaïdjanaise construite dans chaque période concernée.

Dans notre mémoire, une recherche qualitative sera menée suivant les documents officiels sur les politiques linguistiques et éducatives de l'Azerbaïdjan : les décrets appelés « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise » du 1918 au 2018 seront évalués par la méthode d'analyse de contenu. C'est ainsi que d'ailleurs, notre mémoire de Master tirera son originalité d'avoir effectué une recherche qualitative sur le terrain. Cette recherche sera complétée par un questionnaire en ligne qui nous permettra de recueillir les représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes.

Les données recueillies permettront d'affirmer que les politiques linguistiques et éducatives et en particulier, les révolutions des signes qui en résultent, ont été/sont considérées comme « activateurs » de la conscience nationale en Azerbaïdjan. Pour conclure, notre recherche contribuera à la littérature par son axe interdisciplinaire, ignoré jusqu'à présent, analysant la construction identitaire via les politiques linguistiques et éducatives azerbaïdjanaises.

Mots clés : *politique linguistique et éducative, révolution des signes, état nation, Azerbaïdjan, analyse de contenu*

ÖZET

Araştırmanın amacı, Azerbaycan’da yapılan harf devrimlerinin ulus devlet inşasına etkilerini dil ve eğitim politikaları açısından incelemektir. Araştırma sorunsalından yola çıkılarak, “uluslaştırma aracı” olarak harf devrimlerinin sadece ülkenin siyasi ve toplumsal-kültürel dokusunu değil, aynı zamanda her dönemde inşa edilen Azerbaycan ulusal kimliğini de etkilediği varsayılacaktır.

Bu tezde, Azerbaycan’ın dil ve eğitim politikalarına ilişkin resmî belgeler izlenerek nitel bir araştırma yapılacaktır: 1918 yılından 2018 yılına kadar “Azerbaycan Dilinin Veri Tabanı” üzerinden, devlet dili ile ilgili çıkan çeşitli kararnameler içerik çözümlemesi yöntemi ile değerlendirilecektir. Dolayısıyla, yüksek lisans tezimiz özgünlüğünü alanda nitel araştırma gerçekleştirilmiş olmasından alacaktır. Araştırmamız, harf devrimleri aracılığıyla Azerbaycanlı kimliğinin temsillerine ilişkin verileri toplamamızı sağlayacak çevrimiçi bir anketle tamamlanacaktır.

Elde edilen veriler ise dil ve eğitim politikalarının, dahası bu politikaların somut sonucu olan harf devrimlerinin Azerbaycan’da ulusal bilincini “harekete geçiren” unsurlar olduğu doğrulanacaktır. Sonuç olarak bu araştırma, Azerbaycan dil ve eğitim politikaları üzerinden kimlik inşasını analiz eden ve şimdiye kadar göz ardı edilmiş disiplinler arası araştırma çizgisiyle literatüre katkıda bulunacaktır.

Anahtar Kelimeler: *Dil ve eğitim politikası, harf devrimi, ulus devlet, Azerbaycan, içerik çözümlemesi*

REMERCIEMENTS

Avant tout, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice de recherche, Mme. EREN Ebru, pour ses précieux conseils et ses encouragements qui m'ont permis de mener à bien ce travail de recherche. J'ai eu le plaisir de travailler avec elle, en bénéficiant de ses connaissances et de ses expériences.

Je voudrais remercier M. ÇAYMAZ Birol et M. SAVAŞ Cem qui ont participé au jury de mon mémoire. Mes remerciements s'adressent à M. BOSNALI Sonel, à M. ALTUN Mustafa, à Mme. KERİMOVA Aynur, à M. YILMAZ Saffet Alp et au TADEF (*Türkiye Azerbaycan Dernekleri Federasyonu*) pour leur contribution au questionnaire intitulé « recueil des représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes ».

SOMMAIRE

ATTESTATION DE NON-PLAGIAT	i
RESUME	ii
ÖZET	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
SOMMAIRE.....	v
INDEX DES TABLEAUX.....	ix
INTRODUCTION	1

PREMIERE PARTIE

CADRE THEORIQUE ET CONTEXTE DE LA RECHERCHE.....	6
--	---

CHAPITRE I. TRIANGLE D'« ETAT-NATION », D' « IDENTITE » ET DE

« LANGUE ».....	6
-----------------	---

1.1. Relations entre « Etat » et « nation » : le processus historique d'Etat-nation.6

1.1.1. Notions d'« état » et de « nation »	7
--	---

1.1.2. Notion d'« état-nation »	9
---------------------------------------	---

1.2. Exemples de différents modèles d'Etat-nation..... 12

1.2.1. Modèle européen « d'Etat-nation ».....	12
---	----

1.2.2. Modèle turc « d'Etat-nation »	14
--	----

1.2.3. Modèle de l'Union des républiques socialistes soviétiques « d'Etat-nation » et autres.....	15
---	----

1.3. Instruments de nationalisation dans la construction de l'identité : les politiques culturelles, linguistiques et éducatives 17

1.3.1. « Culture » en tant qu'instrument	17
--	----

1.3.2. « Langue » en tant qu'instrument	20
---	----

1.3.3. « Education » en tant qu'instrument	21
--	----

CHAPITRE II. « POLITIQUE LINGUISTIQUE/EDUCATIVE » ET

« REVOLUTION DES SIGNES » EN TANT QU'INSTRUMENTS DE

NATIONALISATION.....	23
----------------------	----

2.1. Relations entre « politique/langue » et « politique/ éducation »	23
---	----

2.1.1.	De la « politique » à la problématique de recherche.....	23
2.1.2.	« Politique » vs. « langue » : la politique linguistique ?	25
2.1.3.	« Politique » vs. « éducation » : la politique éducative ?	27
2.2.	Construction de l'identité nationale via les modèles politiques linguistiques et éducatives	29
2.2.1.	Identité « européenne » issue des politiques linguistiques plurilingues/monolingues	30
2.2.2.	Identité « turque » issue des politiques plurilingues/ monolingues	31
2.2.3.	Identité « russe » issue des politiques plurilingues/ monolingues	33
2.3.	Politique linguistique/éducative en tant qu'« instrument de nationalisation » : le cas des « Révolution des signes »	34
2.3.1.	Révolution des signes dans le contexte de la Turquie	34
2.3.2.	Révolution des signes dans le contexte de l'URSS	35
CHAPITRE III. CONSTRUCTION IDENTITAIRE VIA LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET EDUCATIVES DANS LE CONTEXTE HISTORIQUE		
AZERBAÏDJANAIS		37
3.1.	Construction identitaire du « turquisme » en Azerbaïdjan pré-soviétique : le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin	37
3.1.1.	Turquisation via les politiques linguistiques.....	39
3.1.2.	Turquisation via les politiques éducatives	43
3.2.	Construction identitaire du « soviétisme » en Azerbaïdjan soviétisé de 1920 à 1991 : l'alphabet cyrillique.....	46
3.2.1.	Soviétisation (ou russification) via les politiques linguistiques.....	47
3.2.2.	Soviétisation (ou russification) via les politiques éducatives	51
3.3.	Construction identitaire de l'« azerbaïdjanisme » dans la période post-soviétique : la dernière révolution des signes.....	53
3.3.1.	Azerbaïdjanisation via les politiques linguistiques.....	54
3.3.2.	Azerbaïdjanisation via les politiques éducatives	56

DEUXIEME PARTIE

RECHERCHE A TRAVERS DES CORPUS DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET EDUCATIVES EN TANT QUE TRACES DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE	59
CHAPITRE IV. METHODOLOGIES DE RECHERCHE : « ANALYSE DE CONTENU » ET « QUESTIONNAIRE EN LIGNE »	59
4.1. Définition et justification des méthodologies de recherche : l'« analyse de contenu » et le « questionnaire en ligne »	59
4.1.1. « Analyse de contenu » et justification en tant que méthodologie de recherche.....	60
4.1.2. « Questionnaire en ligne » et justification en tant que méthodologie de recherche.....	62
4.2. Présentation du corpus de recherche I : les décrets dits « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise du 1918 au 2018 »	64
4.2.1. Premier contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan pré-soviétique »	64
4.2.2. Deuxième contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan soviétisé »	66
4.2.3. Troisième contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan post-soviétique ».....	67
4.3. Présentation du corpus de recherche II : le « recueil des représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes »	71
4.3.1. Première et deuxième parties du questionnaire: « informations personnelles » et « langues : apprentissage et communication »	71
4.3.2. Troisième et quatrième parties du questionnaire : « représentations sur les langues et les alphabets des Turcs azerbaïdjanais » et « identité »	73
CHAPITRE V. ANALYSE DU CORPUS DE RECHERCHE I : « BASE INFORMATIQUE SUR LA LANGUE AZERBAÏDJANAISE »	76
5.1. Construction identitaire du « turquisme » via les politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan pré-soviétique.....	76
5.1.1. Turquisition via les politiques linguistiques.....	76
5.1.2. Turquisition via les politiques éducatives	80
5.2. Construction identitaire du « soviétisme » via les politiques linguistiques et éducatives soviétiques	82
5.2.1. Soviétisation (ou russification) via les politiques linguistiques.....	82
5.2.2. Soviétisation (ou russification) via les politiques éducatives	85

5.3. Construction identitaire de l'« azerbaïdjanisme » via les politiques linguistiques et éducatives azerbaïdjanaises.....	87
5.3.1. Azerbaïdjanisation via les politiques linguistiques.....	87
5.3.2. Azerbaïdjanisation via les politiques éducatives	91
CHAPITRE VI. ANALYSE DU CORPUS DE RECHERCHE II : « RECUEIL DES REPRESENTATIONS SUR L'IDENTITE AZERBAÏDJANAISE DANS LE CADRE DES REVOLUTIONS DES SIGNES ».....	93
6.1. Première et deuxième parties du questionnaire : « informations personnelles » et « langues : apprentissage et communication »	93
6.1.1. Présentation et interprétation des « informations personnelles ».....	93
6.1.2. Présentation et interprétation des « langues : apprentissage et communication »	96
6.2. Troisième et quatrième parties du questionnaire : « représentations sur les langues et les alphabets des azerbaïdjanais » et « identité »	98
6.2.1. Présentation et interprétation des « représentations sur les langues et les alphabets des Turcs azerbaïdjanais ».....	99
6.2.2. Présentation et interprétation de l'« identité azerbaïdjanaise »	104
CONCLUSION.....	109
BIBLIOGRAPHIE.....	113
ANNEXE 1.....	120
ANNEXE 2	124
ANNEXE 3.....	129

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives	65
Tableau 2 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives	67
Tableau 3 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives	70
Tableau 4 : Première et deuxième parties du questionnaire	72
Tableau 5 : Troisième et quatrième parties du questionnaire	74
Tableau 6 : Répartition des participants par nationalité et métier	95
Tableau 7 : Profil des participants par pays (de naissance, de séjour/résidence, de visité(s))	95
Tableau 8 : Représentations des participants sur les langues	100
Tableau 9 : Représentations des participants sur les alphabets.....	101
Tableau 10 : Représentations des participants sur l'alphabet arabe	102
Tableau 11 : Représentations des participants sur l'alphabet cyrillique.....	102
Tableau 12 : Représentations des participants sur l'alphabet latin	103
Tableau 13 : Représentations des participants sur l'identité.....	104
Tableau 14 : Répartition des participants par emploi des langues en famille.....	104
Tableau 15 : Représentations sur les relations entre langue, alphabet et identité.....	105
Tableau 16 : Représentations sur l'influence des révolutions des signes sur l'identité	107

INTRODUCTION

Bien que la langue soit définie comme un instrument qui nous permet de communiquer, cette simple définition n'est pas du tout suffisante. La langue est modelée autour de l'existence nationale, de la culture, des traditions et des éléments historiques d'une communauté. En ce sens, la langue est perçue comme un symbole distinct de la nation dans les sociétés modernes. Car chaque langue porte les traces de la mémoire de la société à laquelle elle appartient.

La langue assume des fonctions importantes tant dans la construction de l'identité de l'individu que dans celle de l'intégration sociale. La langue est avant tout un symbole ; c'est le symbole de l'identité commune dans la construction de la nation. Les Etats-nations ont également besoin d'une identité nationale pour créer une nation homogène. L'existence d'une langue nationale est nécessaire pour créer une identité nationale. Cette évolution a conduit à la construction des Etats monolingues dans un monde multilingue.

Concernant les Etats-nations, une langue indépendante et nationale est l'instrument fondamental d'une culture indépendante, d'une histoire indépendante et d'une éducation indépendante. Un Etat indépendant peut utiliser librement sa propre langue dans l'enseignement, la presse, la radio, la télévision et la culture. Cependant, il existe de nombreux pays où une seule langue est parlée.

La langue nationale est un phénomène naturel pour les Etats. La situation linguistique est organisée à travers les politiques linguistiques. Des exemples de cette notion peuvent être observés dans de nombreux pays du monde. La construction des Etats en Europe a généralement pris la forme d'une organisation en Etats-nations. Par

exemple, pour la France, le français comme *lingua franca* est un instrument indispensable de l'unité nationale.

Dans le cadre de cette notion, la France garantit des droits limités aux minorités linguistiques ou aux langues régionales à l'intérieur de ses frontières, afin de protéger et de maintenir son intégrité. De même, en Turquie, la notion de « nation » est redéfinie depuis la fondation de la République. Contrairement à l'Empire ottoman, les politiques basées sur le monolinguisme ont été poursuivies puisque la définition de la « nation (*Millet*) » avait une connotation ethnique plutôt que religieuse.

Toutefois, avec le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin après la proclamation de la république, la Turquie est entrée dans un processus de construction nationale « plus moderne » et « capable de suivre les développements en Occident ». Les révolutions des signes jouent également un rôle distinctif dans la construction de l'identité nationale que nous aborderons dans le cadre de ce mémoire de recherche.

Quant au contexte post-soviétique, la question identitaire et l'auto-identification centrée sur la langue est devenue une question qui façonne la pensée politique, sociale et individuelle. En Azerbaïdjan, de diverses dimensions politiques et socioculturelles ont façonné le lien entre langue et identité. Les révolutions de signes sont des instruments essentiels pour la construction identitaire. En Azerbaïdjan, depuis le XIX^e siècle, la langue azerbaïdjanaise s'exprime avec de différents alphabets (arabe, latin et cyrillique).

Chaque nouvel alphabet a émergé dans différents processus politiques et culturels. Par conséquent, ces mises à jour sur la langue ont développé de diverses définitions portant sur l'identité nationale. Dans ce contexte, l'objectif de notre mémoire de Master de recherche sera d'analyser l'influence des révolutions des signes

sur la construction de l'Etat-nation par l'intermédiaire des politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan.

Nous nous sommes posé les questions suivantes pour bien nourrir notre problématique qui nous amènera vers notre hypothèse : quelle est l'influence des politiques linguistiques et éducatives sur la construction de l'Etat-nation en Azerbaïdjan ? En quoi les révolutions des signes sont-elles utilisées comme étant des « instruments de nationalisation » dans la construction de l'Etat-nation ?

A partir de cette problématique de recherche, nous poserons l'hypothèse que les révolutions des signes du pays reflètent non seulement les caractéristiques politiques et socioculturelles du pays, mais aussi l'identité nationale azerbaïdjanaise construite dans chaque période concernée (« instruments de nationalisation »). Néanmoins, notre mémoire tire son originalité, d'avoir effectué une recherche qualitative sur le terrain, telle que l'analyse de contenu des décrets complétée par un questionnaire en ligne.

La première partie de notre mémoire sera consacrée au cadre théorique et au contexte de recherche. Dans le premier chapitre, nous définirons les notions principales de notre mémoire : les notions d'Etat-nation et de politique linguistique/éducative et d'Etat-nation désignent un Etat qui tire sa légitimité de la souveraineté d'une nation à l'intérieur des frontières géographiques. Il serait impossible de parler de l'existence d'un Etat sans l'existence d'une nation.

De ce fait, ces notions principales sont d'une importance considérable pour notre mémoire. Néanmoins, les exemples de différents modèles d'Etat-nation seront également abordées dans cette partie. A la lumière des exemples représentatifs, nous examinerons la relation entre le duo Etat/nation pour bien comprendre les notions utilisées comme instruments de nationalisation dans la construction de l'identité.

Dans le deuxième chapitre, nous présenterons la « politique linguistique et éducative » et les « révolutions des signes ». Pour ce faire, nous aborderons d'abord, les relations entre les duos « langue/politique » et puis « éducation/politique ». La construction identitaire nationale via les modèles de politique linguistique et éducative (européen, turc et russe) sera donc introduite dans le chapitre en question. Quant à la notion des révolutions des signes, celle-ci sera analysée de même suivant le contexte européen, turc et soviétique.

Les politiques linguistiques sont issues de la naissance des Etats-nations modernes, ainsi que des fonctions identitaires et communicatives de la langue. En d'autres termes, elle présente une caractéristique qui vise à l'homogénéisation linguistique. Les Etats-nations doivent organiser leur société dans le cadre d'un programme commun, cela dit dans le cadre d'une langue commune.

Les politiques éducatives, qui sont alimentées par les politiques linguistiques, sont des planifications générales, qui comprennent des opinions et des jugements en fonction des facteurs socio-économiques, et qui sont destinées à atteindre les objectifs éducatifs de la société. Ces notions ne peuvent être séparées les unes des autres. Dans ce sous-chapitre, nous citerons de différents modèles de politiques linguistiques et éducatives, ainsi que les différentes formes de révolution des signes.

Les révolutions des signes seront analysées en tant qu'instruments de nationalisation qui forment l'identité nationale. Le troisième et le quatrième chapitre constituent le processus de construction identitaire dans le contexte historique de l'Azerbaïdjan : les périodes pré-soviétique, soviétisée et post-soviétique (ou moderne) après 1991. Ce chapitre nous semble important pour renforcer nos hypothèses avant de passer à la deuxième partie de notre mémoire. Nous présenterons en détail le contexte historique de l'Azerbaïdjan pré-soviétique, y compris la période contemporaine.

La deuxième partie de notre étude sera consacrée à la recherche. Dans le quatrième chapitre, nous aborderons la méthodologie dite analyse de contenu. Les décrets appelés « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise » du 1918 au 2018, seront analysés suivant le cadre théorique : politique linguistique (« révolution des signes ») et politique éducative (mise en œuvre des « révolutions des signes ») en Azerbaïdjan.

Cette recherche sera complétée par un questionnaire en ligne qui nous permettra de recueillir les représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes. L'ensemble de ces données recueillies permettront d'affirmer que les politiques linguistiques et éducatives et en particulier, les révolutions des signes qui en résultent, ont été/sont considérées comme des instruments de nationalisation en Azerbaïdjan. C'est ainsi que notre recherche contribuera à la littérature par son axe interdisciplinaire, ignoré jusqu'à présent, analysant la construction identitaire via les politiques linguistiques et éducatives azerbaïdjanaises.

PREMIERE PARTIE

CADRE THEORIQUE ET CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Afin d'étudier les révolutions des signes en tant qu'« instruments de nationalisation » dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan, nous allons introduire le cadre théorique et le contexte de la recherche dans cette première partie. Nous présenterons le triangle d'« état-nation », d'« identité » et de « langue » en trois chapitres.

CHAPITRE I. TRIANGLE D'« ETAT-NATION », D'« IDENTITE » ET DE « LANGUE »

Puisque nous nous concentrons sur la construction identitaire nationale dans le contexte azerbaïdjanais, nous présenterons les notions d'« Etat » et de « nation » dans le premier chapitre. La définition de la notion d'« Etat-nation » fera ensuite l'objet de différentes approches, justifiées par de différents modèles d'Etat-nation. Les instruments de nationalisation dans les cadres politiques culturels, linguistiques et éducatives seront mentionnés afin de mieux comprendre le contexte de notre recherche.

1.1. Relations entre « Etat » et « nation » : le processus historique d'Etat-nation

De nos jours, les individus se distinguent souvent en termes d'identification à une nation. Parallèlement, les Etats modernes expliquent leur légitimité par le biais d'une nation. En d'autres termes, alors que les individus développent un sentiment d'appartenance à une nation, les Etats se considèrent comme les représentants de

certaines nations. Dans cette partie de notre mémoire, nous allons introduire les relations entre l'Etat et la nation.

1.1.1. Notions d'« état » et de « nation »

Un Etat est caractérisé par un territoire délimité par des frontières, une population liée à l'Etat par la citoyenneté et un gouvernement qui exerce l'autorité de l'Etat. Ces trois conditions sont nécessaires à la reconnaissance d'un Etat. En d'autres termes, l'Etat est une institution politique souveraine qui contrôle la société sur un territoire. La notion d'Etat-nation traduit ainsi la rencontre d'une identité politique (Etat) et d'une identité culturelle (nation) sur un territoire donné.

Quant à celle de « nation », elle est en rapport direct avec la naissance (dérivée du mot latin « natus »). Outre l'idée de descendance commune et malgré ses multiples significations, elle a très vite acquis un trait social, décrivant une communauté unie suivant une identité commune (Bédarida, 1996 : 7). Bien qu'il existe de différentes définitions sur les notions de « nation » et d'« Etat-nation », il s'agit de la définition communément admise. Ces notions analysées sous de différents aspects, elles relèvent du cadre d'étude de diverses disciplines en sciences sociales.

En premier lieu, Habermas a défini la notion d'« Etat » comme l'une des notions les plus difficiles à comprendre et à définir depuis des siècles. Platon a été l'un des premiers à définir l'Etat d'un point de vue philosophique. Selon Platon, l'Etat est l'incarnation idéale du savoir du philosophe-roi et de l'esprit humain (Habermas, 2002 : 8). Dans l'« Etat » de Platon, les règles couvrent chaque individu sans aucune discrimination (la classe sociale, l'origine ou le sexe) afin d'assurer l'unité et de tracer les frontières de cet Etat. Ainsi, celui-ci établit un ordre complet entre tous les citoyens qui y obéissent. Une bonne administration de l'Etat n'était possible qu'avec un bon

ordre social et qu'un bon ordre social n'était possible qu'avec une bonne éducation (Eren, 2022 : 140-141).

Aristote, quant à lui, a défini l'Etat comme une structure dans laquelle l'individu est un membre politique et Hobbes l'a défini comme un pouvoir politique qui assure l'existence des êtres humains. Hegel, considéré comme le « père » de l'Etat-nation, voyait l'Etat comme le reflet de Dieu sur la terre. Il n'y aurait aucun doute que l'Etat et l'Etat-nation, les deux quasi-acceptés tels quels sont aujourd'hui, sont considérés comme l'institution la plus fondamentale dans la construction du monde moderne (Habermas, 2002 : 8). Cependant, la nation précède l'Etat.

Il est donc impossible d'avoir un Etat qui n'envisagerait pas la/les nation/s/ qu'il encadre. Une nation pourrait exister avant même l'Etat et pour lui rendre service. Dans son célèbre discours de 1882, Renan a défini la nation comme « un esprit et un principe spirituel » qui englobe deux aspects : l'un vient du passé comme « une sorte de possession commune d'un riche patrimoine de mémoire » et le second vient du présent comme « une sorte de consentement actuel, de désir de vivre ensemble, de volonté de continuer à jouir de l'héritage indivis » (Renan, 1882).

Voici la « nation » dans une formule qui restera très célèbre : « l'existence d'une nation est un plébiscite permanent ». Celle-ci s'est placée au sein de l'Etat et a joué un rôle considérable depuis. Le noyau de la nation est formé par la structure sociale telle que la « bourgeoisie », aussi une révolution industrielle en Europe et déclenchement de la révolution française (Moore, 2003 : 73-74 cité dans Yaylı, 2009). Selon Smith, une nation requiert une communauté politique.

Cette dernière implique également l'existence de certaines institutions communes et d'une loi unique concernant les droits et les devoirs de tous les membres de la communauté. Ici, il est clair que les membres de la communauté vont se distinguer eux-

mêmes et ressentir un sentiment d'appartenance. La nation implique un espace social, un territoire plus ou moins défini et délimité (Smith, 1994 : 24). Selon Weber, cette communauté humaine peut acquérir le trait d'une nation sous certaines conditions : une communauté qui tend à former son propre Etat (Weber, 2007 : 185).

Comme la « nation » n'a pas une certaine clarté, de nombreuses définitions ont été développées, telles que : Ancel affirme que l'Etat et la nation sont explicitement liés en dépassant le cadre territorial de celui-ci, défini par les frontières. Faisant appel à l'idée nationale qui, à la suite du cas de la nation française, l'Etat est « fondé certes sur une communauté de sentiment, mais aussi sur un lien d'intérêt » (Ancel, 1936 : 103). Et l'Etat-nation ?

1.1.2. Notion d'« état-nation »

Il convient de souligner que, selon Bédarida, la notion d'« Etat-nation » implique une intégration, voire une équivalence, entre trois éléments (nation = Etat = peuple). En d'autres termes, elle est fondée sur des critères ethniques ou voire ethnoculturels (constitués par l'ethnie, la langue, la religion et les références historiques communes), des critères géopolitiques (le territoire et la souveraineté) et des critères sociopolitiques (la citoyenneté et la conscience d'appartenance à une communauté) (Bédarida, 1996 : 5-6).

La définition « fixe » de l'Etat-nation est le résultat d'une évolution historique qui se déroule sur plusieurs siècles. Historiquement, l'Etat-nation s'est formé à partir d'Etats régionaux en Europe, résultant du traité de Westphalie (1648). Il a établi un ordre fondé sur la compatibilité entre l'identité religieuse du souverain (catholique ou protestant) d'une région et l'identité religieuse de ses obédienciaires. Le véritable

tournant dans la naissance de l'Etat-nation concerne sans doute les révolutions américaine et française.

La définition la plus « moderne » n'a été pleinement attribuée qu'avec la Révolution française. Ce qui est intéressant ici, c'est que la plupart des études et des scientifiques mentionnées sont euro-centriques dans leur méthodologie : l'Etat-nation a été inventé en Europe par les Européens. Celui-ci est modelé dans un berceau européen avec un point focal initial et puis, s'est répandu dans le monde entier (Bruneau, 2016) : une chronologie expansionniste.

Ayant suscité un débat au XIX siècle, deux concepts de nation se sont opposés : celle qui est fondée sur la culture (vision allemande où la nation se fonde sur une communauté qui partage une même culture), celle qui est bâtie sur un Etat (vision française où la nation repose sur la volonté commune de vivre ensemble). Néanmoins, Smith affirme que les processus de construction de l'Etat-nation sont apparus avec la construction d'un Etat moderne en Europe et que ce modèle est devenu la principale forme d'organisation à la fin des révolutions américaine et française.

Ainsi, la structure de l'Etat-nation présente cinq traits fondamentaux (Smith, 1994 : 182-184) :

- la nation est essentiellement une communauté politique territoriale ;
- elle constitue le premier lien politique ;
- elle constitue la principale loyauté de ses membres ;
- c'est une construction des citoyens dans laquelle les dirigeants et les élites jouent un rôle remarquable ;
- la nation constitue l'élément le plus décisif du développement sociopolitique.

En outre, Balibar, quant à lui, fait référence à de nombreuses institutions, chacune d'une ancienneté très différente, comme étant l'origine d'une nation. Cette dernière,

même si elle nous paraît pré-nationale, a rendu possible certains traits de l'Etat-nation. On peut donc dire que la construction d'une nation est le résultat d'une longue « histoire » (Wallerstein et Balibar, 2000 : 110-111). De même, Rokkan souligne l'importance des processus historiques dans les processus de construction des Etats-nations.

Il formule le processus d'Etat-nation ainsi : la première phase couvre la période du XV^{ème} siècle jusqu'à la Révolution française et comprend la construction de l'Etat. A ce stade, l'intégration économique, politique et culturelle se produit au niveau de l'élite en formant un système par un nouvel ensemble de règles, de principes et de valeurs. Dans la deuxième phase, les masses sont intégrées progressivement : l'académie militaire, l'école, les nouvelles communications de masse et d'autres moyens qui créent un nouveau sentiment d'identité (Rokkan, 1975 : 570-571).

Cette nouvelle identité entre en conflit avec l'identité dominante, créée par les églises, les sectes ou les élites locales. Dans la troisième phase, les membres de la société deviennent des citoyens dans le fonctionnement du système politique. La quatrième phase couvre le processus d'expansion de l'appareil administratif de l'Etat, construit par les citoyens. Le processus de construction de la nation s'achève donc avec la construction des revendications d'égalité des citoyens (Rokkan, 1975 : 572).

Un dernier point mais non le moindre, est que la construction de la nation est étroitement liée à la construction de l'Etat moderne. Il est possible de dire qu'il existe une relation de causalité entre ces deux notions. Etant donné que la construction d'une nation est un processus qui nécessite les récits collectifs, l'homogénéisation des différences ethniques et l'adoption de l'idéologie d'une communauté imaginaire par les citoyens, elle joue un rôle important dans la construction de l'Etat (Karakaş, 2000 : 30).

D'un point de vue sociologique, la nation désigne le processus de rencontre entre les systèmes culturels, économiques et politiques sur un même territoire culturel et

souverain. En termes politiques, la nation représente à la fois un groupe formé d'une communauté d'individus et un membre politique par rapport aux autres nations (Aydın, 2018 : 232).

L'une des notions principales dans le processus de l'Etat-nation est la construction de l'identité nationale. Le nationalisme est donc devenu la principale expression de l'Etat-nation. On peut considérer que cette évolution est un produit de l'ère moderne. Dans ce contexte, l'identité des citoyens n'est pas indépendante de celle de l'Etat. Auparavant les Etats ne s'attachaient pas à la question du besoin de se définir avec une identité commune c'est-à-dire une nationalité (Köylü, 2019 : 122).

1.2. Exemples de différents modèles d'Etat-nation

Les constructions sous forme de cités-états, de principautés et de grands empires de l'Antiquité au Moyen-Âge ont été remplacées par des Etats-nations juste après la Révolution française. Habermas a considéré que, comme le suggère l'expression « Nations Unies », la société politique mondiale actuelle est constituée d'Etats-nations (Yaylı, 2009). Ce constat a fait apparaître de différents modèles d'Etats-nations.

1.2.1. Modèle européen « d'Etat-nation »

Le nationalisme, apparu lors de la Révolution française, a été la première étincelle de la notion d'Etat-nation et a conduit au développement du modèle d'Etat-nation en France. Nous avons déjà mentionné qu'il existe deux concepts différents de la nation : la nation fondée sur la culture (perception allemande) et la nation fondée sur un Etat (perception française).

Mais ces deux modèles, France et Allemagne, sont ambigus, car selon Kahn, les Européens ont inventé un si grand nombre d'Etats-nations qu'ils rendent peu crédibles la diffusion d'un modèle dont ils auraient la paternité (Kahn, 2014 : 243). Par exemple, le Luxembourg, la Suisse, la Bosnie, la Macédoine, la Belgique et l'Estonie ne correspondent à aucun de ces deux modèles. Le point commun est l'attachement à un territoire considéré comme national (Bruneau, 2016).

De diverses typologies de nationalisme et de construction de nation ont été développées comme celles de Kohn : « Occident libéral et civilisé » et « Orient non-libéral et ethnique ». L'Occident étant : le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, la Suisse et les États-Unis (Kuzio, 2010 : 21-22). Dans ces pays, à l'exception des États-Unis, l'Etat-nation s'est construit avant la montée du nationalisme. A l'Est, le nationalisme a fait partie d'un développement sociopolitique où les limites de l'Etat et de la nation se rapprochaient rarement.

Les groupes ethniques exigeaient que les frontières soient redessinées en leur faveur. Le recours aux mythes et aux légendes historiques est devenu crucial. Le nationalisme allemand, rejetait les notions d'individualisme, de rationalisme et de démocratie parlementaire et se concentrait sur la culture populaire, la langue et l'ethnicité (Kuzio, 2010 : 21-22). Greenfeld a fait la distinction entre le nationalisme « individualiste et libertaire » et le nationalisme « collectiviste et autoritaire ».

Ainsi, il a fait la distinction entre le modèle « pluraliste, libertaire et individualiste », illustré par la France et la Grande-Bretagne et celui de « organique et ethnique », illustré par l'Allemagne et la Russie. Selon Jean Leca, le modèle français est un modèle « hybride » : la France est localiste et collectiviste dans la mesure où elle donne la priorité au peuple souverain (roi). Il s'agit d'un modèle d'Etat-nation et de nationalisme qui est fondé sur la citoyenneté (Leca, 1998 : 15).

Selon la typologie de Kohn, la France, comme la Grande-Bretagne et l'Amérique, suit un processus de nationalisation, occidental rationnel, mais possède une structure collectiviste. L'Angleterre et l'Amérique, contrairement à la France, sont individualistes, libertaires et pluralistes. Dans le modèle français, les similitudes, et non les différences, constituent la base de la vie collective. Quant au modèle français, l'Etat-nation unit la nation qui présente une structure culturellement hétérogène, communauté politique suivant un principe commun (Kaya, 2012 : 313).

1.2.2. Modèle turc « d'Etat-nation »

Le modèle turc est un exemple important pour le contexte de recherche de notre étude. Historiquement, l'Etat ottoman englobait des membres « musulmans » et « non-musulmans » : c'était un système national basé notamment sur la religion. Une conception laïque basée sur une nationalité (dans ce cas, turque) a été adoptée dans le modèle d'Etat-nation turc moderne, s'éloignant de l'ancienne conception ottomane.

La Première guerre mondiale constitue un tournant majeur dans la construction du nationalisme. Des Etats multinationaux, tels que l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman se sont « dégradés » et ont été remplacés par de nouveaux Etats-nations (Yardımcı, 1999 : 92-93). Du passage de l'Empire ottoman à la République de Turquie, le nouveau modèle turc d'Etat-nation a directement influencé le contexte de la Turquie sous différents aspects.

A l'époque où les mouvements de nationalisation ont pris de l'ampleur dans les pays européens, l'Empire ottoman n'était pas un Etat homogène en termes d'ethnicité, de religion et de langue et des problèmes liés à la garantie de l'unité nationale se sont posés dans ce contexte. Pour résoudre ces problèmes liés à l'unité nationale, l'Etat-

nation, hérité de la Révolution française, est apparu comme un principe d'unité et une nécessité dans le contexte de la Turquie (Eren, 2018a : 231).

Outre le processus de construction d'un Etat-nation du type « occidental » en Turquie, l'exemple soviétique, est également important puisqu'il est directement lié à notre contexte de recherche. Les Etats qui se sont dissociés de l'Union soviétique, ont entamé le processus de construction de leurs propres Etats-nations. L'Azerbaïdjan, focus de notre recherche, en fait certainement partie.

1.2.3. Modèle de l'Union des républiques socialistes soviétiques « d'Etat-nation » et autres

Quatre différentes formes de construction d'Etat-nation ont été appliquées dans la construction de l'Etat soviétique, à savoir : République de l'Union, République autonome, Région autonome, Région nationale (Hasanoğlu, 2015 : 315). Les Etats qui étaient reconnus comme une nation (*natsiya*) avaient des symboles, tels qu'un nom d'Etat/de pays/de nation, une langue nationale, un drapeau et un hymne national.

Ceux qui ne constituaient pas une nation mais présentaient de différentes origines ethniques, étaient organisés en républiques autonomes (*avtonomnaya respublika*), en régions autonomes (*oblast*) et en régions nationales (*okrug*) en fonction de leur niveau de développement. Ceux qui étaient des républiques autonomes, bien qu'ayant des langues distinctes, faisaient partie d'une nation et étaient rattachées à une république soviétique. Cependant, les régions autonomes et les districts nationaux étaient des unités administratives de peuple à statut « inférieur ».

Une centaine de groupes ethniques ont été identifiés durant l'Union des républiques socialistes soviétiques (désormais URSS), dont seulement 15 comme

nation (Kurubaş, 2006 : 120 cité dans Hasanoğlu, 2015 : 315) : Russie RSS, Ukraine RSS, Biélorussie RSS, Ouzbékistan RSS, Kazakhstan RSS, Géorgie RSS, Azerbaïdjan RSS, Lituanie RSS, Moldavie RSS, Lettonie RSS, Kirghizistan RSS, Tadjikistan RSS, Arménie RSS, Turkménistan RSS et Estonie RSS.

Ces Etats indépendants se distinguent de la période soviétique : il était question de la continuité des héritages du passé ou d'une nouvelle synthèse. Par exemple, la mission de créer un « individu soviétique » était remplacée par celle de créer un citoyen dans le cadre d'un Etat-nation (Gürbüz, 2014 : 2). Ainsi, on constate que la différence dans les constructions des Etats-nations sont dues aux différences conjoncturelles de ceux-ci.

Certes, les sociétés multilingues et multiculturelles adoptent surtout l'approche de l'Etat-nation. Dans ce contexte, un modèle intégrateur vient à la surface. Kaufmann considère l'expérience américaine comme une évolution similaire, d'un Etat ethnique à un Etat civil, à celle du reste de l'Europe occidentale, où un groupe ethnique central a créé un Etat ethnique et ne s'est transformé en Etat civil que plus tard. L'évolution des Etats-Unis d'un Etat ethnique à un Etat civil n'est pas unique, mais fait partie d'une tendance plus large parmi les Etats occidentaux (Kuzio, 2010 : 26).

L'évolution des Etats-Unis vers un Etat civil n'a eu lieu qu'après l'établissement de l'hégémonie anglo-saxonne à partir des années 1960 et seulement à la suite de changements internes et externes. Cette tendance croissante en faveur du nationalisme civique n'a pas été adoptée volontairement aux Etats-Unis ; le nationalisme d'un Etat « pur » ne pouvait pas remplacer les loyautés ethniques sub-étatiques auxquelles les citoyens conservaient souvent une allégeance primaire (Kuzio, 2010 : 27).

Le Canada a connu une évolution du nationalisme ethnique au nationalisme civique, où la principale préoccupation des fondateurs de l'Etat était de préserver l'unité

culturelle. Contrairement aux Etats-Unis, le Canada a hérité de deux groupes ethniques (anglaises et françaises) qui étaient initialement fondés sur le nationalisme ethnique et cherchaient à construire des sociétés ethnoculturelles distinctes.

Au Québec français, ce nationalisme ethnique de nature défensive, était souvent contre les tentatives d'assimilation du Canada britannique. Le nationalisme au Québec et en Catalogne, qui a évolué du nationalisme ethnique au nationalisme civique depuis les années 1960, exige toujours l'assimilation des nationalités non singulières au sein du groupe ethnique singulier (Kuzio, 2010 : 28).

1.3. Instruments de nationalisation dans la construction de l'identité : les politiques culturelles, linguistiques et éducatives

Avec la construction des Etats-nations, l'enjeu principal des sociétés a été de réaliser rapidement le processus d'Etat-nation et de le faire accepter dans le système international. La notion de « nation » du type politique, a été construite par les Etats. D'après cette notion, les Etats ont mené des politiques visant à unir leurs citoyens sous une identité unique (Günaydın, 2017 : 19).

1.3.1. « Culture » en tant qu'instrument

D'après Smith, les nations doivent avoir une compréhension, des aspirations, des sentiments et des idées communes, une idéologie civique et une dimension culturelle communes qui unissent la société. Pour créer un public commun et une culture de masse, il faudrait des moyens de socialisation populaires, un système d'éducation publique et des médias de masse. Dans le modèle occidental de l'identité nationale, les nations sont considérées comme des communautés culturelles dont les membres sont

liés par des souvenirs historiques, des mythes, des symboles et des traditions sans pour autant être identiques (Smith, 2004 : 27).

C'est la Première Guerre mondiale qui a mis fin à l'âge d'or des dynasties et qui a recréé par l'intermédiaire de l'Etat-nation. Au début du XIXe siècle, en adoptant la forme d'une nation, les Etats se sont définis sur le principe juridique d'une constitution qui définissait tout d'abord l'Etat de droit et qui assurait les droits et les devoirs des citoyens, concept contre la division de la société en sectes, castes ou autres catégories différentes de personnes (Beacco, 2016a : 46-47).

Se référant à l'égalité entre les acteurs sociaux, cette définition est abstraite dans le sens où il s'agit d'une communauté de citoyens, fondée sur le principe d'attachement émotionnel à un Etat donné et non pas à un autre : on entend par là, une histoire assurant la continuité avec de grands ancêtres, des héros incarnant les vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des lieux et paysages typiques, une mentalité particulière, des représentations officielles (hymne et drapeau) et des descriptions pittoresques (costume, caractéristiques culinaires ou animal symbolique) (Beacco, 2016a : 46-47).

Ces patrimoines symboliques ont été créés après une longue série d'expériences interculturelles entre les nations européennes et ont effectivement été capables de créer un sentiment d'appartenance chez les individus. Cet attachement a été soutenu par toute sorte de célébrations et de cultes séculaires et par les systèmes éducatifs, qui sont le cœur de l'unité nationale (Beacco, 2016a : 46-47).

Selon Anderson, cela a même conduit les empires survivants à rejoindre la Société des Nations, non pas dans leurs uniformes impériaux mais nationaux. De plus, après la Seconde Guerre mondiale, l'Etat-nation a atteint un point de rupture. Ainsi, dans la construction de l'identité nationale dans de nouveaux Etats, on a eu recours à la

communication de masse, au système éducatif, aux règlements administratifs, au recensement, aux cartes, aux musées, aux romans, aux journaux et à d'autres outils similaires pour créer une idéologie nationaliste (Anderson, 1995 : 29).

En outre, l'Etat-nation s'est tourné vers des instruments culturels (poésie, prose, musique et arts visuels) pour le maintien de son existence, et par le recours à ces outils, on avait alors la possibilité de transmettre les traces historiques aux générations futures (Anderson, 1995 : 160). En effet, la construction d'une identité nationale est un processus long et ardu.

Les Etats se construisent par le biais d'un passé commun, d'une mémoire commune, d'une mythologie, d'une économie, d'un territoire, etc. tout ceci pour la construction d'une nation du type légitime. Les rituels et les dynamiques culturels, tels que la langue nationale, le drapeau, l'hymne, la littérature, l'histoire, les fêtes, les cérémonies folkloriques, etc. sont ainsi devenus des « instruments de nationalisation » dans la construction de l'identité nationale.

Il existe un lien direct entre la construction d'une nation et la « réécriture de l'histoire ». La diffusion de ce modèle national coïncide avec la Révolution française en Europe (Yardımcı, 1999 : 86). D'après Hobsbawm, le passé et l'histoire sont deux notions fondamentales. Le pouvoir du passé ne tient pas seulement au fait de témoigner de certains événements antérieurs ; le passé a impact direct sur la détermination du présent. L'importance du passé pour assurer la continuité d'une expérience collective est due au recours comme outil de légitimation du présent (Hobsbawm, 1993).

L'histoire présente un cadre historique pour réaliser la réalisation de l'Etat-nation (Güder, 2016 : 12-13). Les Etats créent leurs propres symboles nationaux par l'intermédiaire de la philologie, de l'histoire et de l'archéologie. Autrement dit, il est question d'une communauté basée sur le passé, preuve de la « noblesse et

l'ancienneté ». Dans le cadre des politiques culturelles, la « réécriture de l'histoire » est donc l'une des méthodes les plus courantes de construction d'une nation, utilisées par les nouveaux Etats-nations (Günaydın, 2017 : 20).

1.3.2. « Langue » en tant qu'instrument

Le trait le plus important d'une société est sans aucun doute sa langue, sa culture et son éducation. Dans le processus de construction d'une identité nationale, les langues ont été utilisées comme des instruments de nationalisation. D'après Beacco, on a créé une idéologie linguistique et une seule variété linguistique, adoptée par toutes les classes dirigeantes urbaines ou centrales de la région. On a ainsi déterminé une langue identitaire dans ces nouvelles nations (Beacco, 2016a : 48).

La langue est devenue un instrument fondamental et unique dans le processus de construction d'un Etat-nation. L'unité linguistique a été acceptée comme une condition préalable à l'assurance de l'unité des Etats-nations (Eren, 2018a : 229). De ce fait, la langue a « activé » la formation et la transmission des identités ethniques/nationales entre les générations (İnal, 2012 : 98).

Citant le philosophe allemand Humboldt, İnal indique que les langues se développent en fonction des caractéristiques de leur environnement culturel. En d'autres termes, bien que les langues démarquent les nations les unes des autres, c'est la nation qui donne sa forme à une langue. Même si la langue et la nation ne sont pas similaires, ce sont des éléments qui se complètent.

Les nations se transforment par l'intermédiaire d'une langue. Si on considère la nation comme un corps, c'est sans doute la langue qui donne sa vitalité à ce corps : en d'autres termes, la « langue est l'âme de la nation ». La langue nationale oriente la

perception du monde de la nation (İnal, 2012 : 101-102). Bien que la langue soit garantie par des institutions et des documents, l'identité tire sa force de la langue commune, partagée par la majorité de la société dans le contexte de la construction d'une nation.

1.3.3. « Education » en tant qu'instrument

L'idée selon laquelle l'éducation est un instrument utile pour développer une identité nationale commune à l'intérieur de certaines frontières géographiques est apparue à la fin du XVIIIe siècle. D'après la philosophie dominante de l'époque, l'éducation était considérée principalement comme un appareil idéologique (Althusser, 2010 ; Çaymaz, 2019) pour répondre à un besoin religieux et pour former les individus dans le contexte de l'église (Wiborg, 2000 : 236).

Platon est l'un des premiers philosophes, à avoir considéré l'éducation en tant qu'instrument de nationalisation. Il a souligné que dans tous les Etats, dans tous les régimes politiques, qu'ils soient despotiques, aristocratiques ou populistes, la loi établie exprimerait la volonté de l'autorité, du pouvoir, du citoyen ou de la classe dirigeante, qu'il s'agisse d'une oligarchie ou d'une masse.

Dans la République de Platon, l'éducation est décrite comme sociale dans sa finalité et dans son application, tout en tirant son origine dans les relations humaines : forme d'inspiration morale en principe, elle est perçue comme une nécessité rationnelle. Elle joue un rôle majeur dans la construction d'un système politique. En d'autres termes, selon Platon, les valeurs qui incitent les gouvernants et/ou les individus à se dévouer à l'Etat, leur sont inculquées par l'éducation (Moreau, 1986 : 86-92).

Sur ce, la construction de l'Etat/société idéal(e) ne peut être réalisée que par une éducation idéale. Dans cette optique, la politique éducative est considérée comme un reflet de l'administration de l'Etat. Le fait que l'éducation soit fondée sur des idées politiques, elle lui confère inévitablement un statut d'« instrument idéologique ». A cet égard, elle agit comme une sorte de pont entre l'Etat et la société (Eren, 2022 : 140). Quant à Rousseau, il ne s'agissait pas de « définir » ce qu'est une nation, mais de montrer comment une communauté se transformerait en un Etat-nation.

Ainsi, les Etats ne se « reproduisent » pas naturellement comme des plantes, mais sont des créations très artificielles fondées sur le principe de l'unité et de l'opinion publique. Les institutions de l'Etat, par exemple, sont le meilleur moyen de mettre en avant la « sauce » nationale et d'inculquer l'amour de la patrie. C'est ainsi que Rousseau a souligné le rôle de l'éducation au niveau national : l'éducation des enfants, leurs droits fondamentaux, ne pouvait être laissée au contrôle de leurs parents (Wiborg, 2000 : 237-238).

L'éducation, instrument fondamental dans le contexte des relations entre l'Etat et la société, est importante dans le sens où elle devrait être accessible à tous les citoyens : il s'agit de la promotion de la langue et de l'alphabétisation nationale, ainsi que des codes de l'histoire et des symboles nationaux locaux (Wiborg, 2000 : 241). En ce sens, l'éducation contribue à la construction d'une culture nationale commune et établit un partenariat entre les citoyens et l'Etat. Ce processus de construction d'Etat-nation s'actualise via la langue et l'histoire, les deux comme finalités de l'éducation (Kaya, 2012 : 367).

CHAPITRE II. « POLITIQUE LINGUISTIQUE/EDUCATIVE » ET « REVOLUTION DES SIGNES » EN TANT QU'INSTRUMENTS DE NATIONALISATION

Dans le chapitre précédent, nous avons considéré que la notion d'« Etat-nation » se compose principalement d'une nation et d'un territoire doté de certaines frontières. Néanmoins, le processus de construction d'une nation est alimenté par des instruments historiques, culturels et linguistiques. Les Etats ont recours à ces instruments pour maintenir l'Etat-nation. Dans ce deuxième chapitre, nous aborderons les politiques linguistiques et éducatives en tant que cadre théorique de notre étude.

2.1. Relations entre « politique/langue » et « politique/ éducation »

Dans ce sous-chapitre, après avoir défini ce qu'est la notion de « politique », nous citerons de différentes approches sur celle-ci. Les relations entre la « langue » et la « politique », l'« éducation » et la « politique » seront ensuite analysées suivant cette problématique de recherche. Nous poserons ainsi notre cadre théorique sur les « politiques linguistiques » et les « politiques éducatives ».

2.1.1. De la « politique » à la problématique de recherche

La notion de « politique » est formée à partir de deux termes grecs : « polis » qui signifie « cité » (au sens politique du terme) et « ikos » qui sert de suffixe d'adjectif (« -ique » en français). Ce mot est donc à l'origine un adjectif et d'après son étymologie, cela renvoie au « citoyen ». En France, la notion de « politique », polysémique, recouvre plusieurs définitions, plus ou moins complexes. La langue anglaise a le mérite d'être

plus précise à ce stade : la notion de « politique » renvoie aux formes de gouvernement, à l'organisation du pouvoir et à son exercice (Lefebvre, 2022 : 13).

Elle fait donc l'objet de multiples usages. Selon Larousse, la « politique », au féminin, fait référence à une forme particulière d'administration, aux moyens appliqués par l'Etat dans certains domaines (Larousse, en ligne). Selon Le Robert, elle fait référence à la manière dont un Etat est gouverné (politique intérieure) ou à celle dont les relations sont menées avec d'autres Etats (politique étrangère), d'une manière harmonisée.

En tant qu'adjectif, cette notion renvoie à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée, aux Etats et à leurs relations, à la théorie du gouvernement (Le Robert, en ligne). Le politique, au masculin, renvoie de manière plus générale, au contexte social régulé par des conflits d'intérêts et donc le pouvoir (*polity* en anglais) : espace de résolution des conflits et d'arbitrage des intérêts divergents de la société. Par « politique, » on peut entendre le maintien de la cohésion sociale (Lefebvre, 2022 : 13).

Dans son ouvrage la République, Platon a défini la « politique » comme l'art et la compétence de gouverner l'Etat et la fonction privilégiée d'un groupe limité. Quant à Aristote, cette notion est issue des sociétés organisées autour de nombreux membres et non pas autour d'une même religion, d'un seul intérêt ou d'une même tradition (Leftwich, 2004 : 74). Aristote a défini la politique comme l'ensemble des activités liées à l'Etat, visant l'« idéal suprême » et la « vie idéale », l'administration de l'Etat et les affaires civiques (Aristote, 1993 : 78-79).

Cette définition est devenue la référence principale des philosophes et des hommes d'Etat. Selon Weber, la « politique » est une notion extrêmement développée : il s'agit des efforts de partager le pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les Etats, soit entre les groupes au sein d'un même Etat (Weber, 1946 : 77-78). Ce

sont les conditions non économiques nécessaires à l'existence et au développement d'un certain modèle de production sociale : une sorte d'instrument.

Ainsi, nous pourrions dire que la politique recouvre tout ce qui est relatif au gouvernement d'une communauté ou d'un Etat : l'art et la manière de gouverner, l'organisation des pouvoirs, la conduite des affaires publiques, les actions prévues ou réalisées par une institution, une organisation, un parti, un Etat, une entreprise et un individu (La Toupie, en ligne). C'est l'un des principaux instruments de gouvernance d'une institution ou d'un Etat.

2.1.2. « Politique » vs. « langue » : la politique linguistique ?

Dans notre étude, deux notions apparaissent comme des instruments pour gouverner une société : « langue » et « éducation ». Les êtres humains et les sociétés maintiennent toutes leurs relations par l'intermédiaire de la langue. Cette dernière n'est pas seulement un système de sons et d'écriture. Selon Habermas, la langue est d'une part, un instrument d'oppression ou de domination et d'autre part, un instrument qui rend la communication possible (İnal, 2012 : 14).

Tel que nous avons mentionné ci-haut, il est nécessaire de créer des communautés politiques dans les Etats-nations, ayant une langue et une culture commune. La langue est considérée comme instrument de nationalisation le plus efficace dans ce contexte d'Etat-nation. Elle y intervient comme une identité culturelle, permettant certainement la nationalisation suivant une perception sociale (Eren, 2018b : 91).

La pratique de la langue sous contrôle politique, a mis en évidence la notion de « politique linguistique ». En effet, la langue est associée aux notions contemporaines d'Etat et de nation. L'évolution moderne de la notion d'Etat-nation a compris un processus d'identification d'une ou plusieurs variétés de langues comme langue(s)

nationale(s). Selon Sari, la langue est devenue dominante dans les mouvements nationalistes, tels que le pangermanisme, le panturquisme et le panslavisme.

Etant dotée de symboles et de représentations sociales liés à la nation (Sari, 1996 : 42), la langue permet l'expression des sentiments. L'Etat-nation partait du principe que tous les citoyens d'un Etat, parlaient ou devaient parler la même langue nationale. Lorsque ce n'était manifestement pas le cas, le rôle d'autres langues était négligé ou réduit par la dépréciation de leur valeur ou par la législation (Conseil de l'Europe, 2007a : 12). En d'autres termes, la langue est la représentation sociale visible des pouvoirs politiques.

Les études sur les « politiques linguistiques » sont apparues dans les années 1960 et 1970 et ont suivi un long chemin de développement sur des modèles de politique linguistique et sur des questions globales comme la protection des langues et le droit linguistique (Garibova, 2013 : 14). Néanmoins, la notion de « politique linguistique » a été introduite après la Seconde Guerre mondiale dans le processus de reconstruction des sociétés nationales.

Bien que cette notion ait été initialement appelée « planification linguistique », les linguistes ont ensuite reconnu que ce processus de planification linguistique était considéré comme une politique linguistique (Spolsky, 2012 : 3). Elle se définit comme une action volontaire, officielle ou militante, visant à intervenir sur les formes (les systèmes d'écriture), le choix d'une langue comme langue officielle ou la place dans l'enseignement des langues nationales, régionales minoritaires, étrangères (Conseil de l'Europe, 2007b : 17).

L'homogénéisation culturelle et linguistique se voient attribuer à une fonction fondamentale dans le processus de construction de la nation, non seulement pour la construction de l'identité nationale, mais aussi comme garantie de l'unité nationale. Le

nationalisme a mis l'accent sur l'unité linguistique afin de créer et de maintenir une unité « virtuelle » (Orhan, 2017 : 336).

La caractéristique la plus notable des politiques linguistiques est qu'elles sont menées de manière consciente. Elles peuvent être appliquées par des individus ou des groupes, par des partis politiques et dans un cadre associatif ou privé. Cette action sur les langues se réalise dans des contextes sociaux donnés et en porte les traces significatives de ces contextes. Cela nous rappelle que le processus historique d'Etat nation est déterminant dans le cadre des politiques linguistiques (et vice versa).

Cependant, les politiques linguistiques sont également fondées sur des principes (économie et efficacité, identité nationale, démocratie) qui leur donnent un sens au-delà des circonstances (Conseil de l'Europe, 2007b : 17). La détermination des politiques linguistiques, fondées sur l'individu/la communauté ou sur la nation renvoie à des modèles d'Etats-nations multilingues ou monolingues (Eren, 2018b : 91). Dans ce contexte social, la langue et l'éducation ne sont pas des notions distinctes mais complémentaires.

2.1.3. « Politique » vs. « éducation » : la politique éducative ?

L'« éducation » est un processus qui permet aux individus d'acquérir des comportements positifs et de transmettre des connaissances, des compétences et des techniques d'une profession. L'éducation joue un rôle décisif dans l'acquisition d'un comportement rationnel, scientifique et de libre pensée, ainsi que dans l'acquisition de la personnalité de l'individu (Adem, 1997 : 51). Dans une perspective plus générale, l'éducation fait partie du processus d'acculturation dans la société. La construction de

la personnalité des individus est déterminée par la culture dans laquelle ils sont nés et ont été formés.

Selon Durkheim, la transmission des caractéristiques spécifiques qui distinguent l'homme se fait par une voie qui est sociale (l'homme est social). C'est ainsi que l'éducation permet de transmettre ces caractéristiques sociales (Durkheim, 1968 : 4). L'éducation est un instrument idéologique (Althusser, 2010 ; Çaymaz, 2019) ou, en d'autres termes, une action. On donne une éducation dans toute société. Conformément aux traditions, aux habitudes, aux règles explicites ou implicites, des enfants sont éduqués dans un cadre déterminé et sous l'influence de sentiments collectifs (Durkheim, 1968 : 8-9).

Cette définition viserait un certain nombre de traits physiques, intellectuels et moraux, demandés par la société (Any-Gbayere, 2005 : 13). Dans le processus historique, la détermination et la mise en œuvre des politiques éducatives nationales sont devenues une priorité avec le développement des Etats-nations. La caractéristique la plus importante de l'éducation est que « la matière première sur laquelle elle travaille est l'être humain » : elle est multidimensionnelle.

Dans les Etats-nations (sociétés multilingues et multiculturelles), on exige la détermination et la mise en œuvre de politiques qui répondent aux besoins de l'Etat (Tural et Karakütük, 1991 : 19). Tout système éducatif est une institution sociale dont la fondation et le maintien, le contenu et la forme sont déterminés par la structure sociale. L'objectif de l'éducation est la socialisation des individus suivant une structure sociale. Ainsi, c'est un instrument de lutte idéologique dont l'efficacité, elle aussi, peut être analysée et mesurée dans l'histoire.

De nos jours l'éducation, en particulier l'enseignement obligatoire, est planifié et mis en œuvre suivant une politique éducative. Presque dans tous les pays, l'éducation

est un service fourni principalement par le public. La « politique éducative » est un ensemble de décisions prises par anticipation en vue d'indiquer les attentes de la société vis à vis de l'éducation. Elle vise à assurer l'équilibre entre les besoins sociaux d'éducation et les prestations du système éducatif (Any-Gbayere, 2005 : 18).

Chaque gouvernement adopte une politique éducative à caractère spécifique. Par conséquent, la politique adoptée par les Etats devrait toujours être associée à une période et à une perception sociale. Autrement dit, même si les politiques éducatives varient différemment suivant les pays, elles sont établies par les gouvernements en tenant compte des tendances innovantes (Conant, 1964 : 5 cité dans Yıldız, 2016 : 26).

2.2. Construction de l'identité nationale via les modèles politiques linguistiques et éducatives

La caractéristique la plus fondamentale d'une communauté est sans aucun doute sa langue, sa culture et son éducation. Plusieurs langues et plusieurs cultures sont nées de la rencontre des sociétés. En raison de cette situation sociale, les questions liées aux politiques linguistiques et éducatives se posent de diverses façons dans les sociétés (Eren, 2018a : 229).

Les Etats élaborent des politiques distinctes par rapport aux paramètres, tels que le processus historique, le contexte et la culture. Ayant institutionnalisé les politiques d'intégration par la langue officielle et l'enseignement obligatoire, il y a toujours eu des oppositions et des tendances à s'éloigner du centre dans le processus historique (Eğitim Sendikası, 2004 : 3). Ces politiques sont essentielles pour la création d'une identité « unique » sur le principe de nation.

Il existe une compréhension « holistique » au sein de l'Etat-nation, malgré les différences fondées sur l'ethnicité existant dans la société. Dans ce contexte socio-culturel, les sociétés multilingues et multiculturelles adoptent surtout le modèle de l'Etat-nation. En d'autres termes, il faudrait établir une identité idéologiquement fondée sur la nation (non sur l'ethnicité) pour assurer l'unité d'une société.

2.2.1. Identité « européenne » issue des politiques linguistiques plurilingues/monolingues

Dans notre étude, nous avons d'abord cité l'exemple européen concernant le modèle de l'Etat-nation. Dans le cadre des politiques linguistiques, nous allons prendre comme point de départ le contexte européen. Alors que les Etats européens sont plurilingues en apparence, ils poursuivent des politiques monolingues en pratique. L'Europe n'est pas une entité politique de la même nature qu'un Etat-nation : car, la possession d'une ou de plusieurs langues nationales officielles suffit pour obtenir une certaine unité ou une identité.

Il s'agit d'un espace pluriel dans lequel les variétés linguistiques et culturelles s'enrichissent mutuellement mais sans aucune position dominante à long terme. Pour les citoyens européens, il n'existe probablement pas de langue unique qui puisse représenter la langue d'appartenance à cet espace (Conseil de l'Europe, 2007a : 32). Historiquement, la Révolution française a permis aux citoyens de jouer un rôle politique dans l'organisation sociale : ce modèle a servi d'exemple à de nombreux pays.

Suite à cette révolution, la notion de « citoyen » a fait référence à toutes les personnes vivant sur le territoire français, quelles que soient leurs origines ethniques, leurs croyances religieuses et leur statut social. L'objectif était de rapprocher le citoyen

à la « nation », plus haute forme d'appartenance dans une communauté (Sadoğlu, 2010 : 28). La langue a été nationalisée et a été diffusée dans différents domaines à travers des représentations sociales, telles que la « langue de l'éducation », la « langue de la publicité » et la « langue de la culture ».

Dans le nationalisme politique, la nation n'est pas une identité collective définie en termes de langue. Le nationalisme français a fondé une nation sur le principe d'une communauté de citoyens, se définissant par une appartenance politique. Cependant, « parler le français » était la preuve d'être citoyen français. Selon les politiques linguistiques de la France, le pays reconnaît certaines langues parlées dans le pays avec un statut juridique différent (Eğitim Sendikası, 2004 : 44) : un modèle d'Etat-nation garanti avec une langue commune (le français).

Le nombre de langues nationales/officielles reste trop élevé en Europe, pour que chacune d'entre elles puisse bénéficier d'un privilège dans les systèmes éducatifs et d'une reconnaissance mutuelle des communautés linguistiques et culturelles. Certes, la diversité linguistique est l'une des valeurs fondamentales de l'identité européenne. Les politiques linguistiques européennes ne concernent pas seulement l'identité culturelle et l'intégration sociale, mais aussi la création d'une Europe intégrant des citoyens multilingues. La diversité linguistique (ou multilinguisme), favorisant la diversité culturelle (Extra et Yağmur, 2013 : 14).

2.2.2. Identité « turque » issue des politiques plurilingues/ monolingues

Dans le contexte de la Turquie, il est évident que les politiques linguistiques officielles ne peuvent pas être séparées des politiques culturelles et éducatives du pays. Ce dernier, ayant poursuivi une politique d'étatisation au sens « occidental » du terme, a essayé d'adopter une conception plutôt monolingue dans le cadre de ses politiques

linguistiques et éducatives. Ceci explique l'intérêt majeur pour notre mémoire de recherche, à savoir la construction de l'identité nationale via les politiques linguistiques et éducatives.

Dans l'Empire ottoman, les politiques linguistiques ottomanes étaient au premier plan suivant un modèle de nation dit « *millet-ümmet* » (plutôt caractérisé par des éléments religieux). La République de Turquie a adopté une conception politique de la citoyenneté et la langue est considérée en tant qu'instrument pour créer la nation turque (Timisi, 2003 : 139) : une politique linguistique monolingue a été appliquée dans ce contexte. Dans cette nouvelle Turquie, la langue et l'éducation ont été réunies sous le « toit » de nation (Eren, 2018a :233).

Les dilemmes d'une nation, d'une culture et d'une langue sont pleinement transférés dans le système éducatif national. Dans le cadre des politiques éducatives, il est clairement indiqué que « l'enseignement dans les écoles turques ne peut être dispensé dans une autre langue que le turc » dans la Constitution (Eğitim Sendikası, 2006 : 6). Au cours de la période républicaine, le nombre d'écoles « turques » a augmenté par rapport aux écoles étrangères.

Les arguments sur l'identité nationale qui ont été introduits par les modèles d'Etat-nation, renvoient surtout à l'élaboration des politiques linguistiques nationales (Timisi, 2003 : 139-140). Le cas azerbaïdjanais, contexte de notre recherche, est étroitement lié à l'identité turque : « une nation et deux Etats ». Mais dans le contexte de l'URSS, l'Azerbaïdjan a rencontré des difficultés au niveau de la construction de cette identité via les politiques linguistiques : parlait-on d'« identité russe » ?

2.2.3. Identité « russe » issue des politiques plurilingues/ monolingues

L'Union soviétique ayant toujours été un Etat multiethnique et multilingue, ne pouvait plus se propager autrement. Compte tenu de sa structure multilingue, les dirigeants soviétiques n'ont eu d'autres choix que de s'occuper du développement linguistique du pays. Ceci dit, la construction politique, économique et culturelle de l'URSS ne pourrait se faire sans la « langue » (Hemour, 2010 : 19). D'Encausse a déclaré qu'aucun Etat du XXe siècle n'a accordé autant d'importance aux politiques linguistiques que l'URSS.

Car selon lui, la politique linguistique des Soviétiques était la dimension unique du nationalisme (Virtanen, 2002 : 205). Dans la Constitution de 1925, l'égalité « inter-linguistique » était également garantie légalement dans toutes les constitutions de l'URSS. Toutefois, dans une structure complexe comme l'URSS, composée de près de 190 nations différentes, la langue officielle était d'une grande importance : le russe a été reconnu comme langue « internationale » de communication (Sarı, 1996 : 179-188).

Dans les périodes suivantes, il convient de noter que le russe a été utilisé pour créer une nation soviétique afin de renforcer l'identité multinationale de l'Etat et d'unifier la pensée nationale. Les premières décennies de l'URSS étaient une période de grande expérimentation en matière d'éducation. L'Union soviétique a créé un système éducatif lui permettant d'être l'une des deux superpuissances du siècle dernier. Des réformes complètes ont été menées tout au long du processus éducatif, dès la maternelle (Timofeïtchev, 2018).

Le russe, utilisé comme une langue de communication, assurait aussi la fonction de construction de l'identité (Virtanen, 2002 : 206-208). La conséquence majeure de la politique linguistique de l'Union soviétique est qu'aujourd'hui, la grande majorité des plus de 190 nationalités qui vivent en Russie n'ont pas de littérature dans leur langue

maternelle (Akhiyadov, 2018). Ainsi, la langue n'est pas seulement un instrument de communication mais un instrument politique, commun à une même société.

2.3. Politique linguistique/éducative en tant qu'« instrument de nationalisation » : le cas des « Révolution des signes »

Les Etats bénéficient de la dimension multiple de la langue, parce que celle-ci est une valeur qui forme le contexte social. C'est l'alphabet d'une langue qui lui confère un aspect « identitaire ». A mesure que le taux d'alphabétisation dans les langues nationales augmente, leur pratique se généralise dans des domaines, tels que l'éducation et les publicités. Pour ce faire, nous aborderons les révolutions linguistiques dans les contextes européen, turc et soviétique.

2.3.1. Révolution des signes dans le contexte de la Turquie

La politique linguistique de la Turquie et en particulier, la révolution des signes constitue un modèle approprié pour le contexte de notre recherche. Dans ce contexte, la révolution des signes a joué/joue un rôle important dans la création de l'identité nationale turque. Dans l'Empire ottoman, par exemple, l'importance n'était accordée qu'à l'alphabet arabe et aux mots étrangers d'origine arabe/persane : il s'agissait de l'adoption du turc ottoman en termes de système de nations multinationales. Vers l'effondrement de l'Empire, le désir d'unir toutes les communautés turques d'Asie centrale est apparu avec les mouvements politiques du turquisme.

Dans cette optique, l'unité linguistique/culturelle des communautés turques était garantie par un alphabet. Sur ce, le changement de l'alphabet ottoman en caractères latins a marqué le récit national turc : le focus était la « sécularisation » ou la «

modernisation » de la Turquie pendant l'entre-deux-guerres (Çaymaz et Szurek, 2007), car l'alphabet arabe était adopté comme une écriture ayant des significations religieuses. En effet, les citoyens non alphabètes considéraient tous les ouvrages écrits en alphabet arabe comme des textes religieux et sacrés, d'où le duo « lecture-religion ».

Ils étaient incapables d'écrire en alphabet arabe : ils étaient guidés par ceux qui connaissaient l'ancienne écriture, c'est-à-dire l'alphabet arabe (Dil Derneği, en ligne). A cet égard, l'un des « instruments de nationalisation » les plus concrets de la Turquie est la révolution des signes de 1928. Les mots étrangers ont été purifiés du langage ottoman avec le nouvel alphabet. La révolution des signes visait à révéler la créativité scientifique et artistique de la jeune république, à accélérer la production intellectuelle et à « turquifier » toutes les notions scientifiques, artistiques et techniques.

2.3.2. Révolution des signes dans le contexte de l'URSS

La révolution des signes dans l'histoire soviétique est également un instrument fondamental dans sa politique linguistique. Grenoble propose une classification de toutes les langues de l'URSS en fonction de leur tradition écrite : langues sans forme écrite, langues utilisant l'alphabet cyrillique, langues utilisant historiquement l'alphabet roman, langues utilisant l'alphabet arabe, langues mongoles utilisant l'alphabet mongol et langues ayant développé une orthographe distincte comme l'arménien et le géorgien (Grenoble, 2003 : 48).

Au début des années 1920, une tentative a été faite pour populariser l'alphabet cyrillique, mais ce mouvement n'a pas duré longtemps. Au sein de l'URSS, il existait des langues qui utilisait l'alphabet arabe (azerbaïdjanais, kazakh, turkmène, turc, ouzbek, etc.) et d'autres langues l'alphabet russe. L'alphabet arabe était considéré comme « instrument d'unification, au moins symboliquement » dans des groupes

turcophones à l'intérieur de l'URSS et en dehors de ses frontières » : une menace pour l'existence soviétique.

Ainsi, la décision a été de transformer certaines langues en alphabet latin. Il s'agissait donc d'une sorte de mouvement de « transformation » (Hemour, 2010 : 28-30). Dans ce contexte, les alphabets dans les républiques socialistes d'Asie centrale ont été progressivement modifiés par l'URSS. La tendance soviétique à promouvoir la langue nationale est apparue dans le contexte de purification et de nationalisation de la langue : les révolutions des signes (Musaoğlu, 2009 : 267).

L'adoption de l'alphabet latin, pour la plupart des linguistes soviétiques, était considérée historiquement comme un progrès significatif qui a fait avancer les peuples « retardés culturellement » et leur a permis de « dépasser » le peuple russe lui-même, car ces peuples étaient les premiers à introduire « l'idée de la création d'un seul alphabet -international- sur une base latine ». D'autre part, la révolution des signes avait facilité considérablement l'accès à l'écrit pour tout citoyen de l'URSS (Hemour, 2010 : 31).

Durant la période de l'URSS, un mouvement en faveur de l'emploi de l'alphabet cyrillique a été lancé et l'alphabet latin a été transformé en alphabet cyril en 1935. Quelques années plus tard, toutes les langues de l'URSS ont été transformées en écriture cyrillique en 1939. Alors que tous les termes empruntés étaient écrits dans la forme originale russe dans les années 1930, une réorientation politique s'est réalisée dans les années 1950 : la majorité des nouveaux termes sociopolitiques provenaient en effet du russe (Grenoble, 2003 : 51-55).

CHAPITRE III. CONSTRUCTION IDENTITAIRE VIA LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET EDUCATIVES DANS LE CONTEXTE HISTORIQUE AZERBAÏDJANAIS

Le troisième constitue le processus de construction identitaire dans le contexte historique de l'Azerbaïdjan, suivant les politiques linguistique et éducatives. Au cours de l'histoire, l'Azerbaïdjan s'est trouvé au carrefour d'influences politiques, culturelles (turques, persans, russes) et religieuses (islam chiite/sunnite et christianisme), ce qui a influencé son histoire ethnographique complexe et controversée (Cornell, 2011 : 3), tout en créant une culture plurilingue.

Le développement de la langue azerbaïdjanaise est considéré comme faisant partie de l'histoire commune des langues turques. Néanmoins, la langue azerbaïdjanaise était écrite via trois alphabets différents (arabe, latin et cyrillique), instruments dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives de leurs périodes respectives (Ergun, 2010 : 139) : la turquification, la russification et l'azerbaïdjanisation.

3.1. Construction identitaire du « turquisme » en Azerbaïdjan pré-soviétique : le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin

L'éveil culturel de l'Azerbaïdjan a commencé après la période tsariste, menée par des intellectuels qui s'efforçaient de transformer leur communauté ethnoreligieuse en un groupe national. Les intellectuels azerbaïdjanais ont effectué des recherches et ont écrit l'histoire de leur peuple avec leur langue maternelle. Ils ont cherché à réformer les coutumes éducatives et sociales, y compris les pratiques éducatives religieuses, qui, selon eux, contribuaient à leur société (Bölükbaşı, 2013 : 26).

Dans la période pré-soviétique, la domination de l'Etat par d'autres a rendu la région instable au cours de son histoire. Les quelques périodes de paix et de stabilité ont rarement duré plus de quelques décennies. Les Sumériens, les Lullubiens, les Akkadiens, les Qutiens, les Qadusiens, les Khazars, les Zamoans, les Mannéens, les Assyriens, les Urartiens, les Médiens, les Scythes, les Arméniens et les Alans ne sont que certains de ces peuples qui ont régné sur les territoires de l'Azerbaïdjan. Les invasions arabes du VIII^e siècle ont conduit à l'islamisation de l'Azerbaïdjan (Cornell, 2011 : 4).

Jusqu'au XI^e siècle, la population d'Azerbaïdjan se composait des Turcs-Oghuz, de Persans et de Caucasiens. Au XI^e siècle, une migration intensive de groupes turcs vers la région de l'Azerbaïdjan a commencé avec les Seldjoukides, ce qui a conduit à un renforcement significatif des Turcs en Azerbaïdjan (Hasanov, 2011 : 17). L'Azerbaïdjan a été turquifié pendant la période des conflits seldjoukides et mongols dans le Caucase du Sud. Mais, les conflits n'ont pas permis de créer un Etat indépendant.

Au XII^e siècle, l'invasion destructrice des Mongols a poussé les Turcs vivant ici à migrer vers l'Anatolie. L'occupation mongole a mis le persan au second plan au niveau des politiques linguistiques. Le turc et le mongol sont devenus des langues bureaucratiques et littéraires dans cette optique (Süleymanlı, 2006 : 29). La période de renforcement du « turquisme » et donc de la langue/littérature turque s'est déroulée sous le règne des Etats de Karakoyunlu (1410-1467) et d'Akkoyunlu (1467-1501) en Azerbaïdjan).

Les Turcs d'Azerbaïdjan, qui parlaient la langue turque issue des dialectes du sous-groupe Oghuz, ont également fait partie de l'Iran au cours de leur histoire. Vers le milieu du XVII^e siècle, de nouveaux khanats sont apparus avec l'affaiblissement du

pouvoir central en Iran. Alors que le persan était généralement utilisé dans les affaires de l'Etat et l'éducation, la majorité de la population musulmane utilisait le turc azerbaïdjanais dans la vie quotidienne (Hasanov, 2010 : 21). Au début du XIX^{ème} siècle, la domination russe de la partie du nord a entraîné des changements sociaux et culturels de longue durée (Swietochowski, 1991 : 176).

Le traité russo-iranien de Turkmanchay a divisé l'Azerbaïdjan en deux parties en 1828, le nord étant sous la domination russe et le sud sous la domination iranienne (Swietochowski, 1980 : 3). La République populaire d'Azerbaïdjan a été créée en 1918, après la chute du régime tsariste. Le slogan de « turquification, islamisation et modernisation », proposé par *Ali Bey Huseynzade* était représenté par les trois couleurs du pays (Günaydin, 2017 : 36). Mais peu après la déclaration d'indépendance, l'Azerbaïdjan a été occupée par la Russie soviétique en 1920 et la République socialiste soviétique a été créée en 1922.

3.1.1. Turquisation via les politiques linguistiques

La construction de l'identité nationale moderne en Azerbaïdjan a commencé au XIX^e siècle, sous la domination de la Russie tsariste, suivant une évolution parallèle à la diffusion des idées nationalistes en Europe. Au cours de cette période, outre les développements économiques et politiques dans le monde, l'éducation, la culture, la langue et la religion mises en œuvre par l'administration tsariste ont joué un rôle déterminant dans la construction de l'identité nationale azerbaïdjanaise (Turan, 2018 : 431).

Le développement de la langue, de la littérature et de la presse s'est déroulé à la fin du XIX^e siècle en Azerbaïdjan. La presse nationale, le théâtre et la littérature sont devenus des instruments de nationalisation fondamentales de l'époque. Les

Azerbaïdjanais, se définissant comme des musulmans du Caucase jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, ont progressivement commencé à se détacher d'*oumma* (communauté) et à se définir en tant que Turcs (nation) (Kushner, 1979 : 17).

Le rôle des intellectuels est considérable dans la construction identitaire. Vers la fin du XIX^{ème} siècle, des intellectuels tels que *Mehmet Ali Mirza Kazim Bey*, *Abbas Kulu Aga Bakukhanli*, *Hasanbey Melikzade Zerdabi* et *Mirza Fetih Ali Akhundov* ont contribué de manière significative à la construction de la conscience nationale. Ayant appris le russe après la domination russe dans la région et ayant donc pris conscience des idéologies occidentales grâce à cette langue, ils ont été influencés par le sentiment de nationalisme européen (Süleymanlı, 2006 : 55).

Ainsi, la langue était/est un instrument dans le processus de nationalisation de l'Azerbaïdjan. Avec l'arrivée des Arabes dans la région au VII^e siècle, l'utilisation de l'alphabet arabe s'est répandue très rapidement. L'identité musulmane qui s'est formée avec l'islamisation de la région, a aussi joué un rôle sur la diffusion de cet alphabet. Avec la migration de la population shiite vers l'Iran, les sunnites se sont culturellement orientés vers l'Empire ottoman. Cela a conduit à une « ottomanisation » croissante de la langue de presse azerbaïdjanaise, appartenant à la minorité sunnite d'Azerbaïdjan.

La tendance à l'ottomanisation était soutenue par l'idée de l'unité des peuples turcs, appelée « panturquisme » par d'*Ismail Gaspirali*, écrivain tatar de Crimée et opposant au panslavisme soutenu par la Russie (Swietochowski, 1991 : 178). *Mirza Fethali Akhundzov*, l'un des intellectuels linguistiques les plus connus, a exposé les instruments de l'élite modernisatrice, à savoir : la popularisation de l'éducation, la création d'une langue littéraire intelligible pour les lecteurs de masse et la laïcité contre les divisions sectaires (Swietochowski, 1980 : 2).

Akhundzov a adopté une approche importante pour simplifier l'alphabet arabe. Il a insisté sur le fait que chacun devrait lire dans sa langue maternelle en peu de temps et sans trop d'efforts (Swietochowski, 2004 : 23-24). Dès 1857, il s'est intéressé à la question de l'« alphabet », l'un des plus grandes questions de la vie intellectuelle turque. Il a proposé la mise en pratique de l'alphabet arabe, puis l'alphabet latin (Süleymanlı, 2006 : 60-61). La littérature était aussi vu comme un instrument de nationalisation dans le cadre des politiques linguistiques.

Appelé le « Molière des Tatars » par les Russes, Akhundov est d'une certaine manière le précurseur des idées démocratiques et de leur enseignement en Azerbaïdjan. Dans ses œuvres, il est souvent question de l'opposition entre l'ancien face au moderne, de la science contre l'ignorance, du progrès contre l'arriération. Akhundov a choisi subtilement la voie littéraire pour faire comprendre au peuple l'état d'ignorance dans lequel il se trouvait et pour faire prendre conscience du niveau médiocre dans les écoles et les medersas (Swietochowski, 2004 : 23-24).

La presse, apparaît également en Azerbaïdjan comme un autre instrument de nationalisation dans le cadre des politiques linguistiques. A partir du deuxième quart du XIXe siècle, la presse s'est concrétisée avec le journal *Ekinçi* par Hasanbey Melikzade Zerdabi. La transmission des idées lumineuses aux grandes masses a conduit à la naissance de la presse turque. L'origine du mouvement de nationalisation de l'Etat a été la publication du journal *Ekinçi* en turc azerbaïdjanais en 1875. Le journal *Keshkul* a aussi joué un rôle déterminant dans la construction du sentiment national azerbaïdjanais et a contribué au développement de la conscience nationale (Saray, 2022 : 240).

L'Azerbaïdjan comptait une centaine d'organes de presse, à savoir : *Iqbal*, *Irshad*, *Hayat*, *Fiyuzat*, *Hak Yolu* de 1906 à 1912. Le *Molla Nasreddin* de Jalil Gulluzade,

magazine hebdomadaire d'humour politique publié en turc azerbaïdjanais, a également joué un rôle important au cours de cette période. Les auteurs du magazine ont défendu la nécessité de se tourner vers la langue folklorique dans le développement de la langue littéraire (Göyüşov, 2007, en ligne). Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle le « turquisme » reste surtout culturel et trouve ses origines dans le développement de la langue. En 1918, suite au turquisme, la langue azerbaïdjanaise a été déclarée en tant que langue officielle de l'Etat.

L'un des principaux instruments de la République démocratique d'Azerbaïdjan était la politique envers la langue maternelle. Il s'agissait de réformer la langue et de la purifier. *Mehmet Emin Resulzade*, a contribué à la construction de l'Etat suivant le principe de culture nationale. Comme nous pouvons le constater, la construction de l'identité nationale dans la région s'est réalisée parallèlement au développement de la langue turque azerbaïdjanaise en tant que langue littéraire.

Malgré la domination de l'URSS, la recherche d'une identité nationale s'est poursuivie en Azerbaïdjan : premier pas vers la construction nationale de l'Azerbaïdjan. Au début du régime soviétique, le débat sur le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin en Azerbaïdjan a mis en avant la modernisation, l'occidentalisation et le progrès. Les partisans de l'alphabet arabe ont déclaré que le lien avec le patrimoine culturel serait rompu avec le passage à l'alphabet latin. Le premier à soutenir le passage à l'alphabet latin était Neriman Nerimanov, premier président de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan (Ergun, 2010 : 140-141).

La population azerbaïdjanaise, pionnière parmi les peuples turcophones, a adopté l'alphabet latin au lieu de l'alphabet arabe. Dans cette optique, le journal *Yeni Yol*, qui visait à purifier le turc azerbaïdjanais des mots étrangers, tels que l'arabe et le persan, a commencé à être publié en 1922. Ce journal est le premier journal latin-turc

de l'histoire turque (Karaman, 2010 : 134). On espérait ainsi augmenter le taux d'alphabétisation. Le Comité exécutif central de l'Azerbaïdjan a adopté une résolution accordant un statut égal aux alphabets latin et arabe en 1923 et l'alphabet latin a été adopté comme orthographe officielle pour la langue azerbaïdjanaise en 1924 (Grenoble, 2003 : 124). Dans le Congrès de Turcologie de Bakou en 1926, les questions liées à la langue, à la littérature et à la civilisation turques ont été débattues en faveur du passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin (Ergun, 2010 : 143).

3.1.2. Turquisation via les politiques éducatives

Parallèlement aux politiques linguistiques, celles dites éducatives ont été significatives dans le développement de l'identité nationale azerbaïdjanaise sous la domination russe tsariste. Comme dans tous les pays sous domination, la Russie visait à former des fonctionnaires locaux russophones pour travailler dans les institutions de l'Etat à travers les écoles établies en Azerbaïdjan. Les musulmans poursuivant leurs études dans ces écoles, pouvaient plus facilement s'intégrer à la culture russe et au régime tsariste (Swietochowski 1988 : 50). Au milieu du XIXème siècle, le russe est devenu la langue d'enseignement obligatoire.

Dans les écoles non-russes, l'emploi des langues maternelles dans l'enseignement était limité aux cours de religion (Sarı, 1996 : 128). Selon Abbas Kulu Aga Bakukhanli, pour les Turcs azerbaïdjanaï, le seul accès à l'indépendance était l'éducation. De même, Mirza Kazım Bey a soutenu que l'éducation ne pouvait être possible qu'avec une langue nationale et a proposé une langue commune pour les Turcs vivant sous la domination russe (Saray, 2022 : 230). Au cours de la révolution, le mouvement national azerbaïdjanaï a mis en évidence l'éducation et la presse dans la langue nationale.

Malgré la défaite de la révolution, celle-ci a eu un impact positif sur le développement de la conscience nationale.

Critiquant l'ignorance de la population, Akhunzade a souligné l'importance de développer une éducation laïque. La réforme des écoles musulmanes, qui étaient principalement accessibles aux garçons et qui consistaient en une éducation religieuse (ainsi que des enseignements limités à l'écriture, à la lecture et aux mathématiques de base), a fait l'objet d'un débat crucial en raison du taux d'alphabétisation des Turcs azerbaïdjanais (10 % à Bakou, encore plus faible dans les zones rurales, en particulier pour les filles).

Le développement de la conscience nationale s'intitule *Usul-i Cedid* (nouveau mouvement éducatif) dans le cadre des politiques éducatives en Azerbaïdjan : il faudrait avoir reçu une éducation européenne pour être considéré comme un intellectuel (Açıkkaya, 2010 : 411). Dans ce contexte, les intellectuels azerbaïdjanais ont été attirés par ce mouvement de réforme bureaucratique qui cherchait à moderniser l'éducation musulmane. Abdulrahim Talebzade, ayant fondé la première école musulmane dite *Cedid* à Bakou, a mis l'accent sur l'éducation laïque (Cornell, 2011 : 13).

En 1862, Hasanbey Melikzade Zerdabi a créé les fondations caritatives Nijaat (Salut) et Neshir Meajar (Presse du Salut), afin de permettre aux jeunes d'entrer dans le système éducatif moderne (Göyüşhov, 2007, en ligne). Avec la révolution des Jeunes Turcs en 1908, le « turquisme » a commencé à prendre la forme d'un mouvement de libération nationale pour le développement social et culturel : une organisation culturelle et académique turque nommée *Türk Ocağı* a été fondée à Istanbul pour les Turcs immigrés de Russie. *Ziya Gökalp* est devenu le président de cette organisation et son inspireur théorique (Gouliyeva, 2013 : 65).

Même si les commissions ont discuté de la question de l'alphabet avec la révolution de 1917, elles n'ont pas pu parvenir à un résultat concret. Durant cette période, les enseignants ont joué un rôle actif dans la révolution des signes. Une commission a été créée dans la République démocratique d'Azerbaïdjan en 1919, sous le Ministère de l'Education. Bien que l'idée d'adopter l'alphabet latin ait émergé lors de la commission, la conjoncture politique existante a empêché la transition vers le nouvel alphabet (Karaman, 2010 : 134).

Le turquisme est devenu l'un des instruments majeurs de nationalisation de l'Etat. Même avant la Turquie, des politiques éducatives nationales ont été créées pour inculquer la conscience turque à la nation (Nasirova, 2020 : 185). Cependant ce nouveau régime établi n'a pu survivre longtemps (1918-1920), ce qui est extrêmement important dans l'éveil à la conscience nationale des Turcs azerbaïdjanais (Günaydin, 2017 : 36). La politique du régime soviétique a provoqué la construction d'un sentiment d'indépendance.

Par ailleurs, cette période est aussi celle où une sensibilité croissante à l'unité et à la solidarité nationale s'est développée en Azerbaïdjan. A partir de 1920, des activités ont renforcé le développement de l'idée d'un Etat indépendant dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives : la création de la société de recherche et d'étude de l'Azerbaïdjan (*Azərbaycan Tətkik və Tətebbu Cəmiyyəti*), l'ouverture de l'université d'Etat de Bakou (*Bakü Devlet Universiteti*) et la création de musées historiques azerbaïdjanais (Akifoğlu, 2017 : 785).

Les intellectuels azerbaïdjanais ont essayé de faire venir des enseignants pour bénéficier de l'expérience éducative de la Turquie. Malgré les autorités russes de l'époque, le nombre d'enseignants turcs a dépassé les 300 entre les années 1917-1919 (Seferov et Akkuş, 2005 : 361). En 1921, il était important de simplifier et d'unifier les

systèmes de transcription de toutes les langues de Russie. Mais tant qu'il y avait tant de langues, il était impossible de mener une campagne d'alphabétisation efficace. Les enseignants russes ne pouvaient être employés dans les régions musulmanes, car ils ne connaissaient pas l'alphabet arabe. La publication des textes éducatifs était coûteuse, complexe et difficile à contrôler dans plusieurs alphabets (D'Encausse 1988 : 187).

3.2. Construction identitaire du « soviétisme » en Azerbaïdjan soviétisé de 1920 à 1991 : l'alphabet cyrillique

Sous le régime soviétique, l'Azerbaïdjan faisait partie de l'Union soviétique et s'appelait la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan (désormais la RSSA). Depuis le début du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, les questions sur la langue et l'éducation ont occupé une place considérable dans la vie sociopolitique et socio-culturelle du pays. La période soviétique apparaît comme une période où la culture nationale azerbaïdjanaise a été ignorée.

L'administration soviétique a fait de diverses régulations contre la structure religieuse en Azerbaïdjan (Qasımlı, 2006 : 274). Les tribunaux de la charia ont été abolis en 1924, et au bout de quatre ans, toutes les écoles religieuses et les madrasas d'Azerbaïdjan ont été fermées. Les fondations où les ecclésiastiques musulmans assuraient leur liberté économique ont été confisquées également (Akarslan, 2018 : 13).

Comme nous l'avons montré ci-dessus, dans les premières années de l'Etat soviétique, les Azerbaïdjanais ont été enregistrés comme Turcs dans le recensement de 1926, et jusqu'en 1926, la langue officielle de l'Azerbaïdjan était la langue turque et le peuple de l'Azerbaïdjan était appelé « Turc azerbaïdjanais ». Dans tous les documents

officiels des années 1918-1936, le nom de la nation était mentionné en tant que turque (Nasirova, 2020 : 186).

Même si l'administration soviétique a initialement qualifié la Russie tsariste de « prison des peuples », elle a largement poursuivi des politiques destinées aux peuples non-russes. Ces politiques consistaient à diviser les communautés musulmanes dans les domaines ethniques et administratifs, à mettre en œuvre une politique de russification, en maintenant l'identité russe dans une position supérieure, ainsi qu'à empêcher les contacts des musulmans à l'intérieur du pays avec ceux de l'extérieur.

Il est question alors des politiques tsaristes poursuivies pendant la période de l'URSS (Roy, 2000 : 89). Au cours de l'URSS, d'une part, l'azerbaïdjanisation et d'autre part, la soviétisation et la russification ont continué à influencer les politiques linguistiques et éducatives de l'Etat. A tel point que l'alphabet latin n'a pu être utilisé en Azerbaïdjan que pendant dix ans.

3.2.1. Soviétisation (ou russification) via les politiques linguistiques

Le russe était la langue officielle de l'Union, malgré de la présence de différentes langues dans chacune des républiques. Dans la RSSA, la langue turque (ou turque azerbaïdjanaise) était la langue officielle de la République. Le russe a toujours joui dans les faits du statut de langue officielle ou co-officielle jusqu'en 1991 (Leclerc, en ligne, 2017).

La politique soviétique de latinisation, était en effet, dirigée par les représentants d'Etat contre l'analphabétisme et tout ce qui était religieux et national. Car à l'époque, cette politique linguistique n'était pas formulée très clairement (Werth, 1986 : 24). L'alphabet est devenu un enjeu idéologique du régime soviétique. La consolidation du régime et l'établissement de l'idéologie soviétique ont transformé le problème

linguistique en un problème politique. C'est ainsi que la question de la réforme de la langue a été portée au niveau de l'Etat : des plans ont été élaborés pour le résoudre.

La première décennie du régime soviétique a été une période relativement libérale au cours de laquelle les recherches et les publications reflétant l'esprit du turquisme et de l'islamisme en Azerbaïdjan, ont cohabité avec des recherches et des publications liées à l'idéologie socialiste. Dans les ouvrages produits dans les domaines de l'histoire, de la littérature et de la langue à cette époque, le peuple azerbaïdjanais était vu comme une nation turque (Turan, 2018 : 440).

A ce stade, les facteurs les plus importants dans le choix de l'alphabet latin étaient (Gouliyeva, 2013 : 130) :

- on pensait que la latinisation permettrait aux Russes et aux Européens d'apprendre les langues turques locales ;
- on pensait que l'alphabet latin était un instrument rapide d'adopter la culture soviétique ;
- on pensait que le latin était plus adapté à la publication de la littérature russe.

Suite à la mort de Lénine en 1924, la politique linguistique a évolué sous le régime de Staline (1924-1953). Les linguistes soviétiques ont appelé « latinisation » les divers aspects visant à développer les langues non-natives de l'URSS : la notion désigne une série de mesures linguistiques et culturelles de 1917 à 1934, pour assurer le développement de ces langues à l'échelle fédérale (Imart, 1965 : 223). Le processus de « turquisation » de la langue et de l'éducation s'est déroulé sous le régime soviétique.

Néanmoins, la politique soviétique basée sur l'alphabet latin en Azerbaïdjan, a pris fin avec le passage à l'alphabet latin en Turquie. De 1939 à 1940, l'alphabet cyrillique a été adopté pour motif que l'alphabet latin était un instrument de culture bourgeoise occidentale (Nasirova, 2020 : 186). L'introduction de l'alphabet cyrillique

a permis l'utilisation d'un alphabet commun à tous les peuples soviétiques, mais a également entraîné la rupture des liens culturels entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. La communauté entre les peuples soviétiques devait être réalisée par l'emploi de la langue russe et l'adoption de la culture russe (Ergun, 2010 : 148).

Autrement dit, la planification linguistique en URSS était la base la plus importante dans la construction de l'identité culturelle : instrument politique contre la résistance nationale. Selon les politiques linguistiques soviétiques, l'unité de la langue et de la culture était affaiblie par la séparation des dialectes en différentes langues dans les communautés turques. Contrairement au processus de latinisation, le passage à l'alphabet cyrillique n'a pas provoqué un mouvement d'opposition parmi les intellectuels.

Avec l'ère soviétique, la littérature en Azerbaïdjan a connu un certain nombre de changements : la langue maternelle a été remplacée par le russe. La littérature russe a été présentée comme « la littérature du travailleur, de l'ouvrier et de la révolution ». Les orientations de la littérature azerbaïdjanaise étaient de suivre le modèle de la littérature russe (Karaman, 2010 : 137). On pensait même que l'alphabet cyrillique était plus adapté au système sonore.

La révolution des signes, en tant que passage de l'alphabet latin à l'alphabet cyrillique, a éloigné le peuple azerbaïdjanais de sa culture. Alors que les Azerbaïdjanais se considéraient comme des « Turcs » et étaient désignés ainsi dans les documents officiels, les autorités soviétiques ont tenté de rompre tout type de lien entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. La russification était considérée comme le seul instrument pour parvenir au progrès social.

Un tournant majeur dans la politique linguistique s'est produit au milieu des années 1950. Auparavant, les langues nationales étaient au centre de la planification

linguistique soviétique. A partir des années 1950, un changement majeur s'est opéré dans la politique, visant à faire du russe, la langue de l'Union soviétique. La période de Khrouchtchev (1953-1964) a donné naissance à un nouveau peuple soviétique unifié politiquement, par l'emploi d'une langue unique. Selon Khrouchtchev, le russe était la « deuxième langue nationale » (Grenoble, 2003 : 57).

Le progrès majeur a été l'ajout d'un article dans la Constitution de l'URSS en 1956, accordant à l'azerbaïdjanais le statut de langue officielle. Ceci a permis l'emploi de la langue azerbaïdjanaise au niveau de l'administration et l'éducation pour le développement de la conscience nationale : les valeurs sont devenues le focus des sciences et de la littérature. La loi sur la langue officielle a contribué à la création de conditions favorables à la revitalisation des fondements spirituels, au développement de l'éducation et à la transformation holistique de la culture sur des bases nationales (Gouliyeva, 2013 : 205).

La période Brejnev (1964–1982) se caractérise par une augmentation du nombre d'établissements russes, remplaçant les langues nationales dans les écoles non russes (Grenoble, 2003 : 58). La RSSA a encouragé l'emploi de la langue azerbaïdjanaise dans les institutions publiques et culturelles, les établissements éducatifs et d'autres services. La langue russe et d'autres langues pratiquées devaient y être utilisées librement, suivant le principe d'égalité des droits (İbrahimov, 2020 : 34). Au cours de la même période, *Heydar Aliyev*, premier secrétaire de la RSSA, a contribué au mouvement de renouvellement au sein de l'URSS.

3.2.2. Soviétisation (ou russification) via les politiques éducatives

A partir de 1920, la langue d'enseignement dans les différentes républiques de l'Union soviétique était, en principe, la langue maternelle est celle de la population majoritaire dans l'ère de Lénine. Le russe était enseigné en tant que langue étrangère obligatoire à partir de la deuxième classe. Après l'ère de Stalin, la langue russe était appelée « langue de communication de l'Etat multinational ». Après l'ère de Khrouchtchev, celle-ci est devenue la « deuxième langue maternelle des citoyens soviétiques » (Akifoğlu, 2017 : 790).

Dans le cadre de la politique éducative pendant la période de l'URSS, de nombreuses mesures ont été mises en œuvre dans le domaine des langues en RSSA. Grâce aux décisions prises, les régulations sur la langue ont été communiquées par l'intermédiaire des médias, des écoles, du Ministère de l'Education nationale et de l'Institut de linguistique, de l'Institut de littérature, de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (Aliyeva, 2005 : 221). La population âgée analphabète a appris à lire et à écrire dans les écoles publiques.

En effet, les Soviétiques ont mis en place un enseignement obligatoire afin de soviétiser la population de l'Azerbaïdjan. Les programmes scolaires ne contenaient aucune information sur le turc azerbaïdjanais, la culture nationale, vu que l'Azerbaïdjan faisait partie de l'histoire turque. Le système éducatif mis en place par les Soviétiques jusqu'en 1950, a détruit les sentiments nationaux de la population azerbaïdjanaise (Saray, 2022 : 228). Cela s'explique par le fait que les Ministères de la RSSA opéraient dans le cadre des politiques soviétiques.

Le Ministère de l'Education a déterminé de nouvelles régulations sur la langue et les a appliquées dans les écoles primaires, les collèges, les instituts et les universités.

La régulation la plus importante a été le développement de la langue russe dans les écoles nationales et l'augmentation des heures d'enseignement pendant l'URSS (Aliyeva, 2005 : 222). Dans les années 1950, en utilisant leur langue maternelle et donc s'opposant à la politique de soviétisation, un groupe d'intellectuels azerbaïdjanais ont commencé à écrire des articles éloquentes sur l'histoire et la culture nationale. Malgré les tentatives soviétiques, le nombre des écoles a augmenté de manière significative en Azerbaïdjan (Seferov et Akkuş, 2005 : 362).

Suite aux politiques linguistiques et éducatives, l'administration soviétique a pris une série de mesures dans le domaine de l'histoire nationale. A partir des années 1935, la partie « nationalité » des passeports est passée de turc à azerbaïdjanais (Süleymanlı, 2006 : 168-169). Pendant la période soviétique, le système éducatif azerbaïdjanais était basé sur le modèle standard imposé par Moscou, dans lequel toutes les institutions éducatives étaient sous le contrôle de l'Etat et l'idéologie marxiste-léniniste était appliquée à tous les niveaux d'étude.

En raison de la variété de la littérature en langue russe et de la supériorité de l'éducation en langue russe par rapport à la langue azerbaïdjanaise, l'éducation en langue russe s'est accrue en particulier, au niveau universitaire. Dans la période post-soviétique, la restriction de la langue maternelle expliquait l'opposition à l'identité nationale. La question des révolutions des signes a été réabordée suivant le processus de reconstruction de l'identité nationale (Ergun, 2010 : 150). Comme dans toute l'URSS, les programmes d'enseignement ont été préparés dans une perspective russe.

Dans le cadre des politiques éducatives de l'URSS en 1959, certains sujets d'histoire azerbaïdjanaise ont été inclus dans les programmes d'enseignement, mais sous contrôle (Turan, 2018 : 443). Sous la direction de *Heydar Aliyev*, l'accent a été mis sur la langue azerbaïdjanaise : la part des cours de langue, de littérature et d'histoire

azerbaïdjanaises a augmenté progressivement dans les écoles russes. Le fait que le nombre d'écoles azerbaïdjanaises ait augmenté dans le cadre de l'azerbaïdjanisation, a donné naissance à l'Azerbaïdjan de nos jours (Süleymanlı, 2006 : 232).

3.3. Construction identitaire de l'« azerbaïdjanisme » dans la période post-soviétique : la dernière révolution des signes

Bien que la période de l'URSS comporte certains développements positifs pour la société azerbaïdjanaise dans des domaines de l'éducation, il s'agissait d'une expérience plutôt négative, en termes de culture et d'identité. Dans les années 1980, un programme de restructuration socioéconomique (*perestroïka*), d'ouverture et de transparence (*glasnost*) est mis en œuvre à une échelle de plus en plus impressionnante (Djavadi, 1990 : 97). Les soviétiques ont doté les peuples non russes, sous contrôle, des instruments de nationalisation et d'un cadre leur permettant de créer leurs propres Etats-nations.

Ceci a permis aux républiques de se transformer facilement en Etats-nations au début des années 1990. La construction identitaire nationale de l'Azerbaïdjan après l'indépendance s'est déroulée dans plusieurs cadres interconnectés. Le premier de ces cadres est l'indépendance de l'Azerbaïdjan : la base idéologique du nouveau modèle identitaire (l'azerbaïdjanisme) qui s'est formé dans la période post-soviétique provient de l'indépendance de l'Azerbaïdjan (Garibova, 2018 : 18).

3.3.1. Azerbaïdjanisation via les politiques linguistiques

Dans la période post-soviétique, l'un des principaux facteurs ayant joué un rôle important dans la construction de l'identité nationale, en particulier au début, a été la tendance à la dé-soviétisation (détachement du soviétisme) qui s'est manifestée par une dé-russification (détachement du caractère russe) (Garibova, 2018 : 18). L'indépendance de l'Azerbaïdjan a conduit au développement de sentiments nationalistes sous deux formes différentes en 1991 : le nationalisme basé sur l'ethnicité et sur la citoyenneté (Garagozov, 2012 : 140). Cette situation s'est également présentée dans les politiques linguistiques. A la suite de la libéralisation créée par la *glasnost* et la *perestroïka*, les discussions sur la révolution des signes sont devenues une question prioritaire.

En effet, l'alphabet cyrillique, précédemment considéré comme un instrument de culture russe et donc de civilisation russe, était désormais un instrument de culture russe et d'identité nationale russe. L'alphabet cyrillique a commencé à être un instrument pour affaiblir les identités nationales non-russes (Ergun, 2010 : 150). Les intellectuels, qui ont mis en avant l'idée d'indépendance, ont fourni des efforts pour créer le Front populaire d'Azerbaïdjan (désormais FPA) en 1989. *Ebulfez Elchibey*, élu président de le FPA, l'Azerbaïdjan a fait des grands pas vers son indépendance et l'a officiellement obtenu à l'issue du référendum en 1991 (Karamanlı, 2010 : 130).

La politique linguistique fondée sur le nationalisme ethnique s'est manifestée avec *Ebulfez Elchibey*, président de l'Azerbaïdjan en 1991. Bien qu'il soit question de réintroduire l'alphabet latin, l'azerbaïdjanais était décrit comme un dialecte du turc et non pas comme une langue. Le gouvernement a adopté une définition plus large de la langue nationale (Cornell, 2011 : 69). Heydar Aliyev, président après Elchibey en 1992,

a renommé la langue azerbaïdjanaise et l'a incluse dans la Constitution adoptée en 1995. Son objectif principal était de souligner le caractère unique de la nation azerbaïdjanaise (Garagozov, 2012 : 140).

Ainsi, l'objectif principal de la politique du nouvel Etat était de se détacher de l'ère soviétique et de ralentir la diffusion du russe. Un certain nombre de décisions ont été prises dans les domaines socioéducatif pour développer l'emploi de la langue nationale. L'azerbaïdjanais a été reconnu comme langue officielle à plusieurs reprises, mais il s'agissait d'une simple déclaration (Gouliyeva, 2013 : 276). Le gouvernement du Front populaire a également fait de la langue maternelle, une langue obligatoire dans tous les discours de l'Etat et a adopté une loi sur la dé-russification des noms de famille azerbaïdjanais (Nesibli 2001: 147).

En outre, la révolution des signes pourrait être considérée comme un reflet direct de l'éloignement du persan et de l'arabe, ainsi que du désir de se tourner vers les valeurs modernes et nationales, en particulier vers la Turquie. L'adoption de l'alphabet cyrillique au début du XXème siècle a été perçue comme un instrument de répression politique : le passage de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin a été présenté comme l'expression de l'élimination de l'« injustice historique ».

Après l'indépendance, de nouveaux modèles de bilinguisme et de multilinguisme ont commencé à se développer en Azerbaïdjan. Alors que la politique linguistique de l'Azerbaïdjan indépendant renforçait le statut de la langue azerbaïdjanaise et propageait son emploi, la dégradation progressive du russe a entraîné l'apprentissage de différentes langues étrangères (Garibova, 2018 : 26) :

- les nouveaux modèles les plus courants de bilinguisme (azerbaïdjanais-anglais, azerbaïdjanais-turc) ;

- ou ceux de multilinguisme (azerbaïdjanais - russe et anglais, azerbaïdjanais - turc et anglais, russe - azerbaïdjanais et turc, russe - azerbaïdjanais et anglais).

3.3.2. Azerbaïdjanisation via les politiques éducatives

L'Etat azerbaïdjanais indépendant a pris certaines décisions dans le cadre des politiques éducatives, afin de créer une nouvelle conscience nationale. Pendant la période soviétique, le nombre de personnes alphabétisées a augmenté rapidement en Azerbaïdjan. Dans cette optique, l'école primaire et puis, le collège ont été aussi rendues obligatoires dans le pays (Ergün, 1997 : 500). La construction d'un nouvel Etat indépendant a nécessité une redéfinition des politiques éducatives afin de nationaliser avec le nouvel Etat.

L'éducation a été déclarée comme domaine prioritaire de la politique nationale du nouveau gouvernement : la première vague de réformes a été mise en œuvre dans les années 1990 (Bydanova, 2019, en ligne). Profitant des progrès réalisés pendant la période soviétique, les politiques éducatives azerbaïdjanaises visaient principalement à former des individus, ayant de divers talents, une culture élevée et une vision du monde avancée (Okutan, 1996 : 97).

La principale langue du système éducatif de la République d'Azerbaïdjan est la langue azerbaïdjanaise. Cependant, il existe de nombreuses écoles où le russe est la langue d'enseignement à tous les niveaux d'éducation. Les langues étrangères ne se limitent toutefois pas au russe, certains établissements d'enseignement proposent également des cours d'anglais. Aujourd'hui, l'azerbaïdjanais, le russe et l'anglais sont les trois principales langues d'enseignement (Bydanova, 2019, en ligne).

Après l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan, la Turquie a apporté une contribution très importante dans le cadre des politiques éducatives du pays (Karataş, 2019 : 976) :

- le Ministère de l'Education nationale de Turquie, a envoyé 425 000 exemplaires de la langue turque, 11 300 exemplaires des manuels de lecture et 30 000 exemplaires du dictionnaire turc azerbaïdjanais imprimé en lettres latines, ainsi que de nombreux manuels, ouvrages de référence universitaires et de matériels pédagogiques à utiliser de 1991 à 1998 ;
- 84 manuels dans les domaines de la langue, de l'histoire, de la géographie, des mathématiques, de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'anglais, de la géométrie, de la littérature, de la zoologie, de l'alphabet et de la langue russe, dont 73 en alphabet latin, ont été préparés dans le processus de construction de la nation de 1992 à 1997.

Dans le système éducatif azerbaïdjanais, les écoles de la période d'indépendance étaient structurées comme suit : l'éducation jusqu'à l'école primaire (jardin d'enfants), l'éducation publique (l'école primaire, l'école secondaire et le lycée), *Peşe* désignant l'enseignement professionnel ou celui du type spécialisé et supérieur (Ergün, 1997 : 501). Chacune d'entre elles, a joué un rôle important dans le processus de construction de la nation azerbaïdjanaise. Pour ce faire, la priorité était donnée aux programmes basés sur les contes populaires de la littérature nationale.

L'enseignement des langues étrangères commençait dès l'école maternelle. Sans aucun doute, l'enseignement de la langue azerbaïdjanaise était privilégié comme instrument de nationalisation (Okutan, 1996 : 99). De même, de nos jours, le Ministère de l'Education de la République d'Azerbaïdjan effectue les travaux nécessaires pour résoudre tous ces problèmes, en développant et mettant en œuvre des projets en

collaboration avec le gouvernement, l'UNESCO, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de l'alimentation et la Banque asiatique de développement (Mammadov, 2008 : 36).

Dans le système éducatif azerbaïdjanais actuel, l'enseignement « général » comprend l'école primaire, l'école secondaire et le lycée. La durée de l'enseignement obligatoire est de 9 ans en Azerbaïdjan. Afin d'augmenter le niveau d'alphabétisation et d'éducation dans le pays, des cours « du soir » et des cours externes sont dispensés dans les établissements d'enseignement secondaire général. Ceci permet aux citoyens qui travaillent, de poursuivre leur éducation (Ergün, 1997 : 503-504).

Depuis 1992, un manuel scolaire intitulé « l'homme et la société » (*İnsan ve Cemiyet*) est publié à des finalités éducatives : dans la table des matières de ce manuel, se trouvent des activités et des fonctions sociales des individus, de la fonction de la famille dans la société, de son rôle dans la production et le développement technologique (Ersanlı, 2002 : 191).

Ce cours est enseigné aux élèves de la 8^{ème} à la 11^{ème} année, afin de transmettre la culture et les valeurs nationales du pays. Dans les écoles de langue russe, la langue azerbaïdjanaise est enseignée deux heures par semaine, à partir de la première année de l'école primaire. Quant aux écoles de langue azerbaïdjanaise, le russe n'est qu'un cours optionnel depuis 2003-2004 (Süleymanlı, 2006 : 291) : tout ceci contribue à l'azerbaïdjanisation via les politiques éducatives.

DEUXIEME PARTIE

RECHERCHE A TRAVERS DES CORPUS DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET EDUCATIVES EN TANT QUE TRACES DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Après avoir introduit le cadre théorique sur les notions d'« Etat-nation », de « politiques linguistiques/éducatives » et de « révolution des signes » et après avoir décrit le contexte historique d'Azerbaïdjan en termes de construction identitaire via ses propres politiques linguistiques et éducatives, nous aborderons nos deux corpus de recherche dans cette seconde partie.

CHAPITRE IV. METHODOLOGIES DE RECHERCHE : « ANALYSE DE CONTENU » ET « QUESTIONNAIRE EN LIGNE »

Les méthodologies de recherche dites « analyse de contenu » et « questionnaire en ligne » seront définies et seront justifiées dans ce chapitre. Nous présenterons le corpus de recherche I que nous appellerons « les décrets dits Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise du 1918 au 2018 », ainsi que le second portant sur le « recueil des représentations sur l'identité azerbaïdjanaise via les révolutions des signes ».

4.1. Définition et justification des méthodologies de recherche : l'« analyse de contenu » et le « questionnaire en ligne »

Exposons et justifions les méthodologie de recherche que nous avons adoptées dans ce mémoire, à savoir l'« analyse de contenu » et le « questionnaire en ligne ».

4.1.1. « Analyse de contenu » et justification en tant que méthodologie de recherche

Toute discipline scientifique utilise des méthodes et des techniques de recherche en fonction de son propre domaine d'étude. Par exemple, l'analyse de contenu représente une méthode de recherche qualitative largement utilisée. Bien que la notion d'analyse de contenu n'ait été utilisée qu'à partir de 1941, l'analyse systématique des textes remonte aux tribunaux d'inquisition de l'Eglise au XVIIème siècle (Krippendorff, 2004 : 3).

Il est question d'une méthode de recherche qui a pour objectif de faire des déductions valides à partir de données verbales, visuelles ou écrites afin de décrire et de mesurer des phénomènes spécifiques (Downe-Wamboldt, 1992 : 314). Elle se compose d'un schéma basé sur des questions de recherche spécifiques et elle permet d'identifier des données qui sont catégorisées, recueillies et comparées pour aboutir à une conclusion sur le contenu (Harwood et Garry, 2003 : 480).

Berelson définit l'analyse de contenu comme « une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu explicite de la communication » (Berelson, 1952 : 18 cité dans Bengtsson, 2016 : 9). En revanche, Krippendorff souligne que si la quantification est importante dans de nombreuses entreprises scientifiques, les méthodes qualitatives sont aussi importantes dans l'analyse politique, la recherche ethnographique, l'analyse du discours et l'analyse textuelle (Krippendorff, 2004 : 19).

L'analyse de contenu est un ensemble de techniques d'analyse de la communication qui, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, vise à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant

d'inférer des informations sur les conditions de production/perception de ces énoncés » (Bardin, 1977, p. 43 cité dans Negura, 2006). C'est une méthode de recherche pour tirer des inférences valides à partir d'un texte : les expéditeurs du message, le message lui-même ou le groupe concerné par le message (Weber, 1990 : 9-13).

Selon Holsti, l'analyse de contenu concerne toute technique permettant de faire des inférences systématiques et objectives. Néanmoins, elle se distingue de toute lecture de documents par son objectivité. Afin de garantir cette objectivité, celle-ci devrait être basée sur des règles clairement formulées : un certain ordre devrait être respecté dans le cadre d'une analyse systématique. On entend par objectivité que les résultats soient appropriés sur le plan théorique (Holsti, 1968 cité dans Haggarty, 1996 : 99).

Après avoir exposé la méthode d'analyse de contenu que nous avons adoptée pour la recherche, nous allons maintenant justifier notre choix de l'adoption de la méthodologie de recherche en question. Dans notre étude, visant à analyser le rôle des politiques linguistiques et éducatives dans la construction de l'identité nationale azerbaïdjanaise, nous avons limité notre étude aux documents officiels sur les politiques linguistiques et éducatives de l'Azerbaïdjan. Ceux-ci seront analysés afin de rendre le contexte de recherche le plus compréhensible et le plus interprétable possible.

Dans l'intention de montrer que les révolutions des signes de l'Azerbaïdjan, comme étant des « instruments de nationalisation » reflètent non seulement les caractéristiques politiques et socioculturelles du pays, mais aussi l'identité nationale azerbaïdjanaise construite dans chaque période concernée, nous étudierons les décrets appelés « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise » du 1918 au 2018, en utilisant la méthode de l'analyse de contenu et en suivant le cadre théorique présenté dans la première partie.

4.1.2. « Questionnaire en ligne » et justification en tant que méthodologie de recherche

L'enquête par questionnaire se présente comme la méthodologie de recherche la plus connue et la plus fréquemment utilisée en sciences sociales. Le questionnaire a été inventé par l'anthropologue et statisticien britannique Sir Francis Galton à la fin des années 1800. Celui-ci constitue la base d'une recherche scientifique et son efficacité dépend de sa formulation théorique. Il pourrait être défini simplement comme une liste de questions reproduites ou imprimées, dans laquelle le participant doit remplir les cases ou exprimer son opinion par une simple réponse (Roopa et Rani, 2012 : 273).

Il s'agit d'un moyen de recherche, composé d'une série de questions visant à obtenir des réponses de la part des personnes interrogées d'une manière standardisée. Le chercheur détermine d'abord, ce qu'il a « besoin » d'apprendre via les questions de recherche et il prépare des questions qui permettront de recueillir des données pour sa recherche (Bryman, 2008 : 10). Le questionnaire peut être appliqué dans le cadre des méthodes « quantitatives » et « qualitatives », tout en fonction de la structure des questions de recherche.

Le questionnaire qualitatif permet de comprendre les logiques d'action, les arguments et les représentations, tandis que celui dit quantitatif mesure et comptabilise les opinions et les pratiques, en évaluant l'intensité des liens entre ces différentes opinions, pratiques et caractéristiques sociales (Brechon, 2011 : 12). Néanmoins, poser les mêmes questions à des personnes complètement différentes est la clé et la richesse de la plupart des questionnaires de recherche.

L'enquête par questionnaire, qu'elle soit qualitative ou quantitative, fait partie des méthodes de base des sciences sociales, en permettant de tester des hypothèses

explicatives. Autrement dit, l'objectif est de tester ces hypothèses déjà formulées sur une stratégie de recherche. Il est question également de trouver des explications aux comportements et aux pensées (Brechon, 2011 : 8). A cet égard, une enquête ou bien un questionnaire pourrait être défini(e) comme une forme de communication entre deux personnes, même si elles sont éloignées et ne communiquent jamais directement (Brace, 2008 : 4).

Après avoir défini le questionnaire en ligne comme méthodologie que nous adopterons pour l'analyse de notre second corpus de recherche, nous allons justifier notre choix méthodologique. Le premier corpus de recherche portant sur les décrets, sera complété par un second englobant un questionnaire en ligne qui nous permettra de recueillir les représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes. Nous étudierons à partir d'un plus grand nombre de données obtenues, cette fois-ci les commentaires et non pas les données officielles, sur l'identité nationale azerbaïdjanaise. Les commentaires « subjectifs » sont des traces directes de l'identité.

Cette méthodologie de recherche qualitative (car elle n'est pas représentative de l'ensemble du public que nous avons étudié) permettra de comprendre le rôle des révolutions des signes dans la construction de l'identité nationale azerbaïdjanaise. Pour ce faire, nous enverrons (du 8 mai 2023 au 29 mai 2023), le lien de notre « questionnaire »¹ de recherche (donc, cyber-enquête) par courrier électronique à la Fédération des Associations azerbaïdjanaises en Turquie (*Türkiye Azerbaycan Dernekleri Federasyonu*)². Afin d'obtenir des résultats variés et quantifiés, il faudrait assurer une large participation des Turcs azerbaïdjanais : nous viserons une centaine de réponses au questionnaire au début de notre recherche.

¹ Voici le lien du questionnaire en ligne : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdZ2Az4dU5q1oEIB0aiEJTyoQAd6GjkdUKR5Qfc6iiNWAY0tg/vie_wform ;

² Voici le site Internet de la Fédération des Associations azerbaïdjanaises en Turquie : www.tadef.org.tr ;

4.2. Présentation du corpus de recherche I : les décrets dits « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise du 1918 au 2018 »

Suite à l'introduction et à la justification de l'analyse de contenu en tant que méthodologie de recherche, nous allons présenter ici les décrets appelés « Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise » (1918-2018), documents officiels sur les politiques linguistiques de l'Azerbaïdjan. Il est question de 43 décrets que nous classerons en trois périodes : la période pré-soviétique jusqu'en 1920, la période soviétique entre les années 1920-1991 et la période post-soviétique après 1991.

4.2.1. Premier contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan pré-soviétique »

Huit décrets ont été adoptés dans le cadre des politiques linguistiques au cours de la période pré-soviétique (1918-1920). Nous les numérotions de 1 à 8 (D-1 à D-8), comme indiqué ci-dessous :

– Décret 1 (désormais « D-1 ») : *Azərbaycan Respublikası Nazirlər Şurasının bəyannaməsinin dərc olunması haqqında qərar*³, 21 juin 1918 ;

– Décret 2 (désormais « D-2 ») : *Dövlət lisan türkə qəbul edilərək müvəqqəti hökuməti müəssisələrdə rus lisanı istemalına müəssisə edilməsi haqqında Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Nazirlər Şurasının qərarı*⁴, 27 juin 1918 ;

– Décret 3 (désormais « D-3 ») : *Birinci və ikinci dərəcə ibtidai məktəblərin, həmçinin orta təhsil müəssisələrinin milliləşdirilməsi haqqında Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Nazirlər Şurasının Qərarı*⁵, 28 août 1918 ;

– Décret 4 (désormais « D-4 ») : *Məktəblərin milliləşdirilməsi haqqında Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Nazirlər Şurasının Qərarının dəyişdirilməsi haqqında qərar*⁶, 13 novembre 1918 ;

– Décret 5 (désormais « D-5 ») : *Azərbaycan ordusunun geyim formasının və süvari nizamnaməsinin türk dilində təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Nazirlər Şurasının qərarı*⁷, 11 février 1919 ;

³ *Azərbaycan Cümhuriyyəti Bakanlar Kurulu bəyannaməsinin yayımlanmasına ilişkin karar*, « Décision concernant la publication de la déclaration du cabinet des ministres de la République d'Azerbaïdjan » ;

⁴ *Azərbaycan Demokratik Cümhuriyyəti Bakanlar Kurulu'nun devlet dilinin Türkçe olarak kabul edilmesi ve geçici hükümet kurumlarında Rus dilinin kullanılmasına izin verilmemesine ilişkin karar*, « Décision du Cabinet des ministres de la République démocratique d'Azerbaïdjan, sur l'adoption du turc comme langue officielle et l'autorisation de l'emploi de la langue russe dans les institutions gouvernementales temporaires » ;

⁵ *Azərbaycan Demokratik Cümhuriyyəti Bakanlar Kurulu'nun ilk ve orta okulların ve orta öğretim kurumlarının milliləşdirilməsinə ilişkin qərar*, « Décret du Cabinet des ministres de la République démocratique d'Azerbaïdjan sur la nationalisation des écoles primaires et des collèges, ainsi que des établissements d'enseignement secondaire » ;

⁶ *Azərbaycan Demokratik Cümhuriyyəti Bakanlar Kurulu'nun okulların milliləşdirilməsinə ilişkin Kararının dəyişdirilməsinə ilişkin karar*, « Décision sur la révision de la résolution du Cabinet des ministres de la République démocratique d'Azerbaïdjan concernant la nationalisation des écoles » ;

⁷ *Azərbaycan Demokratik Cümhuriyyəti Bakanlar Kurulu'nun Azərbaycan ordusunun üniformasının və süvari tüzüğüünün Türkçe olarak onaylanmasına ilişkin karar*, « Décision du Cabinet des ministres de la République démocratique d'Azerbaïdjan sur l'approbation de l'uniforme de l'armée azerbaïdjanaise et de la charte de cavalerie en turc » ;

– Décret 6 (désormais « D-6 »): *Ərəb əlifbası islahatı üzrə komissiyanın yaradılması haqqında Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Nazirlər Şurasının qərarı*⁸, 21 mars 1919 ;

– Décret 7 (désormais « D-7 »): *Xalq məktəblərinin kitabxanaları üçün türk dilində kitablar əldə edilməsi üçün 1 milyon manat ayrılması haqqında Parlament qanunu*⁹, 18 septembre 1919.

– Décret 8 (désormais « D-8 »): *Azərbaycan İnqilab Komitəsinin birinci və ikinci dərəcə məktəblərdə lisan təlimi haqqında əmrnaməsi*¹⁰, 18 septembre 1920.

–

Voici un tableau récapitulant tous les décrets de la période pré-soviétique :

**Tableau 1 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives
(1918-1920)**

	POLITIQUES LINGUISTIQUES				POLITIQUES EDUCATIVES	
	Turc azerbaïdjanais		Russe	Arabe	Turc azerbaïdjanais	Russe
	Langue officielle	Emploi dans le domaine militaire	Emploi limité du russe	Réforme de l'alphabet		
1918-1919	D-1 D-2 D-3 D-4	D-5	D-2	-	D-3 D-4	D-3
1919-1920	-	D-5	-	D-6	-	-
1920-1921	-	-	-	-	D-7 D-8	-

Ces décrets regroupent donc des politiques linguistiques (a) et éducatives (b) que nous analyserons dans le chapitre suivant :

- (a) l’emploi du turc azerbaïdjanais comme langue officielle et militaire, l’emploi limité du russe et la réforme de l’alphabet arabe ;
- (b) l’emploi du turc azerbaïdjanais et partiellement, du russe dans les écoles et dans les ouvrages scolaires.

Notons que les traces écrites de l’arabe, du turc et du russe justifient largement le contexte plurilingue durant la période pré-soviétique en Azerbaïdjan.

⁸ *Azərbaycan Demokratik Cümhuriyyəti Bəkanlar Kurulu'nun Arap alfabesinin reformu komissiyasının kurulmasına ilişkin kararı*, « Décision du Cabinet des ministres de la République démocratique d’Azerbaïdjan sur la création de la Commission sur la réforme de l’alphabet arabe » ;

⁹ *Devlet okulları kütüphanelerine Türkçe dil kitaplarının temini için 1 milyon manatın tahsis edilmesine ilişkin Meclis Kanunu*, « Loi du Parlement sur le financement d’un million de manats pour la fourniture de ouvrages en langue turque aux bibliothèques des écoles publiques » ;

¹⁰ *İlk və orta okullarda dil təlimi haqqında Azərbaycan Devrim Komitəsi Kərnəməsi*, « Décret du Comité révolutionnaire d’Azerbaïdjan sur l’enseignement des langues dans les écoles primaires et dans les collèges » ;

4.2.2. Deuxième contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan soviétisé »

Le deuxième contexte de corpus couvre la période soviétique (1922-1991) : huit décrets ont été adoptés dans le cadre des politiques linguistiques au cours de cette période. Nous les numérotions de 9 à 16 (D-9 à D-16) :

- Décret 9 (désormais « D-9 ») : *Sovet idarələrində kargüzarlığın rus və türk dillərində aparılmasını tətbiq etmək haqqında Azərbaycan İnqilab Komitəsinin əmri*¹¹, 08 février 1921 ;
- Décret 10 (désormais « D-10 ») : *Respublikanın dövlət idarələrində dövlət dilini və əhalinin əksəriyyətinin və azlıqda qalan millətlərin dillərini tətbiq etmək haqqında Azərbaycan SSR Mərkəzi İcraiyyə Komitəsinin dekreti*¹², 27 juin 1924 ;
- Décret 11 (désormais « D-11 ») : *Yeni türk əlifbası haqqında IV Ümumazərbaycan Sovetlər qurultayının qərarı*¹³, 01 mars 1925 ;
- Décret 12 (désormais « D-12 ») : *I Ümumittifaq türkoloji qurultayın qətnamələri*¹⁴, 06 mars 1926 ;
- Décret 13 (désormais « D-13 ») : *Azərbaycan yazısının latin əlifbasından rus əlifbasına keçirilməsi haqqında 11 iyul 1939-cu il tarixli Qanundan çıxarış*¹⁵, 11 juillet 1939 ;
- Décret 14 (désormais « D-14 ») : *Azərbaycan SSR Konstitusiyasına Azərbaycan SSR dövlət dili barəsində maddə əlavə edilməsi haqqında Azərbaycan KP MK bürosunun Qərarı*¹⁶, 24 juillet 1956 ;
- Décret 15 (désormais « D-15 ») : *Azərbaycan SSR Konstitusiyasına (Əsas Qanununa) Azərbaycan SSR dövlət dili barəsində maddə əlavə edilməsi haqqında Qanun*¹⁷, 21 août 1956 ;
- Décret 16 (désormais « D-16 ») : *Azərbaycan SSR-in 1978-ci il Konstitusiyasından çıxarış*¹⁸, 01 janvier 1978.

Illustrons par un tableau, les sept décrets qui ont été adoptés dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives durant la période soviétique :

¹¹ *Azərbaycan Devrim Komitəsi'nin Sovyet yönetimlerinde Rusça ve Türkçe dillerinin uygulanmasına ilişkin emri*, « Décision du Comité révolutionnaire d'Azerbaïdjan sur la mise en œuvre des langues russe et turque en administration soviétique » ;

¹² *Azərbaycan SSC Merkez Yürütmə Komitəsinin devlet dili ile nüfusun çoğunluğunun ve azınlık milliyetlerin dillerinin cumhuriyetin devlet dairelerinde uygulanmasına ilişkin kararı*, « Décision du Comité exécutif central de la RSS d'Azerbaïdjan sur l'entrée en vigueur de la langue officielle et des langues des nationalités majoritaires et minoritaires dans les organes d'Etat » ;

¹³ *IV. Tüm Azərbaycan Sovyetləri Kongresi'nin yeni Türk alfabesi ile ilgili kararı*, « Décision du Congrès de tous les Soviets d'Azerbaïdjan sur le nouvel alphabet turc » ;

¹⁴ *I. Tüm Birlik Türkoloji Kongresi Kararları*, « Décisions du 1er congrès de turcologie de toute l'Union » ;

¹⁵ *11 Temmuz 1939 tarihli Azərbaycan yazısının Latin alfabesinden Rus alfabesine nakli hakkında Kanun'dan alıntı*, « Texte extrait de la loi du 11 juillet 1939 sur le passage de l'écriture azerbaïdjanaise de l'alphabet latin à l'alphabet russe » ;

¹⁶ *Azərbaycan KP Merkez Komitəsi Bürosu'nun Azərbaycan SSC Anayasasına Azərbaycan SSC devlet dili hakkında bir madde eklenmesine ilişkin kararı*, « Décision du Bureau de Comité central du PCUS d'Azerbaïdjan sur l'ajout d'un article dans la Constitution de la RSS d'Azerbaïdjan, concernant la langue officielle de la RSS d'Azerbaïdjan » ;

¹⁷ *Azərbaycan SSC Anayasasına Azərbaycan SSC'nin devlet dili hakkında bir madde eklenmesine ilişkin Kanun*, « Loi portant sur l'ajout d'un article dans la Constitution de la RSS d'Azerbaïdjan, concernant la langue officielle de la RSS d'Azerbaïdjan » ;

¹⁸ *Azərbaycan SSC'nin 1978 Anayasasından alıntı*, « Texte extrait de la Constitution de 1978 de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan » ;

**Tableau 2 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives
(1921-1991)**

	POLITIQUES LINGUISTIQUES					POLITIQUES EDUCATIVES	
	Turc azerbaïdjanais	Russe	Langue minori.	Révolutions des signes			
	Langue officielle	Langue administrative		Alphabet latin	Alphabet cyrillique	Turc azerbaïdjanais	Russe
1920-1930	D-9 D-10 D-12	D-9 D-10	D-10	D-11 D-12		D-11 D-12	D-11 D-12
1930-1940	-	-	-	-	D-13	D-13	D-13
1940-1950	-	-	-	-	-	-	-
1950-1960	D-14 D-15	D-14 D-15	D-14 D-15				
1960-1970	-	-	-				
1970-1980	D-16	D-16	D-16				

Comme le montre le tableau, les décrets sont en rapport direct avec les politiques linguistiques (a) et éducatives (b) que nous décrirons aussi dans le chapitre suivant :

- (a) le turc azerbaïdjanais comme langue officielle, le russe comme langue administrative, l’emploi limité des langues minoritaires, ainsi que les révolutions des signes (le passage de l’alphabet latin à l’alphabet cyrillique) ;
- (b) l’emploi du turc azerbaïdjanais et partiellement, celui du russe dans les écoles.

La soviétisation efface les traces de l’arabe et met en avant l’alphabet cyrillique.

4.2.3. Troisième contexte de corpus concerné : « Azerbaïdjan post-soviétique »

Le dernier contexte de corpus concerne la période post-soviétique (à partir de l’indépendance de l’Azerbaïdjan). Vingt-huit décrets ont été adoptés dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives (1991-2018). Nous les numérotions de 17 à 44 (D-17 à D-44) :

- Décret 17 (désormais « D-17 »): *Yeni Azərbaycan əlifbası layihəsinin hazırlanması haqqında Azərbaycan SSR Ali Soveti Rəyasət Heyətinin Qərarı*¹⁹, 02 février 1991 ;
- Décret 18 (désormais « D-18 »): *Yeni Azərbaycan əlifbası layihəsinin tərtibi haqqında Azərbaycan Respublikası Ali Sovetinin Qərarı*²⁰, 09 février 1991 ;
- Décret 19 (désormais « D-19 »): *Latın qrafikalı Azərbaycan əlifbasının bərpası haqqında Azərbaycan Respublikasının Qanunu*²¹, 22 décembre 1991 ;
- Décret 20 (désormais « D-20 »): *Latın qrafikalı Azərbaycan əlifbasının bərpası haqqında Azərbaycan Respublikası Qanununun qüvvəyə minməsi qaydası barədə Azərbaycan Respublikası Ali Soveti Milli Şurasının Qərarı*²², 25 déc.1991 ;
- Décret 21 (désormais « D-21 »): *Azərbaycan Respublikasında dövlət dili haqqında, Azərbaycan Respublikası Qanununun qüvvəyə minməsi barədə Azərbaycan Respublikası Milli Məclisinin Qərarı*²³, 22 décembre 1992 ;
- Décret 22 (désormais « D-22 »): *Azərbaycan Respublikasında dövlət dili haqqında Azərbaycan Respublikasının Qanunu*²⁴, 22 décembre 1992 ;
- Décret 23 (désormais « D-23 »): *Azərbaycan Respublikasının 1995-ci il Konstitusiyasından çıxarış*²⁵, 01 janvier 1995 ;
- Décret 24 (désormais « D-24 »): *Azərbaycan əlifbasının Beynəlxalq standartına müvafiq standart kod cədvəli*²⁶, 01 janvier 2001 ;
- Décret 25 (désormais « D-25 »): *Dövlət dilinin tətbiqi işinin təkmilləşdirilməsi haqqında, Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*²⁷, 18 juin 2001 ;
- Décret 26 (désormais « D-26 »): *Azərbaycan Respublikası Dövlət Dil Komissiyasının tərkibinin təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*²⁸, 04 juillet 2001 ;
- Décret 27 (désormais « D-27 »): *Kompüterlərdə istifadə edilən latın qrafikalı Azərbaycan əlifbası kodlarının və klaviaturlarda hərflərin düzümünün vahid cədvəlləri barədə*²⁹, 28 juillet 2001 ;
- Décret 28 (désormais « D-28 »): *Azərbaycan əlifbası və Azərbaycan dili gününün təsis edilməsi haqqında, Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*³⁰, 09 août 2001 ;
- Décret 29 (désormais « D-29 »): *Azərbaycan Respublikasında dövlət dili haqqında, Azərbaycan Respublikasının Qanunu*³¹, 30 septembre 2002 ;
- Décret 30 (désormais « D-30 »): *Azərbaycan Respublikasında dövlət dili haqqında, Azərbaycan Respublikası Qanunun tətbiq edilməsi barədə Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*³², 02 janvier 2003 ;
- Décret 31 (désormais « D-31 »): *Azərbaycan Respublikasında dövlət dili haqqında, Azərbaycan Respublikası Qanununun icrasının təmin edilməsi barədə Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*³³, 27 septembre 2003 ;
- Décret 32 (désormais « D-32 »): *Azərbaycan dilində latın qrafikası ilə kütləvi nəşrlərin həyata keçirilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*³⁴, 12 janvier 2004 ;

¹⁹Azərbaycan SSCYüksek Sovyeti Başkanlığı'nın yeni Azərbaycan alfabesi projesinin hazırlanmasına ilişkin kararı, « Décision de la Président du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan sur la préparation du projet sur le nouvel alphabet azerbaïdjanais » ;

²⁰Azərbaycan Cumhuriyeti Yüksek Sovyeti'nin yeni Azərbaycan alfabesi projesinin hazırlanmasına ilişkin kararı, « Décision du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan sur la préparation du projet de nouvel alphabet azerbaïdjanais » ;

²¹Latın alfabəli Azərbaycan alfabesinin restorasyonu haqqında Azərbaycan Cumhuriyeti Kanunu, « Loi de la République d'Azerbaïdjan sur la restauration de l'alphabet azerbaïdjanais par l'alphabet latin » ;

²²Azərbaycan Cumhuriyeti Yüksek Sovyeti Ulusal Konseyi'nin Azərbaycan Latin Alfabesinin Restorasyonuna İlişkin, Azərbaycan Cumhuriyeti Kanununun yürürlüğe girmə usulünə ilişkin kararı, « Décision du Conseil national du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan sur la procédure d'entrée en vigueur de la loi de la République d'Azerbaïdjan, sur la restauration de l'alphabet latin azerbaïdjanais » ;

²³Azərbaycan Cumhuriyeti Milli Məclisinin Azərbaycan Cumhuriyeti Devlet Dili Hakkında, Azərbaycan Cumhuriyeti Kanununun yürürlüğe girməsinə ilişkin kararı, « Décision de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan sur l'entrée en vigueur de la loi de la République d'Azerbaïdjan, sur la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

²⁴Azərbaycan Cumhuriyeti'nde devlet dili hakkında Azərbaycan Cumhuriyeti Kanunu, « Loi de la République d'Azerbaïdjan sur la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

²⁵1995 Azərbaycan Cumhuriyeti Anayasasından alıntı, « Texte de Constitution de 1995 de la République d'Azerbaïdjan » ;

²⁶Azərbaycan alfabesinin Uluslararası standardına karşılık gelen standart kod tablosu, « Tableau des codes standards de l'alphabet azerbaïdjanais correspondant à la norme internationale » ;

²⁷Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Devlet dilinin uygulanmasını iyileştirilmesi hakkında Kararname, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'entrée en vigueur de la langue officielle » ;

²⁸Azərbaycan Cumhuriyeti Devlet Dil Komisyonunun oluşumunun onaylanması hakkında Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı Kararnamesi, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'approbation de la formation de la Commission de la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

²⁹Bilgisayarlarda kullanılan Latın alfabesi ile Azərbaycan alfabesi kodlarının tek tip tabloları ve klavyedeki hərflərin düzəni haqqında, « Concernant les tableaux uniformes des codes de l'alphabet latin et de l'alphabet azerbaïdjanais utilisés à l'ordinateur et la disposition des lettres sur le clavier » ;

³⁰Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan alfabesi ve Azərbaycan dili gününün kurulması haqqında kararnamesi, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'établissement de la journée de l'alphabet azerbaïdjanais et de la langue azerbaïdjanaise » ;

³¹Azərbaycan Cumhuriyeti Kanunu Azərbaycan Cumhuriyeti'nde Devlet Dili Hakkında, « Loi de la République d'Azerbaïdjan sur la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

³²Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan Cumhuriyetinde Devlet Dili Hakkında Azərbaycan Cumhuriyeti Yasasının uygulanmasına ilişkin kararnamesi, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'entrée en vigueur de la loi sur la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

³³Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan Cumhuriyeti Devlet Dili Hakkında Azərbaycan Cumhuriyeti Kanununun uygulanmasını sağlama kararı, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan pour assurer l'entrée en vigueur de la loi sur la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

³⁴Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan dilinde Latın alfabesiyle kitlesel yayınların uygulanmasına ilişkin Kararnamesi, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur la mise en œuvre des publications de masse en langue azerbaïdjanaise avec l'alphabet latin » ;

- Décret 33 (désormais « D-33 ») : *Azərbaycan dilinin orfoqrafiya qaydaları'nın təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Nazirlər Kabinetinin Qərarı*³⁵, 05 avqust 2004.
- Décret 34 (désormais « D-34 ») : 2005-2006-cı illərdə Azərbaycan dilində latın qrafikası ilə çapı nəzərdə tutulan əsərlərin siyahısının təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı³⁶, 27 décembre 2004 ;
- Décret 35 (désormais « D-35 ») : *Dünya ədəbiyyatının görkəmli nümayəndələrinin əsərlərinin Azərbaycan dilində nəşr edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*³⁷, 24 avqust 2007 ;
- Décret 36 (désormais « D-36 ») : *Dünya ədəbiyyatının görkəmli nümayəndələrinin Azərbaycan dilində nəşri nəzərdə tutulan əsərlərinin siyahısının təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*³⁸, 30 décembre 2007 ;
- Décret 37 (désormais « D-37 ») : *Dünya ədəbiyyatının görkəmli nümayəndələrinin əsərlərinin Azərbaycan dilində nəşrinin maliyyələşdirilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*³⁹, 18 septembre 2008.
- Décret 38 (désormais « D-38 ») : *Azərbaycan dilinin qloballaşma şəraitində zamanın tələblərinə uyğun istifadəsinə və ölkədə dilçiliyin inkişafına dair Dövlət Proqramı haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*⁴⁰, 23 mai 2012 ;
- Décret 39 (désormais « D-39 ») : *Azərbaycan dilinin qloballaşma şəraitində zamanın tələblərinə uyğun istifadəsinə və ölkədə dilçiliyin inkişafına dair Dövlət Proqramı*⁴¹, 09 avrıl 2013 ;
- Décret 40 (désormais « D-40 ») : *Dövlət hakimiyyəti orqanlarında, idarə, təşkilat və müəssisələrində karguzarlığın aparılmasına dair Təlimatın təsdiq edilməsi haqqında, Azərbaycan Respublikası Prezidentinin 2003-cü il 27 sentyabr tarixli 935 nömrəli Fərmanında dəyişikliklər edilməsi barədə Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*⁴², 15 juillet 2015 ;
- Décret 41 (désormais « D-41 ») : *Birinci Türkoloji Qurultayın 90 illik yubileyinin keçirilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*⁴³, 18 février 2016 ;
- Décret 42 (désormais « D-42 ») : *Azərbaycan Respublikasının Dövlət Dil Komissiyasının yeni tərkibinin təsdiq edilməsi haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*⁴⁴, 13 novembre 2017 ;
- Décret 43 (désormais « D-43 ») : *Azərbaycan dilinin elektron məkanda daha geniş istifadəsinin təmin edilməsi ilə bağlı bir sıra tədbirlər haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Sərəncamı*⁴⁵, 17 juillet 2018 ;
- Décret 44 (désormais « D-44 ») : *Azərbaycan dilinin saflığının qorunması və dövlət dilindən istifadənin daha da təkmilləşdirilməsi ilə bağlı tədbirlər haqqında Azərbaycan Respublikası Prezidentinin Fərmanı*⁴⁶, 1 novembre 2018.

Voici un tableau récapitulant tous les décrets de la période post-soviétique :

³⁵ *Azərbaycan Cumhuriyeti Bakanlar Kurulu'nun Azərbaycan dilinin imla qurallarının onaylanmasına ilişkin kararı*, « Décision du Cabinet des ministres de la République d'Azerbaïdjan sur l'approbation des règles d'orthographe de la langue azerbaïdjanaise » ;

³⁶ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın 2005-2006 yıllarında Latin alfabesiyle Azərbaycan dilinde basılması planlanan eserler listesinin onaylanmasına ilişkin kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'approbation de la liste d'ouvrages dont la publication en langue azerbaïdjanaise avec l'alphabet latin est prévue pour l'année 2005-2006 » ;

³⁷ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın dünya edebiyatının öndə gelen temsilcilerinin eserlerinin Azərbaycan dilinde yayımlanmasına ilişkin kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur la publication des ouvrages des représentants célèbres de la littérature mondiale en langue azerbaïdjanaise » ;

³⁸ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın dünya edebiyatının öndə gelen temsilcilerinin Azərbaycan dilinde basılması amaçlanan eserlerinin listesinin onaylanmasına ilişkin kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan concernant l'approbation de la liste d'ouvrages des principaux représentants de la littérature mondiale destinées à être publiées en langue azerbaïdjanaise » ;

³⁹ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın dünya edebiyatının öndə gelen temsilcilerinin eserlerinin Azərbaycan dilinde yayımlanmasının finansmanına ilişkin kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur les frais de publication d'ouvrages des principaux représentants de la littérature mondiale en langue azerbaïdjanaise » ;

⁴⁰ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan dilinin zamanın gereklerine uyğun olaraq istifadəsi və ölkədə dilbiliminin inkişafına ilişkin Dövlət Proqramı haqqında Kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur le programme officiel concernant l'emploi de la langue azerbaïdjanaise conformément aux critères de l'époque et au développement de la linguistique dans le pays » ;

⁴¹ *Azərbaycan dilinin çağın gereklerine uyğun olaraq istifadəsi və küreselleşmə şəraitində ölkədə dilbiliminin inkişafına ilişkin Dövlət Proqramı*, « Programme officiel sur l'emploi de la langue azerbaïdjanaise conformément aux critères de l'époque et au développement de la linguistique dans le pays dans le contexte de la mondialisation » ;

⁴² *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın 27 Eylül 2003 tarih ve 935 sayılı Devlet Organlarında, Dairelerinde, Kuruluşlarında ve Teşebbüslerinde Katıplık Yürütülmesine İlişkin Talimatın Onaylanmasına Dair, Kararında Değişiklik Yapılmasına Dair Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı Kararı*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur les révisions du décret du Président de la République d'Azerbaïdjan daté du 27 septembre 2003 n° 935, sur l'approbation de la décision sur la conduite des greffiers dans les organes et les départements de l'Etat » ;

⁴³ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Birinci Türkoloji Kongresi'nin 90. Yılı dönümünü kutlama kararı*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan à l'occasion du 90ème anniversaire du premier congrès de turcologie » ;

⁴⁴ *Azərbaycan Cumhuriyeti Devlet Dil Komissiyası'nın yeni yapısının onaylanmasına ilişkin Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı Kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur l'approbation de la nouvelle structure de la Commission de la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan » ;

⁴⁵ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın elektronik alanda Azərbaycan dilinin daha geniş bir şəkildə istifadəsinin təmin edilməsi haqqında Kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur une série de mesures visant à assurer un large emploi de la langue azerbaïdjanaise dans la sphère électronique » ;

⁴⁶ *Azərbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı'nın Azərbaycan dilinin saflığının qorunması və dövlət dilinin istifadəsinin daha da inkişafına ilişkin Dövlət Proqramı haqqında Kararnamesi*, « Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan sur les mesures visant à conserver la pureté de la langue azerbaïdjanaise et à développer l'emploi de la langue officielle » ;

**Tableau 3 : Décrets dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives
(1991-2018)**

	POLITIQUES LINGUISTIQUES				POLITIQUES EDUCATIVES
	Turc azerbaïdjanais				Turc azerbaïdjanais
	Langue officielle	Dernière révolution des signes	Règles d'orthographe	Publication littéraire	
1990-2000	D-19 D-21 D-22 D-23	D-17 D-18 D-19 D-20	-	-	D-23 D-21
2000-2010	D-24 D-25 D-26 D-28 D-29 D-30 D-31 D-33	D-25 D-27 D-28 D-32 D-33	D-27 D-33	D-24 D-25 D-28 D-32 D-34 D-35 D-36 D-37	- D-25 D-29
2010-2020	D-38 D-39 D-40 D-41 D-42 D-43 D-44	-	D-38 D-39	D-43	- D-38 D-39

Les derniers décrets focalisés seulement sur le turc azerbaïdjanais, sont les reflets directs de la nationalisation dans le cadre des politiques linguistiques (a) et éducatives (b) en Azerbaïdjan (l'analyse sera effectuée dans le chapitre suivant) :

- (a) l'emploi du turc azerbaïdjanais comme langue officielle, la dernière révolution des signes dite *Yeni Azərbaycan əlifbası*, les règles d'orthographe de la langue azerbaïdjanaise et la publication littéraire via cette langue ;
- (b) le développement de la langue azerbaïdjanaise dans les écoles et dans le cadre des recherches de linguistique (y compris le Congrès de Turcologie).

4.3. Présentation du corpus de recherche II : le « recueil des représentations sur l'identité azerbaïdjanaise dans le cadre des révolutions des signes »

Le « questionnaire en ligne » que nous avons réalisé, est composé de 20 questions dont les 8 questions sont ouvertes (celles où les personnes interrogées sont libres de répondre comme elles le veulent) et dont les 12 questions sont fermées (celles où les personnes interrogées doivent choisir entre les réponses déjà formulées). Nous avons divisé le questionnaire en quatre parties et nous les avons présentées en annexe 1. Notons également que nous avons directement posé les questions en langue turque (annexe 2) en raison de notre contexte de recherche : les traductions en langue française, sont indiquées en note de bas de page dans les sous-chapitres concernés.

4.3.1. Première et deuxième parties du questionnaire: « informations personnelles » et « langues : apprentissage et communication »

La première partie du questionnaire est une introduction destinée aux participants. Il s'agit des variables que l'on appelle « indépendantes », permettant de mieux comprendre le profil de ces participants. Nous les numérotions de 1 à 6 (Q-1 à Q-6), comme indiqué ci-dessous :

- Question 1 (désormais « Q-1 ») : « l'âge » : question ouverte (à réponse courte)⁴⁷ ;
- Question 2 (désormais « Q-2 ») : « le sexe » : question fermée (à réponse courte)⁴⁸ ;
- Question 3 (désormais « Q-3 ») : « l'état civil » : question fermée (à réponse courte)⁴⁹ ;
- Question 4 (désormais « Q-4 ») : « les pays de... » : question ouverte (à réponse courte) ;
- Question 5 (désormais « Q-5 ») : « la nationalité » : question fermée (à réponse courte)⁵⁰ ;
- Question 6 (désormais « Q-6 ») : « le métier » : question ouverte (à réponse courte)⁵¹ ;

⁴⁷ Yaş;

⁴⁸ Cinsiyet;

⁴⁹ Medeni durum;

⁵⁰ Uyruk;

⁵¹ Meslek;

La deuxième partie englobe des questions qui permettent de mieux comprendre l'emploi contextuel des langues par les participants. Nous les numérotions de 7 à 11 (Q-7 à Q-11), comme indiqué ci-dessous :

- Question 7 (désormais « Q-7 ») : « Quelles langues maîtrisez-vous ? » : question ouverte (à réponse courte)⁵² ;
- Question 8 (désormais « Q-8 ») : « Où et comment avez-vous appris (famille, école ou autres) ? » : question ouverte (à réponse courte)⁵³ ;
- Question 9 (désormais « Q-9 ») : « Connaissez-vous ? (l'alphabet...) » : question fermée (à choix multiples)⁵⁴ ;
- Question 10 (désormais « Q-10 ») : « Quelle est votre langue de communication ? » : question ouverte (à réponse courte)⁵⁵ ;
- Question 11 (désormais « Q-11 ») : « Quel alphabet utilisez-vous lors de la communication ? » : question ouverte (à réponse courte)⁵⁶ ;

En somme, la première partie du questionnaire qui est composée de 6 questions (dont les 4 questions sont fermées et les 2 questions sont ouvertes), permet d'enregistrer des informations personnelles. Quant à la deuxième partie, celle-ci comprend 5 questions (dont une 1 question est fermée et les 4 questions sont ouvertes) qui portent sur l'emploi contextuel de la langue. Illustrons les deux parties par un tableau :

Tableau 4 : Première et deuxième parties du questionnaire

	Questions ouvertes		Questions fermées	
	Réponse courte	Réponse longue	Réponse courte	A choix multiples
Information personnelles	Q-4 Q-6	-	Q-1 Q-2 Q-3 Q-5	-
Langues : apprentissage et communication	Q-7 Q-8 Q-10 Q-11	-	-	Q-9

⁵² Hangi dilleri konuşuyorsunuz?;

⁵³ Söz konusu dilleri nerede ve nasıl öğrendiniz (aile, okul veya diğer)?;

⁵⁴ Biliyor musunuz? (... Alfabeti);

⁵⁵ Hangi dilde iletişime geçiyorsunuz?;

⁵⁶ Hangi alfabe ile iletişime geçiyorsunuz?;

Comme le montre le tableau ci-dessus, les questions ouvertes et fermées dont il est question, concernent les informations personnelles (a) et l'emploi contextuel de la langue (b) :

- (a) l'âge, le sexe, l'état civil, les pays, les nationalités et le métier ;
- (b) l'emploi contextuel de la langue maternelle et des langues étrangères, les préférences linguistiques en matière communication (en famille, en éducation et autres), la connaissance de l'alphabet.

4.3.2. Troisième et quatrième parties du questionnaire : « représentations sur les langues et les alphabets des Turcs azerbaïdjanais » et « identité »

La troisième partie enregistre les informations sur les représentations des langues et des alphabets des Azerbaïdjanais. Nous les numérotions de 12 à 15 (Q-12 à Q-15), comme suit :

- Question 12 (désormais « Q-12 ») : « Existe-t-il des proximités culturelles entre la langue azerbaïdjanaise et les langues suivantes (arabe, russe, turc) ? » : question fermée (à choix multiples)⁵⁷ ;
- Question 13 (désormais « Q-13 ») : « l'identification de l'emploi des langues dans différents domaines » : question fermée (à choix multiples)⁵⁸ ;
- Question 14 (désormais « Q-14 ») : « l'identification de l'emploi des alphabets dans différents domaines » : question fermée (à choix multiples)⁵⁹ ;
- Question 15 (désormais « Q-15 ») : « la comparaison des alphabets » : question fermée (à choix multiples)⁶⁰ ;

La dernière partie englobe des questions sur la construction de l'identité, focus de notre mémoire de recherche. Nous les numérotions de 13 à 20 (Q-13 à Q-20), comme indiqué ci-dessous :

⁵⁷ *Azərbaycan dili ilə aşağıdakı dillər (Arapça, Rusça və Türkçe) arasında herhangi kültürel bir yakınlık var mıdır?*

⁵⁸ *Dillerin farklı alanlarda tanımlanması;*

⁵⁹ *Alfabelerin (Arap, Kiril ve Latin) farklı alanlarda tanımlanması;*

⁶⁰ *Alfabelerin (Arap, Kiril ve Latin) karşılaştırılması;*

- Question 16 (désormais « Q-16 »): « Vous vous définissez comme ... (turc, turc azerbaïdjanaise, russe et autres ?) » : question ouverte (à choix multiples, suivies d'une réponse courte)⁶¹ ;
- Question 17 (désormais « Q-17 »): « les préférences linguistiques en famille » : question fermée (à choix multiples)⁶² ;
- Question 18 (désormais « Q-18 »): « les préférences en matière d'alphabet en famille » : question fermée (à choix multiples)⁶³ ;
- Questions 19 (désormais « Q-19 »): « Quelle est la langue qui reflète votre identité ? » : question ouverte (à réponse longue)⁶⁴ et « Quel est l'alphabet qui reflète votre identité ? » : question ouverte (à réponse longue)⁶⁵ ;
- Question 20 (désormais « Q-20 »): « Pensez-vous que les révolutions des signes ont influencé l'identité azerbaïdjanaise ? » : question ouverte (à réponse longue)⁶⁶ ;

Récapitulons par un tableau, la troisième partie du questionnaire qui se compose de 4 questions fermées sur les représentations sur les langues et les alphabets des Turcs azerbaïdjanais. Cette dernière partie comprend 6 questions (dont les 2 questions sont fermées et dont les 4 questions sont ouvertes) sur l'identité azerbaïdjanaise :

Tableau 5 : Troisième et quatrième parties du questionnaire

	Questions ouvertes		Questions fermées	
	Réponse courte	Réponse longue	Réponse courte	A choix multiples
Représentations sur les langues et les alphabets des azerbaïdjanais	-	-	-	Q-12 Q-13 Q-14 Q-15
Identité	Q-16	Q-16 Q-19 Q-20	-	Q-17 Q-18

Comme le montre le tableau, les questions ouvertes et fermées se focalisent sur les représentations sur les langues et les alphabets (b) et par conséquent, l'identité (a)

⁶¹ Kendinizi nasıl tanımlarsınız... (Türk, Azerbaycan Türkü, Rus veya diğeri ?);

⁶² Aile içinde dil tercihleri;

⁶³ Aile içinde alfabe tercihleri;

⁶⁴ Söz konusu diller arasından, hangi dil doğrudan sizin kimliğinizi yansıtmaktadır?;

⁶⁵ Söz konusu alfabeler arasından, hangi alfabe doğrudan sizin kimliğinizi yansıtmaktadır?;

⁶⁶ Harf Devrimlerinin Azerbaycan Türk kimliğini etkilediğini düşünüyor musunuz?;

des Turcs azerbaïdjanais [le (a) et le (b) étant le focus de notre recherche et nourrissant notre problématique de recherche, telle que : la construction identitaire azerbaïdjanaise via les politiques linguistiques/éducatives azerbaïdjanaises]:

- (a) les proximités culturelles dans le contexte de recherche, les représentations des langues (l’arabe, le russe et le turc) et des alphabets (l’arabe, le cyrillique et le latin) des Turcs azerbaïdjanais ;
- (b) les représentations identitaires sur la/les langue(s) parlée(s) et l’/les alphabet(s) utilisés au sein de la famille, mais également l’impact direct des révolutions des signes sur l’identité azerbaïdjanaise.

CHAPITRE V. ANALYSE DU CORPUS DE RECHERCHE I :

« BASE INFORMATIQUE SUR LA LANGUE AZERBAÏDJANAISE »

Après avoir exposé notre démarche méthodologique qui consiste en deux étapes (le premier corpus « analyse de contenu » et le second corpus « questionnaire en ligne »), nous aborderons dans cette cinquième partie, l'analyse et puis, le bilan du premier corpus de recherche : les décrets sur les politiques linguistiques et éducatives dans le processus historique de l'Azerbaïdjan.

5.1. Construction identitaire du « turquisme » via les politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan pré-soviétique

Dans ce sous-chapitre, nous analyserons les huit décrets (D-1 à D-8) dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives de la période pré-soviétique (1918-1920). Comme dans le troisième chapitre, nous avons divisé ce sous-chapitre en deux : les politiques linguistiques et éducatives (cf. Tableau 1).

5.1.1. Turquisation via les politiques linguistiques

Avant de procéder à l'analyse du contenu des décrets, nous pouvons dire que bien que la République démocratique d'Azerbaïdjan ait connu une courte période d'indépendance, cette période occupe une place particulière en termes de politiques linguistiques. Comme nous l'avons déjà mentionné dans le troisième chapitre, des études considérables ont également été menées dans les domaines de la littérature, de la culture, du théâtre, de la presse, etc.

Dans le Tableau 1, nous avons classé les politiques linguistiques de cette période en trois catégories : le turc azerbaïdjanais, le russe et l'arabe. Nous observons six décrets sur la politique linguistique. En premier lieu, nous les analyserons suivant la langue officielle étant le « turc azerbaïdjanais ». Des changements majeurs dans la langue azerbaïdjanaise ont eu lieu après la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan, le 28 mai 1918.

Au cours de cette période, le développement de la langue turque azerbaïdjanaise représente une nouvelle dimension. Tels que dans les décrets, le D-1 ouvre la porte sur la langue officielle et l'emploi de cette langue comme étant certes, un instrument de nationalisation : « publier la déclaration gouvernementale en langue turque »⁶⁷.

Ceci est alors devenue l'un des domaines prioritaires avec le D-2. Cependant, les deux décrets (D-1 et D-2) indiquent une période de transition. La décision prise par le gouvernement dans le D-2 est la suivante : « reconnaissant la langue turque comme langue officielle, l'emploi de la langue russe dans les établissements publics devrait être autorisée jusqu'à ce que tous les membres du judiciaire, de l'administration interne et d'autres services concernés, maîtrisent la langue »⁶⁸.

Avec l'adoption de la langue turque comme langue officielle dans le D-2, l'emploi du russe dans les institutions de l'Etat est également autorisé jusqu'à ce que les personnes occupant des postes au sein de l'Etat, maîtrisent la langue turque azerbaïdjanaise. Les premiers décrets déclarant que la langue officielle est la langue turque azerbaïdjanaise, outre le fait qu'ils ont joué un grand rôle historique, ont jeté les bases de détermination des politiques linguistiques nationales de l'Azerbaïdjan (İbrahimov, 2018 : 7).

⁶⁷ *Hökumətin bəyannaməsini türk dilində dərc edin ;*

⁶⁸ *Dövləti lisan türk dili qəbul edilərək, içəridə bütün məhkəmə, idareyi-daxiliyyə və sair dəvair vəzifələri başında duranlar bu lisanı bilənlər olana qədər hökuməti müəssisələrdə rus dili istemalına da müsaidə edilsin;*

Comme indiqué dans le troisième chapitre, la construction de l'identité nationale en Azerbaïdjan a suivi une évolution parallèle à la diffusion des idées nationalistes en Europe et a débuté au XIX^{ème} siècle sous le règne de la Russie tsariste. Les décisions prises dans les décrets témoignent donc de l'influence de cette période. En outre, les intellectuels de l'époque ont également exercé une grande influence sur l'emploi de la langue et la construction de l'identité nationale.

Une autre étape importante vers le développement de la langue d'Etat est la révision de la constitution militaire, ainsi que de l'uniforme militaire de l'armée azerbaïdjanaise en turc. Le décret de D-5 est en rapport direct avec cette révision :

1. « La traduction des termes de l'armée, de la Charte de cavalerie » ;
2. « Le projet d'uniforme de l'armée azerbaïdjanaise présenté par le Ministre de la Défense devrait être approuvé »⁶⁹.

Comme le montre le D-5, le projet d'uniforme militaire a été créé avec la traduction des termes concernant l'armée. En effet, selon la notion d'Etat que nous avons examinée dans le cadre théorique, nous pouvons confirmer qu'une politique linguistique adoptée dans le domaine militaire renforce la construction de l'Etat-nation.

Au cours de cette période, nous constatons que la République démocratique d'Azerbaïdjan a pris de nombreuses décisions sur la langue en peu de temps. En second lieu, une révolution des signes a été mise en œuvre. Dans l'intention de purifier la langue, des développements dans des domaines tels que la littérature, le théâtre et la presse ont soutenu cette réforme. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle la « turquisation » a trouvé ses origines dans le développement de la langue.

Voici le D-6 sur la réforme de l'alphabet arabe et le passage à l'alphabet latin : « Le ministre de l'Education nationale devait être nommé par le gouvernement. B. Malik

⁶⁹ *Süvari Nizamnaməsinin əmr sözlərinin tərcüməsi təsdiq edilir; Hərbi nazirin təqdim etdiyi Azərbaycan hərbi hissələrinin hərbi geyim formasının layihəsi təsdiq edilsin;*

Aslanov devait établir une commission spéciale pour la réforme de l'alphabet arabe et soumettre ses résultats sous examen du Cabinet des ministres »⁷⁰.

Bien que le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin n'ait pas été pleinement réalisé en Azerbaïdjan, un mouvement de réforme de l'alphabet arabe s'est lancé au cours de cette période. Les projets d'alphabet proposés par divers auteurs et la purification de cet alphabet ont été maintenus avec une attention particulière à la presse. Des intellectuels comme Akhundzov proposent des idées importantes sur l'alphabet et la langue (cf. le sous-chapitre 3.1).

Des questions, telles que la réforme de l'alphabet arabe et l'adoption de ce nouvel alphabet sont restées d'actualité pendant cette période. La réforme de l'alphabet arabe et le passage à l'alphabet latin (*Yeni Əlifba*) ayant fait l'objet de débats pendant la période républicaine, on a décidé que dans le D-6, *B Malik Aslanov*, l'un des membres du Conseil national de cette période, créerait une commission spéciale chargée de la réforme de l'alphabet arabe et présenterait ses résultats au Conseil des ministres pour discussion.

Un dernier point, dans D-3 et D-4, de 1918 à 1920, alors que des progrès ont été réalisés dans la détermination et de l'application de la langue officielle, l'étape suivante a consisté à souligner que l'éducation était sans doute le domaine fondamental et crucial pour la mise en œuvre d'une politique linguistique correcte. Nous reviendrons sur ces décrets plus en détail, dans le sous-chapitre concernant aux politiques éducatives.

⁷⁰ *Xalq təhsili nazirinə hökumətin üzvü X ilə birlikdə tapşırılsın. b. Məlik Aslanov ərəb əlifbasının islahatı üzrə xüsusi komissiya təşkil etsin və onun nəticəsi Nazirlər Şurasının müzakirəsinə təqdim edilsin;*

5.1.2. Turquisation via les politiques éducatives

Afin de renforcer les études accomplies dans le domaine de la langue d'Etat, les politiques éducatives ont également joué un rôle important à la manière des politiques linguistiques. Ainsi, nous constatons que ces décisions prises au cours de la période de 1918-1920 sont interdépendantes et complémentaires les unes des autres. Les pratiques linguistiques et éducatives de cette période ont éclairé l'avenir de l'Azerbaïdjan.

Dans le Tableau 1, nous avons classé les politiques éducatives de cette période en deux catégories : la langue turque azerbaïdjanaise et la langue russe. Nous observons quatre décrets sur les politiques éducatives. Nous les analyserons suivant la langue officielle étant le « turc azerbaïdjanais ». Des régulations éducatives majeures ont été rédigées en langue officielle, suite à la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Dans le troisième chapitre, nous avons indiqué que l'emploi des langues maternelles dans les écoles non russes était limité aux cours de religion pendant la période tsariste. Selon des intellectuels comme Bakuhanlı, l'éducation était le seul instrument permettant, aux Turcs azerbaïdjanais d'accéder à leur propre indépendance. Cela étant, l'éducation n'est possible qu'avec une langue nationale. Les premiers efforts en faveur de l'éducation nationale par le biais de la langue de l'Etat ont commencé avec le D-3 :

1. « L'éducation, dans tous les établissements d'enseignement primaire, devrait être dispensée dans la langue maternelle des élèves et l'enseignement obligatoire du turc devrait être développé comme langue officielle » ;
2. « Les écoles primaires et les collèges devraient être dispensés en turc, comme langue officielle »⁷¹.

⁷¹ *Bütün birinci dərəcə ibtidai təhsil müəssisələrində təhsil, dövlət dili olan türk dilini artırılmış həcmdə məcburi qaydada tədris etməklə, şagirdlərin ana dilində aparılsın;
İkinci dərəcə ibtidai məktəblərdə və orta təhsil müəssisələrində tədris dövlət dili olan türk dilində aparılsın;*

Selon ces deux articles, l'éducation devait être dispensée dans la langue maternelle des élèves dans tous les établissements du primaire. Concernant la langue de l'Etat, l'enseignement du turc a été rendu obligatoire au cours de cette période (cf. D-3). L'éducation dans les classes « nationales » du primaire, devait être dispensée en langue maternelle. C'est ainsi que les élèves qui ne reçoivent pas d'éducation dans la langue officielle, pourront recevoir un enseignement en turc.

Selon toujours le D-3, le Ministre de l'Education nationale devait être chargé du contrôle et du développement de l'éducation en langue turque dans les collèges. L'enseignement du turc a été développé progressivement à tout niveau, ouvrant la voie à la nationalisation de l'Etat (par le biais de la langue nationale). Selon le D-4, le décret précédent D-3 a été modifié dans le contexte éducatif, pour établir d'autres types de classes parallèles dans l'enseignement secondaire :

« S'il existe plusieurs établissements du même type, qui enseignent donc le russe, certains d'entre eux devraient être « nationaux », conformément à la décision mentionnée, et dans d'autres l'enseignement devrait être dispensé en russe à condition que l'enseignement du turc (comme langue officielle) soit obligatoire dans toutes les classes »⁷².

Les enfants qui ne parlaient pas le turc pouvaient être admis dans les classes « non-nationales » sous l'autorisation du Ministre de l'Education, mais les musulmans devaient étudier dans des établissements nationaux. Rappelons que sous le régime russe tsariste, les cours de langue maternelle étaient limités aux cours de religion. Cette révision a été mentionnée avec le D-4 :

« Avec la scolarisation obligatoire des enfants musulmans dans les établissements nationaux (ou « nationalisés »), les enfants qui ne parlent pas le turc peuvent être admis

⁷² Rus dilində tədris, eyni tipli bir neçə təhsil müəssisəsi olduqda, yuxarıda qeyd olunan qərara əsasən onların bir hissəsi milliləşdirilməlidir, qalan hissəsində isə bütün siniflərdə türk dili tədris məcburi tədris olunmaqla rus dilində aparılmalıdır;

dans les classes non-nationales des établissements avec l'autorisation du Ministère de l'Education nationale »⁷³.

Suite à la décision du gouvernement sur la nationalisation des écoles, le budget du Ministère de l'Education nationale a été destiné à l'achat de nouveaux ouvrages turcs dans les bibliothèques des écoles publiques (cf. D-7). Ceci a contribué à *Usul-i Cedit* (« nouveau mouvement d'éducation »), ayant émergé via les politiques éducatives pour développer la conscience nationale en Azerbaïdjan. Toutefois, le turc et le russe sont devenus obligatoires par la suite. Les élèves de différentes nationalités, ont bénéficié d'un programme partiel d'enseignement dans la langue dont ils sont originaires (D-8).

5.2. Construction identitaire du « soviétisme » via les politiques linguistiques et éducatives soviétiques

Dans ce sous-chapitre, nous analyserons les huit décrets (D-9 à D-16) dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives de la période pré-soviétique (1920-1991). Il convient de noter que la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan a existé pendant une longue période et que cette période a eu un aspect décisif en termes de politiques linguistiques et éducatives. La soviétisation ou politiques de russification, a influencé l'Azerbaïdjan par le biais des politiques linguistiques et éducatives.

5.2.1. Soviétisation (ou russification) via les politiques linguistiques

Nous constatons que le turc azerbaïdjanais comme langue officielle et le russe comme langue administrative sont efficaces dans le cadre des politiques linguistiques.

⁷³ *Müsəlman uşaqlarını milliləşdirilmiş və ya milliləşdirilməyə məruz qalan təhsil müəssisələrində oxumağa məcbur etmək, türkçə danışmağı bilməyən uşaqlar isə hər dəfə Xalq Maarif Nazirinin xüsusi icazəsi ilə təhsil müəssisələrinin milliləşdirilməyən siniflərinə qəbul oluna bilərlər;*

Il convient de souligner qu'il y a eu lieu deux révolutions des signes au cours de cette période : le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin, puis de l'alphabet latin à l'alphabet cyrillique. Bien que le développement de la langue turque azerbaïdjanaise ait pris de l'ampleur au cours de cette période, l'influence soviétique s'est toujours fait ressentir. Nous pouvons remarquer l'influence soviétique dans le décret D-9 :

« En raison de la restauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, l'ensemble des départements et des entreprises, tant dans le centre que dans les localités, sera géré en langue russe. Dans un délai de trois mois à compter à partir de la date de publication de la présente instruction, les bureaux centraux et les entreprises qui leur sont subordonnés, sont tenus de veiller à ce que tous les travaux de bureau soient effectués simultanément en turc et en russe »⁷⁴.

Dans le D-10, l'accent est remis sur la langue officielle : « la langue officielle de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan est le turc »⁷⁵, mais avec un changement dans le cinquième article de D-10 : « les fonctions des bureaux de l'Etat sont exercées en langue de l'Etat, avec quelques exceptions »⁷⁶.

Le D-11 concerne la réforme de l'alphabet, par exemple le quatrième article : « organiser des cours sur l'étude du nouvel alphabet dans les institutions de l'Etat et les districts de l'Azerbaïdjan pour l'écriture avec le nouvel alphabet »⁷⁷. Les troisième et cinquième articles relatifs à la dimension de l'écriture sont les plus significatifs :

« Afin de renforcer la publication effectuée avec le nouvel alphabet, proposons à toutes les institutions de publier un certain pourcentage de leurs publications dans le nouvel alphabet et à toutes les imprimeries d'acheter une quantité suffisante de la nouvelle police

⁷⁴ *Azərbaycanda Sovet hakimiyyətinin bərpası ilə əlaqədar həm mərkəzdə, həm də yerlərdə bütün idarə və müəssisələrdə kargüzarlığın rus dilində aparılması. Bu əmrin dərc olunduğu gündən etibarən üç ay ərzində həm mərkəzi idarələrdə, həm də yerlərdə onların tabeliklərində olan idarə və müəssisələrdə bütün kargüzarlığın paralel olaraq türk dilində aparılmasını tətbiq etsinlər;*

⁷⁵ *Azərbaycan Sovet Sosialist Respublikasının dövlət dili türk dilidir;*

⁷⁶ *Respublikanın dövlət idarələrində kargüzarlıq aşağıda göstərilən istisnalarla dövlət dilində aparılır;*

⁷⁷ *Azərbaycanın mərkəzi dövlət müəssisələrində və onun rayonlarında yeni əlifba ilə yazı (işgüzarlıq) işinin aparılması məqsədilə dövlət qurumları üçün yeni əlifbanın öyrənilməsi kursları təşkil edilsin və digər hazırlıq işləri həyata keçirilsin;*

turque »⁷⁸, « Compte tenu du passage à l'imprimerie turque azerbaïdjanaise au nouvel alphabet, il est nécessaire d'organiser une imprimerie dans le centre de Bakou, en Azerbaïdjan »⁷⁹.

L'un des événements les importants a été le Congrès de Turcologie de Bakou, qui s'est tenu le 6 mars 1926. Des décisions ont été prises lors de ce congrès (cf. D-12), concernant le nouvel alphabet turc :

« En attirant l'attention sur les avantages et la supériorité technique du nouvel alphabet turc (latin) par rapport à l'alphabet arabe et à celui renouvelé, ainsi que sur la grande importance culturelle, historique et progressiste du nouvel alphabet par rapport à l'alphabet arabe, le Congrès reconnaît que l'adoption du nouvel alphabet et la procédure de son application dans les différentes républiques et provinces turco-tatares relèvent de la responsabilité de chaque république/nation »⁸⁰.

Selon le D-12, l'alphabet arabe utilisé dans les langues turco-tatares ne répond pas aux exigences de l'écriture phonétique des langues turques. L'alphabet arabe révisé, ne constituait pas encore la base d'une orthographe développée de manière cohérente : l'alphabet latin adopté en Azerbaïdjan a créé des conditions plus favorables à la création d'une orthographe capable de répondre aux exigences d'une écriture phonétique.

Afin de ne pas rompre les liens avec les sociétés turcophones, lors de la création d'une terminologie en turc, la terminologie devait être basée sur les mots courants et pertinents de cette langue. Le retour aux termes arabes/persans devait être abandonné définitivement et une orientation paneuropéenne devait être privilégiée lors du choix de nouveaux termes, selon l'article 3 du D-12.

⁷⁸ Yeni əlifba ilə aparılan nəşriyyat işini gücləndirmək məqsədilə nəşriyyat işinə məsul olan bütün qurumlara nəşrlərinin müəyyən faizini yeni əlifba ilə buraxmaq və bütün mətbəələrə kifayət qədər miqdarda yeni türk şriftini almağı təklif etmək;

⁷⁹ Bütün Azərbaycan türk mətbuatının (nəşriyyatının) qarşısından gələn yeni əlifbaya keçməsi məsələsini və bu və yeni əlifbanın qarşısında duran əsas vəziyyətləri nəzərə alaraq, Azərbaycan dağlarının mərkəzində zəruridir. Bakıda tipli tökmə zavodu təşkil olunacaq;

⁸⁰ Yeni türk (latin) əlifbasının ərəb və islah olunmuş ərəb əlifbalı üzərində üstünlüklərini və texniki üstünlüyünü, həmçinin, yeni əlifbanın ərəb əlifbası ilə müqayisədə nəhəng mədəni-tarixi və mütərəqqi əhəmiyyətini qeyd edən Qurultay, yeni əlifbanın qəbulunu və onun ayrı-ayrı türk-tatar respublikaları və vilayətlərində həyata keçirilmə üsullarını hər bir respublikanın və hər bir xalqın öz işi sayır;

Bien que les décisions sur le turc n'aient pas pu être efficacement appliquées à chaque période, nous pouvons affirmer qu'elles ont marqué les périodes suivantes comme « instrument de nationalisation ». Selon le D-13, « à partir du 1er janvier 1940, l'alphabet *azerbaïdjanais* est passé de l'alphabet latin vers l'alphabet russe »⁸¹ : les administrations se sont progressivement orientées vers l'alphabet cyrillique.

Notons que même si les décrets sur la langue officielle comportent l'expression « langue turque » dans les périodes précédentes, nous remarquons dans les décrets suivants, le terme « azerbaïdjanais », par exemple les D-14 et D-15 : les turcophones de l'Union soviétique ont été divisées selon les identités régionales comme dans le cas de l'Azerbaïdjan. L'expression de « l'azerbaïdjanais en tant que langue officielle » a été mentionnée à nouveau dans le D-16.

5.2.2. Soviétisation (ou russification) via les politiques éducatives

Nous avons déjà souligné qu'à partir de 1920, dans l'Union soviétique, la langue d'enseignement était la langue maternelle de la population majoritaire. Considérant que les politiques linguistiques et éducatives sont des notions qui se nourrissent, l'éducation a été aussi un instrument de nationalisation important en Azerbaïdjan « soviétisée ». Il s'agit d'une période importante vers la latinisation dans le D-11 :

« Selon la volonté du *camarade* Lénine, l'alphabétisme devait finir avant 1929. Compte tenu de la brièveté de cette période et de l'impossibilité d'utiliser l'ancien alphabet, on a décidé que les études d'élimination de l'alphabétisme seraient effectuées avec le nouvel et l'ancien alphabet »⁸².

⁸¹ *Azərbaycan yazısı 1940-cı il yanvarın 1-dən başlayaraq latın əlifbasından rus əlifbasına keçirilsin;*

⁸² *Yoldaş Leninin vəsiyyətinə görə 1929-cu ildə savadsızlıq aradan qaldırılmalıdır. Bu dövrün qısalığını və köhnə əlifbanın yarasızlığını nəzərə alaraq, bir qərar çıxarın ki, savadsızlığın aradan qaldırılması istiqamətində işlər yeni və köhnə əlifba üzrə aparılsın;*

Selon le D-11, à partir de l'année scolaire 1925-26, un nouvel alphabet turc (latin) devait être introduit dans toutes les écoles du 1^{er} degré, de sorte qu'au bout de huit ans (1932-33), tous les cours soient dispensés avec le nouvel alphabet turc. Pour que le nouvel alphabet soit appliqué via les politiques linguistiques, l'accent a été mis sur cette dimension éducative. Dans le D-12, décret sur le Congrès de Turcologie, d'importantes décisions concernent l'Azerbaïdjan et d'autres turcophones :

« L'enseignement de la langue maternelle chez les peuples turcs ne peut être réussi sans une étude sérieuse sur les langues individuelles et leurs dialectes et sans une bonne formation linguistique des enseignants ; ces éléments éducatifs devraient être d'une importance directe dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur »⁸³.

Outre les efforts sur une langue commune aux turcophones, la révolution des signes (passage de l'alphabet latin à celui dit cyrillique), a constitué l'étape suivante dans le cadre des politiques éducatives en tant qu'« instrument de nationalisation » dans le contexte de l'Union soviétique. Telle que la décision qui a été prise dans le D-13 :

« A partir du 1er septembre 1940, l'éducation avec le nouvel alphabet dans les écoles publiques doivent commencer dans les classes inférieures ; à cette fin, les enseignants doivent être préparés à l'avance et les manuels nécessaires doivent être imprimés avec le nouvel alphabet pour les écoles »⁸⁴.

Selon tous les décrets, une nouvelle ère a commencé avec le passage du latin au cyrillique en Azerbaïdjan en 1939. L'enseignement a débuté avec l'alphabet cyrillique, ce qui a marqué la période de soviétisation (russification) dans la formation de l'identité nationale.

⁸³ *Türk xalqlarında doğma dilin müvəffəqiyyətlə tədrisi ayrı-ayrı dillərin və onların dialektlərinin ciddi araşdırılması və müəllimlərin yaxşı linqvistik təhsili olmadan həyata keçirilə bilməz, həm orta, həm də ali pedaqoji təhsil müəssisələrində bu təhsil elementləri müstəqim əhəmiyyətə malik olmalıdır;*

⁸⁴ *Kütləvi məktəblərdə yeni əlifbada dərs keçilməsinə və təlim verilməsinə 1940-cı il sentyabrın 1-dən etibarən ilk növbədə aşağı siniflərdə başlanılsın; bunun üçün qabaqcadan müəllim kadrları hazırlansın və məktəblər üçün yeni əlifbada lazımi dərsliklər nəşr olunsun;*

5.3. Construction identitaire de l'« azerbaïdjanisme » via les politiques linguistiques et éducatives azerbaïdjanaises

Nous analyserons les huit décrets (D-17 à D-44) dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives de la période pré-soviétique (1991- présent). Cette période présente des caractéristiques différentes par rapport à d'autres périodes. Depuis 1991, l'Azerbaïdjan est devenu un Etat indépendant dans lequel les politiques linguistiques et éducatives ont été déterminées parallèlement.

5.3.1. Azerbaïdjanisation via les politiques linguistiques

Au moment de l'indépendance, c'est-à-dire dans la période post-soviétique, nous constatons une augmentation du nombre de décrets. Dans les décrets de 1990-2000, nous retrouvons 4 décrets sur la langue officielle : les D-19, D-21, D-22 et D-23 sont en rapport avec la langue officielle, alors que les D-17, D-18, D-19 et D-20 sont en rapport avec la dernière révolution des signes.

Le D-17 est la trace du début de la détermination de la langue officielle : une commission sur le nouvel alphabet azerbaïdjanais a été créée au sein de la RSSA. Dans le D-18, le projet sur l'azerbaïdjanais basé sur les lettres latines a été mentionné dans la Commission de l'éducation publique et celle du progrès scientifique et technique du Soviet Suprême de la République d'Azerbaïdjan : le débat public sur le nouvel alphabet a été lancé. Car, l'un des principaux facteurs ayant joué un rôle important dans la construction de l'identité nationale était la tendance à la désoviétisation (rupture avec le soviétisme).

Dans le D-19, la déclaration a mis l'accent sur la langue officielle : « La loi de la RSSA du 11 juillet 1939, l'alphabet azerbaïdjanais, 32 lettres, devrait être utilisé en

Azerbaïdjan jusqu'en 1940 rétabli, avec des modifications mineures »⁸⁵. Dans le D-20, l'alphabet azerbaïdjanais a été annoncé en caractères latins comme suit :

« *Aa, Bb, Cc, Çç, Dd, Ee, Əə, Ff, Gg, Ğğ, Hh, Xx, İi, İi, Jj, Kk, Qq, Ll, Mm, Nn, Oo, Öö, Pp, Rr, Ss, Şş, Tt, Uu, Üü, Vv, Yy, Zz* ».

Nous comprenons, d'après le D-21, que les politiques linguistiques de la période pré-soviétique sont à nouveau poursuivies : « la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan est le turc. Les tâches dans tous les organes officiels de la République d'Azerbaïdjan s'effectuent en turc »⁸⁶. La langue officielle, le turc, a été donc utilisée à tout niveau des politiques linguistiques officielles (D-22). Bien que la réutilisation de l'alphabet latin ait été citée, l'azerbaïdjanais a été défini comme un dialecte du turc et non comme une langue (cf. sous-chapitre 3.3.). Concernant les langues minoritaires, d'autres langues pouvaient être utilisées dans les médias en Azerbaïdjan.

Depuis 1995, « l'azerbaïdjanais est la langue officielle de la République d'Azerbaïdjan qui assure le développement de la langue azerbaïdjanaise »⁸⁷. Les politiques linguistiques suivantes, couvrent la période de 2000-2010 dans laquelle l'accent a été mis sur les études linguistiques : les D-24, D-25, D-26, D-28, D-29, D-30, D-31 et D-33. Les D-25, D-27, D-28, D-32 et D-33 sont en rapport direct avec la révolution des signes, alors que les D-27 et D-33 portent sur l'orthographe. En outre, les D-24, D-25, D-28, D-32, D-34, D-35, D-36 et D-37 renvoient à la publication littéraire.

Suite aux travaux sur la langue officielle et l'alphabet, l'alphabet azerbaïdjanais a été standardisé avec le D-24 (ISO 10646, UNICODE). Avec le D-25, la Commission

⁸⁵ «Azərbaycan əlifbasının latından rus əlifbasına keçirilməsi haqqında» 11 iyul 1939-cu il tarixli Azərbaycan SSR-in Qanunu bu gündən qüvvədən düşmüş hesab edilsin. 1940-cı ilə qədər Azərbaycanda istifadə edilən 32 hərfdən ibarət latın qrafikalı Azərbaycan əlifbası kiçik dəyişikliklərlə bərpa olunsun;

⁸⁶ Azərbaycan Respublikasının dövlət dili türk dilidir. Azərbaycan Respublikasının bütün dövlət orqanlarında iş türk dilində aparılır. Türk dili respublikanın dövlət dili kimi siyasi, iqtisadi, ictimai, elmi və mədəni həyatın bütün sahələrində işlədilir və respublika ərazisində millətlərarası ünsiyyət vasitəsi vəzifəsini yerinə yetirir;

⁸⁷ Azərbaycan Respublikasının dövlət dili Azərbaycan dilidir. Azərbaycan Respublikası Azərbaycan dilinin inkişafını təmin edir;

de la langue officielle auprès du Président de la République d'Azerbaïdjan a répété que la langue officielle est la langue azerbaïdjanaise pour l'amélioration et la mise en œuvre de l'alphabet latin en Azerbaïdjan. Dans le D-26, divers académiciens et linguistes ont été chargés de travailler suivants les programmes de D-25. Avec le D-27, l'alphabet a été intégré dans les claviers des ordinateurs.

Par ailleurs dans le D-28, la décision suivante a mis l'accent sur le processus historique de la langue : « le 1er août de chaque année, devrait être célébré dans la République d'Azerbaïdjan, comme le jour de la fondation de l'alphabet azerbaïdjanais et de la langue azerbaïdjanaise »⁸⁸. Nous pouvons dire que les études sur la langue officielle pendant la période pré-soviétique ont également été pionnières pour cette nouvelle période (D-28) :

« Le fait que l'écriture cyrillique ne soit pas adaptée à la structure sonore de notre langue a conduit les intellectuels azerbaïdjanais, à développer cet alphabet. L'expérience a montré que, quels que soient les efforts déployés pour adapter l'alphabet cyrillique à la structure sonore de notre langue, il est impossible d'obtenir la version la plus appropriée, ce qui renforce la possibilité de la remplacer un jour »⁸⁹.

Les D-29, D-30 et D-31 renvoient à l'emploi de la langue officielle dans les cérémonies officielles, les émissions de télévision/radio, la dénomination des personnes et des régions géographiques, alors que le D-32, à la publication littéraire en caractères latins pour créer une bibliothèque virtuelle de la littérature azerbaïdjanaise.

Afin de soutenir la diffusion de la langue dans le domaine littéraire, des règles d'orthographe ont été introduites dans le D-33. Suite à cette décision, le D-34 a soutenu la publication de dictionnaires/d'encyclopédies, d'ouvrages sur la langue et l'histoire

⁸⁸ Hər il avqust ayının 1-i Azərbaycan Respublikasında Azərbaycan əlifbası və Azərbaycan dili günü kimi qeyd edilsin;

⁸⁹ Kiril qrafikasının dilimizin səs quruluşuna uyğun gəlməməsi Azərbaycan ziyalılarını bu əlifbanın təkmilləşdirilməsi yolunda müttəmədi iş aparmağa sövq etdi. Təcrübə göstərdi ki, kiril qrafikasının dilimizin səs quruluşuna uyğunlaşdırılması yolunda nə qədər cəhd göstərilərsə də, optimal variantın əldə edilməsi mümkün deyildir, bu da onun nə vaxtsa dəyişdiriləcəyi ehtimalını gücləndirdi,;

azerbaïdjanaise, ainsi que d'œuvres littéraires azerbaïdjanaises classiques et modernes. Conformément aux décisions prises dans les D-35, D-36 et D-37, un travail sérieux a été effectué dans le cadre de la traduction d'œuvres littéraires mondiales en langue azerbaïdjanaise : mais, la lecture a été aussi encouragée dans la langue maternelle.

La période suivante est celle de 2010-2020, justifiée par sept décrets sur la langue officielle : D-38, D-39, D-40, D-41, D-42, D-43 et D-44. Cependant, nous ne constatons pas de décrets sur l'alphabet (révolution des signes) pendant cette période. Nous pouvons avancer que les études sur l'alphabet ont été achevées au cours de la période précédente. Dans le D-38, la langue officielle a été mentionnée dans le contexte de la rédaction des programmes officiels sur la linguistique azerbaïdjanaise.

Ceci a permis d'entrer dans une nouvelle ère, conformément aux exigences de la mondialisation. Tous les détails de ces programmes sont énumérés dans le D-39 : déterminer la politique linguistique de la République, développer la langue maternelle comme langue officielle et accroître son rôle et son prestige dans le monde, tout en faisant un instrument de communication entre les nations. Dans le D-40, les études sur la langue azerbaïdjanaise au niveau de l'Etat se sont poursuivies, avec des ajouts par la Commission de la langue officielle dans le D-41.

Le processus historique est important dans le cadre des politiques linguistiques : le D-42 a été publié à l'occasion du 90ème anniversaire du Congrès de Turcologie qui a constitué une base scientifique pour le passage au nouvel alphabet latin. Dans le D-43, compte tenu des développements technologiques, le focus a été l'utilisation encore plus large de la langue azerbaïdjanaise dans la communication électronique. Dans le D-44, une décision a été prise pour réduire les fautes d'orthographe qui seront analysées dans le cadre des politiques éducatives.

5.3.2. Azerbaïdjanisation via les politiques éducatives

Comme le montre le tableau 3, les politiques éducatives post-soviétiques ont permis de généraliser l'enseignement dans la langue officielle. D-21, D-24, D-25, D-29, D-38 et D-39 reflètent les politiques linguistiques, mais aussi la manière dont les politiques éducatives seraient admises en langue officielle. En premier lieu, dans le D-21, le statut de la langue officielle a été déterminé de manière définitive comme langue azerbaïdjanaise : les politiques éducatives sont modelées dans cette direction.

Avec la création de la République démocratique d'Azerbaïdjan, de grandes opportunités se sont présentées pour la popularisation de la langue azerbaïdjanaise en 1918. Bien que certaines mesures aient été prises dans ce domaine, la courte durée du premier Etat n'a pas permis à la langue azerbaïdjanaise (turc) d'obtenir sa place pleinement dans la société (D-25) :

« Le Ministère de l'Education de la République d'Azerbaïdjan devrait prendre des mesures pour un changement majeur au niveau de la langue azerbaïdjanaise dans l'enseignement secondaire et supérieur, mais aussi dans le cadre de la qualité de l'éducation en langue azerbaïdjanaise »⁹⁰.

Au cours de ces périodes, les politiques linguistiques et éducatives se sont développées de manière complémentaire. La déclaration, telle que « l'éducation est dispensée dans la langue officielle dans la République d'Azerbaïdjan »⁹¹ (D-29), nous montre qu'en y rendant l'enseignement de la langue officielle obligatoire, d'autres langues sont aussi enseignées conformément au cadre législatif. Cependant, il existait de nombreuses écoles où le russe a été la langue d'enseignement à tous les niveaux (cf. sous-chapitre 3.3.).

⁹⁰ *Azərbaycan Respublikasının Təhsil Nazirliyi orta və ali məktəblərdə Azərbaycan dilinin tədrisi və Azərbaycan dilində təhsilin keyfiyyəti ilə bağlı əsaslı dönüş yaratmaq istiqamətində qəti tədbirlər həyata keçirilsin;*

⁹¹ *Azərbaycan Respublikasında təhsil dövlət dilində aparılır;*

En académie, la linguistique se trouvait au premier plan. Comme indiqué dans le D-38, il s'agissait d'analyser non seulement la langue azerbaïdjanaise, mais aussi ses relations socioculturelles avec d'autres langues turques, de développer de nouveaux projets turcophones pour l'étude théorique de ces langues modernes, comme priorité des politiques éducatives. La raison la plus importante du besoin linguistique, était le vide dans le domaine de la linguistique en raison de l'écart des linguistes azerbaïdjanais des sciences pendant la période soviétique.

L'Académie nationale des sciences, en collaboration avec les Ministères de l'Education, de Communication et des Technologies de l'information, de la Culture et du Tourisme, a préparé un programme d'Etat sur l'emploi de la langue azerbaïdjanaise conformément aux exigences de l'époque et au développement de la linguistique dans le pays en 2012 (D-38) : traces majeures des politiques éducatives de l'époque. Avec le développement de la linguistique contre l'héritage soviétique, l'éducation via la langue officielle s'est accélérée parallèlement.

Le D-39 est très intéressant dans sa manière de présenter l'emploi de la langue azerbaïdjanaise conformément aux exigences de l'époque : les politiques linguistiques et éducatives étant basées sur l'*azerbaïdjanisme* dans le contexte de la mondialisation, le strict respect des normes culturelles de la langue maternelle reste toujours la demande de l'époque. La préparation de dispositifs éducatifs et des manuels électroniques en langue azerbaïdjanaise est sans doute, au service des développements technologiques et de l'éveil de la conscience nationale.

CHAPITRE VI. ANALYSE DU CORPUS DE RECHERCHE II : « RECUEIL DES REPRESENTATIONS SUR L'IDENTITE AZERBAÏDJANAISE DANS LE CADRE DES REVOLUTIONS DES SIGNES »

Après avoir analysé du « contenu » des décrets, nous allons aborder l'analyse et à l'interprétation des résultats de la cyber-enquête, c'est-à-dire les représentations sur l'identité *azerbaïdjanaise* dans le cadre des révolutions des signes : en d'autres termes, la problématique de notre recherche.

6.1. Première et deuxième parties du questionnaire : « informations personnelles » et « langues : apprentissage et communication »

Nous analyserons tout d'abord, les deux premières parties de notre questionnaire, à savoir les « informations personnelles » et les « langues : apprentissage et communication » dans ce sous-chapitre. Notons d'emblée que, même si nous avons visé une centaine de réponses au questionnaire, nous n'y avons eu qu'une cinquantaine de réponses (certes, limites de notre recherche : les réponses⁹² ne seront pas présentées en annexe en raison de leur longueur, mais pourront être consultées en ligne).

6.1.1. Présentation et interprétation des « informations personnelles »

Nous pouvons regrouper les informations personnelles suivant l'âge et le sexe, l'état civil, la/les nationalité(s), les pays de (naissance, de résidence/séjour et ceux visité(s)) et le métier. Il est question des variables que l'on appelle « indépendantes »,

⁹² Voici les réponses du questionnaire en ligne :
https://docs.google.com/forms/d/11EoOZG84UWXu9SaSwOSRzhOlea_etl-x6PJvmEyBf18/edit

permettant de mieux comprendre le profil des participants au questionnaire de recherche.

Commençons par l'âge des participants à notre questionnaire (question 1) : nous avons eu la participation de 20 personnes âgées de 18 à 25 ans (40 %), 10 personnes âgées de 25 à 30 ans (20 %), 6 personnes âgées de 30 à 35 ans (12 %), 4 personnes âgées de 35 à 40 ans (8 %), 3 personnes âgées de 40 à 45 ans (6 %) et 7 personnes âgées de 45 à 55 ans (14 %).

Nous pouvons en déduire que la majorité des participants n'ont vécu ni certes, la période pré-soviétique, ni celle dite « soviétique » de l'Azerbaïdjan (mais celle dite « post-soviétique »). Cependant, une bonne partie des participants (20 %) connaissent bien la période soviétique de l'Azerbaïdjan.

Quant aux taux de participation par sexe (question 2), les femmes sont de 56 % (28 participants) et les hommes de 44 % (22 participants) : il s'agit d'une « domination » féminine. Pour ce qui est de l'état civil des participants (question 3), ceux qui sont célibataires sont de 60 % (30 participants) et ceux qui sont mariés de 40 % (20 participants) : cette question nous a semblé intéressante (même si ce n'était pas indispensable) pour bien comprendre la manière de la transmission socioculturelle entre les générations.

Qui dit culture, dit nationalité. La répartition des participants selon la nationalité est comme suit (question 5) : les Turcs azerbaïdjanais sont de 86 % (43 participants) et les Turcs de 18 % (9 participants). Nous remarquons que la majorité des participants sont de nationalité turque azerbaïdjanaise, ce qui justifie entièrement l'intérêt de notre deuxième corpus de recherche. Puisque la problématique de recherche a été de savoir la construction identitaire via les politiques linguistiques et éducatives, la participation majeure des Turcs azerbaïdjanais au questionnaire justifie notre démarche

méthodologique. Voici un tableau montrant la répartition des participants par nationalité et profession (question 6) :

Tableau 6 : Répartition des participants par nationalité et métier

	Enseignement			Santé			Secteur privé
	Académicien	Enseignant	Etudiant(e)	Médecin	Infirmier(e)	Pharmacien (ne)	
Turc azerbaïdjanais	7	14	10	1	1	1	2
Russe	-	-	-	-	-	-	-
Turc	2	3	1		1	-	2

Afin de mieux comprendre le profil des participants au questionnaire, nous avons demandé leur métier, complétant ainsi les « informations personnelles » dans la première partie du questionnaire : les Turcs azerbaïdjanais sont de 86 % (43 participants) et les Turcs de 18 % (9 participants). La majorité d'entre eux étant donc dans l'enseignement, nous pouvons supposer que ce métier est en rapport direct avec les révolutions des signes dans le contexte azerbaïdjanais. Un dernier mot sur les pays (de naissance, de résidence/séjour, et de visité(s)) (question 4), nourrissant toujours le profil des participants :

Tableau 7 : Profil des participants par pays (de naissance, de séjour/résidence, de visité(s))

Nombre de participants par...								
Azerbaïdjan		Turquie		Europe (centrale)	Asie			
					Républiques turques	Russie	Iran	Géorgie
... pays...								
de naissance		41	9	-	-	-	-	-
de séjour/résidence		26	23	-	-	1	-	-
visités		5	9	8	4	9	7	8

D'après le Tableau 7, les pays de naissance des participants sont comme suit : la majorité d'entre eux sont nés en Azerbaïdjan (82 %) et d'autres en Turquie (18 %). Autrement dit, ils sont pour la plupart, des natifs turcs azerbaïdjanais (ce qui est important pour notre problématique de recherche). Concernant les pays de séjour des participants, nous remarquons que les 26 participants vivent en Azerbaïdjan (52 %), alors que d'autres en Turquie (46 %).

Cette mobilité transculturelle vers la Turquie nous montre que les liens sociohistoriques sont toujours profonds (cf. 3.1 et 5.1.). Pour finir avec les pays visités, les participants sont de 18 % (9 participants) pour avoir visité la Turquie, d'autres de 16 % (8 participants) pour avoir visité l'Europe et bien d'autres, de 56 % (28 participants) pour avoir visité l'Asie centrale (en particulier, les Républiques turques). Leur ouverture au monde se fait donc vers les pays périphériques et surtout, turcophone, partageant l'identité turque.

6.1.2. Présentation et interprétation des « langues : apprentissage et communication »

Après avoir identifié les informations personnelles des participants, nous leur avons demandé les langues et les alphabets qu'ils ont appris et qu'ils utilisent lors de la communication. Commençons par leur(s) langue(s) maternelle(s) (question 8.1.) : 47 participants (94 %) ont appris le turc azerbaïdjanais en famille, alors que les 3 participants restants (6 %) à l'école. Cette répartition nous renvoie au rôle de la famille dans l'apprentissage de la langue maternelle.

Concernant leur(s) langue(s) étrangère(s) (question 8.2.), alors que 34 participants (68 %) l'/les ont apprise(s) à l'école, 15 participants (30%) l'/les ont apprise(s) dans

d'autres contextes (cours privés). Un seul participant (2 %) l'/les ont apprise(s) en famille. Il est question des langues étrangères (comme le russe, l'anglais, le français etc.), ce qui sont la trace visible des politiques éducatives plurilingues dans le contexte des langues étrangères.

Pour ce qui est de la connaissance de l'alphabet (question 9), 15 participants ont indiqué qu'ils connaissaient l'alphabet arabe, tandis que 35 participants ont indiqué qu'ils ne le connaissaient pas (celui-ci est donc inconnu pour la majorité). Le nombre de participants connaissant l'alphabet cyrillique est de 44, alors que celui connaissant l'alphabet latin est de 46 participants (les deux touchant presque à la majorité : les deux alphabets leurs sont très familiers). Les facteurs suivants ont amené les participants à apprendre les alphabets dont il est question (question 9.1.) :

- l'enseignement dans le cas de l'alphabet cyrillique (*"Kiril alfabesini egitim aldığım dönemde öğrenmem zorunlu olduğu için, latin alfabesini Türk dünyası ile bağımı güçlendirme adına gönüllü olarak öğrendim. Akabinde tüm Türk devletleri latin alfabesine geçti, bu da benim için artı kolaylık oldu"*) ;
- le métier dans le cas de l'alphabet cyrillique (*"Mesleğimle ilgili okarak arapca yazılı eski metinleri okuyorum; Eskiden Kiril alfabesini kullandığımız için; Şimdi latin alfabesini kullandığımız"*) ;
- la religion pour l'alphabet arabe (*"Arap alfabesini Kuran okumak için öğrendim. Kiril ve Latini okulda öğrendim"*) ;
- l'histoire pour les alphabets cyrillique et latin (*"Ana dilim latin əlifbası ilədir. Ana dilim SSR dövründə kiril əlifbası ilə olub, köhnə kitablar sayəsində öyrənmişəm, təməl rusca bilginin də köməyi olub kiril əlifbasında"*).

Ainsi, nous observons que l'éducation, le métier, la religion et l'histoire influence directement les préférences des participants en matière d'alphabet. Concernant les langues de communication, les participants sont 84 % à indiquer qu'ils emploient le

turc azerbaïdjanais. Vient ensuite le turc avec 30 %, tandis que 26 % déclare aussi le russe (question 10).

Dans la période post-soviétique, nous avons remarqué que les décrets adoptés dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives, visaient à créer et à développer tout particulièrement la langue officielle (cf. sous-chapitre 5.3.). Nous pouvons en conclure que l'Etat exerce une influence sur les préférences des citoyens en matière d'utilisation de langues : ce qu'on appelle alors « politique linguistique éducative ». *Yeni azərbaycan əlifbası*, basé sur l'alphabet latin facilite l'apprentissage du turc (de Turquie), à tel point que les participants préfèrent utiliser cette langue comme langue de communication.

En outre, 26 % des personnes interrogées utilisent le russe : cela est la preuve que ce dernier est une langue « étrangère » héritée de la période soviétique en Azerbaïdjan. Tous les participants ont déclaré qu'ils communiquent avec l'alphabet latin. 18% de ces participants (9 participants) ont déclaré utiliser aussi l'alphabet cyrillique (question 11). Cette deuxième partie de notre questionnaire, nous a permis de voir l'éveil aux langues et aux alphabets dans le contexte de l'Azerbaïdjan.

6.2. Troisième et quatrième parties du questionnaire : « représentations sur les langues et les alphabets des azerbaïdjanais » et « identité »

Nous analyserons ici, les deux dernières parties de notre questionnaire, à savoir les « représentations sur les langues et les alphabets des azerbaïdjanais » et l'« identité ». A travers le questionnaire, nous aborderons la dimension identitaire azerbaïdjanaise suivant les langues et les alphabets des participants au questionnaire.

6.2.1. Présentation et interprétation des « représentations sur les langues et les alphabets des Turcs azerbaïdjanais »

Nous avons souligné, tant dans le cadre théorique (cf. chapitre 3) que dans la partie sur l'analyse des décrets (cf. chapitre 5), que le contexte azerbaïdjanais a été/est marqué directement par l'influence des langues arabe, russe et turque. Cela a eu un impact aussi bien au niveau de la dimension sonore que du système graphique. Pour ce qui est de la dimension sonore (question 12.1.), 30 participants ont affirmé qu'il n'y avait pas de proximité culturelle entre le turc azerbaïdjanais et l'arabe et 28 participants (56 %) ont déclaré qu'il n'y avait pas de proximité non plus avec le russe.

Cependant, 49 participants ont déclaré qu'il y avait une proximité culturelle avec la langue turque (en Turquie) : il s'agit donc d'une association socioculturelle voire identitaire. Quant au système graphique (question 12.2.), 32 participants ont mentionné qu'il n'y a pas de proximité culturelle entre le turc azerbaïdjanais et l'arabe et 28 personnes (56 %) ont déclaré qu'il n'y avait pas de proximité avec le russe. De plus, 48 participants ont affirmé qu'il y avait une proximité culturelle entre le turc azerbaïdjanais et le turc (de Turquie) : un re-focus sur l'identité turque.

La proximité culturelle entre les langues/alphabets dont il est question, est basée sur la langue turque de Turquie. Car, nous avons déjà souligné que les études dans le domaine de la langue turque sont effectuées dans le contexte de l'Azerbaïdjan tout au long du processus historique : nous l'avons également confirmé par des décrets (cf. chapitre 5). Les études effectuées dans le domaine de la langue officielle dans la période post-soviétique, tirent leurs origines de celles de la première période de l'Azerbaïdjan (dite, pré-soviétique).

Pour mieux comprendre la construction azerbaïdjanaise via les politiques linguistiques et éducatives (les révolutions des signes), nous avons posé une question détaillée sur les représentations des langues (arabe, russe, turc azerbaïdjanais et turc) dans des domaines, tels que l'économie, l'éducation, la culture, la littérature, la politique, la presse, la religion et la science (question 13) :

Tableau 8 : Représentations des participants sur les langues

	c'est l' / le...			
	arabe	russe	turc azerbaïdjanais	turc
La langue...				
de l'économie	-	4	32	14
de l'éducation	-	1	37	12
de la culture	1	2	38	9
de la littérature	2	3	34	11
de la politique	1	5	26	18
de la presse	1	2	29	18
de la religion	37	-	11	2
des sciences	2	7	25	16
des Turcs azerbaïdjanais	-	-	44	6

Comme nous pouvons le constater dans le Tableau 8, la majorité affirme que le turc azerbaïdjanais est un instrument efficace dans les domaines dont il est question. Vient ensuite la langue turque (de Turquie). Du fait que la majorité des participants sont « liés » étroitement à la Turquie, le recours à la langue turque nous semble tout à fait indispensable à cet égard. « La langue des Turcs azerbaïdjanais, c'est sans doute le turc azerbaïdjanais » déclarent la grande partie des participants (le reste le turc de Turquie).

D'autre part, l'arabe est mentionné comme la langue de la religion pour la plupart des participants. Dans le cas de l'Azerbaïdjan, cela pourrait être attribué à l'utilisation

de l'alphabet arabe pendant longtemps et certes aux communautés musulmanes de la région. En outre, les représentations sur les alphabets dans les domaines mentionnés sont comme suit (question 14) :

Tableau 9 : Représentations des participants sur les alphabets

	c'est l'...		
	alphabet arabe	alphabet cyrillique	alphabet latin
L'alphabet...			
de l'économie	-	2	48
de l'éducation	1	1	48
de la culture	1	2	47
de la littérature	2	4	44
de la politique	-	3	47
de la presse	1	3	46
de la religion	34	2	14
des sciences	-	2	48
des Turcs azerbaïdjanais	-	2	48

Comme le montre le Tableau 9, l'alphabet latin est majoritairement mis en avant dans les domaines dont il est question. Nous pouvons associer les représentations sur la littérature, la culture et l'alphabet des Turcs azerbaïdjanais aux décrets adoptés dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives dans la période post-soviétique : par exemple, nous avons analysé les décrets sur l'utilisation de la langue officielle dans le domaine de la littérature (cf. sous-chapitre 5.3). Cela a influencé à la fois la langue et l'alphabet qui quant à lui, renvoie à la dimension religieuse : « une langue sacrée ».

Mais comment caractérisent-ils les alphabets (arabe, cyrillique et latin) ? Leurs représentations sont les suivantes (question 15) :

Tableau 10 : Représentations des participants sur l'alphabet arabe

	Tout à fait d'accord ++	Plutôt d'accord +	Plutôt pas d'accord -	Pas du tout d'accord --
L'alphabet arabe est...				
- élégant (musical)	2	20	18	10
- beau (esthétique)	4	23	16	7
- prestigieux	4	19	19	8
- traditionnel	5	25	15	5
- difficile	17	17	10	6
- inutile	3	3	31	13

Nous pouvons dire que les participants ne « préfèrent » pas l'alphabet arabe sur le plan visuel et auditif. Une signification plus traditionnelle est attribuée à l'alphabet arabe, ce qui pourrait être associé à l'utilisation de l'alphabet arabe dans la période pré-soviétique. En outre, à la question 14, nous constatons que l'alphabet arabe est mis en avant d'un point de vue religieux. Bien que l'apprentissage de cet alphabet soit difficile pour les participants, ils le considèrent important (« utile ») en raison du texte sacré. Les réponses apportées à la question 14, confirment cette tendance largement : la question 9.1, nous rappelle que les participants ont appris l'alphabet arabe pour des raisons religieuses. Les représentations sur l'alphabet cyrillique sont les suivantes :

Tableau 11 : Représentations des participants sur l'alphabet cyrillique

	Tout à fait d'accord ++	Plutôt d'accord +	Plutôt pas d'accord -	Pas du tout d'accord --
L'alphabet cyrillique est...				
- élégant (musical)	3	12	31	4
- beau (esthétique)	2	15	30	3
- prestigieux	4	22	18	6
- traditionnel	4	27	14	5
- difficile	-	15	25	10
- inutile	1	7	33	9

Bien que les participants ne préfèrent pas l'alphabet cyrillique sur le plan visuel et auditif, le prestige de cet alphabet (métier, éducation, etc.) est quand-même à l'origine de leur préférence. Le contexte historique (donc la période soviétique) les a amenés à le définir comme « traditionnel ». Vu le nombre de participants utilisant l'alphabet cyrillique dans la question 9, nous pouvons avancer que cet alphabet est à la fois répandu selon certains domaines : l'alphabet demeure traditionnellement « utile ». Les représentations concernant l'alphabet latin sont les suivantes :

Tableau 12 : Représentations des participants sur l'alphabet latin

	Tout à fait d'accord ++	Plutôt d'accord +	Plutôt pas d'accord -	Pas du tout d'accord --
L'alphabet latin est...				
- élégant (musical)	14	27	7	2
- beau (esthétique)	14	29	4	3
- prestigieux	16	28	3	3
- traditionnel	12	24	9	5
- difficile	2	3	23	22
- inutile	4	1	11	34

La raison pour laquelle les participants préfèrent l'alphabet latin visuellement et auditivement, pourrait être attribuée au fait que cet alphabet est plus facile à apprendre que d'autres. Dans le contexte historique, nous avons vu que les études sur l'alphabet latin ont commencé avec la période pré-soviétique (cf. 3.1. et 5.1.) : l'alphabet latin demeure traditionnel. En outre, nous pouvons dire que cet alphabet est considéré comme « prestigieux » comme alphabet commun aux langues européennes et à la langue turque : « l'alphabet des Turcs azerbaïdjanais, c'est sans doute l'alphabet latin » déclarent les participants. Ces représentations sont donc basées sur l'identité turque.

6.2.2. Présentation et interprétation de l'« identité azerbaïdjanaise »

Il est question de la dernière partie de notre questionnaire. Après avoir analysé les représentations de la langue et des alphabets des Turcs azerbaïdjanaï, nous les allons examiner sur le plan identitaire. Commençons par la définition identitaire des participants (question 16) :

Tableau 13 : Représentations des participants sur l'identité

	Identité			
	Turc azerbaïdjanaï	Turc	Russe	Autres
Participants	39	16	-	-

39 participants se sont identifiés comme « Turcs azerbaïdjanaï », tandis que 16 participants se sont identifiés comme « Turcs » (de Turquie). Dans cette optique, nous avons préparé cette question à choix multiple afin de mieux « comprendre » leur identité. Par exemple, certains participants ont déclaré qu'ils étaient à la fois « turcs et turcs azerbaïdjanaï ». Par rapport à la question 5 qui leur demandait leur nationalité, nous les avons interrogés suivant leur sentiment d'appartenance aux « nations » dans lesquelles ils sont baignés. En ce qui concerne l'emploi des langues en famille, les réponses se répartissent comme suit :

Tableau 14 : Répartition des participants par emploi des langues en famille

	c'est l' / le...			
	arabe	russe	turc azerbaïdjanaï	turc
La langue de...				
mes grands-parents	1	14	39	16
mes parents	-	13	42	16
mes (futurs) enfants	-	3	41	23
mes (futurs) petits-enfants	-	1	41	23

Comme le montre le Tableau 14, les grands-parents des participants parlent le turc azerbaïdjanais (langue maternelle), à la fois le russe et le turc (question 17). Nous observons la même tendance chez leurs parents : concernant l’alphabet de leurs parents (question 18), 39 participants l’ont mentionné comme alphabet latin et 30 participants l’ont mentionné comme alphabet cyrillique. Néanmoins, d’autres utilisent à la fois ceux dits cyrillique et latin. Sous l’influence du processus historique, nous constatons que les (grands-)parents utilisaient à la fois le turc azerbaïdjanais et le russe (y compris le turc de Turquie).

Concernant les générations futures, le turc azerbaïdjanais et le turc de Turquie sont indiqués majoritairement. L’utilisation de l’alphabet latin est associée au fait que les deux « dialectes » puissent être appris facilement. A partir de cette question sous forme d’« association », nous pouvons dire que les langues reflètent directement leur propre identité : ce que nous appelons d’ailleurs, la construction identitaire via les politiques linguistiques et éducatives et en particulier, les Révolutions des signes.

Nous sommes arrivés aux questions à réponse longue (questions 19.1. et 19.2.), où le sentiment d’appartenance est visé suivant les relations entre la langue, l’alphabet et l’identité :

Tableau 15 : Représentations sur les relations entre langue, alphabet et identité

	Langue, alphabet et identité						
	Langue				Alphabet		
	turc azerbaïdjanais	turc	russe	autres	alphabet arabe	alphabet cyrillique	alphabet latin
Participants	38	12	-	-	-	-	50

Lorsque nous avons analysé les relations entre la langue, l'alphabet et l'identité (question 19.1 et 19.2), nous avons obtenu les réponses suivantes (voir Tableau 15) : d'après tous les participants, sans aucune exception, le turc azerbaïdjanais (ou bien pour certains le turc de Turquie) mais notamment l'alphabet latin reflètent directement leur identité :

- vu le système graphique : *‘Latin alfabesi. Çünkü Azerbaycan dilinin ses sistemi için çok uygun’* ;
- vu les moyens de communication : *‘Latin alfabesi. Güney Azerbaycan'daki Türk'ler ile iletişim kurma adına arab alfabesini öğrendim. Ama alfabede ünlü sesler olmadığına göre sonuc felaket idi, işime yaramadı. Akıcı bir şekilde okumak anlamak isterim, karşı tarafın yazdığını bulmaca gibi çözmek hele de şive farkı olunca oldukça zor hatta imkansız geldi. Kesinlikle karmaşık bir alfabe olduğunu düşünüyorum, ve de çok kısa zamanda unuttum. Oysa 10yıllar önce öğrendiğim kiril alfabesini halen unutmuş değilim. Bana kalırsa, Latin alfabesi hem dilimize uygun hem öğrenmesi kolay bir alfabe’* ;
- vu le sentiment d'appartenance : *‘Kiril alfabesi tarihi ve edebi okumalar açısından yararlı oluyor tabii. Fakat latin alfabesi bizim dilimize daha uygun. Böylelikle dilimizi daha net sınırlarla belirliyoruz. Yabancı etkisinden kurtarmış oluyoruz. Bu yüzden cevabım latin alfabesi olur’*.

Un dernier mot sur l'influence des révolutions des signes sur l'identité turque azerbaïdjanaise (question 20), focus de notre mémoire de recherche :

Tableau 16 : Représentations sur l'influence des révolutions des signes sur l'identité

	Influence ?								
	Oui				Non				Aucune idée
	Identité	Sentiment d'appartenance	Processus historique	Pas de réponses	Identité	Sentiment d'appartenance	Processus historique	Pas de réponses	
Révolution des signes	10	15	5	4	3	-	1	5	7

Nous constatons d'emblée que, la majorité des participants déclarent que les révolutions des signes ont influencé leur propre identité : le turc azerbaïdjanais est considéré comme langue nationale et le latin comme alphabet national. Les représentations des participants sur la révolution des signes sont similaires dans la construction identitaire. Qui dit représentation, dit manière d'expression :

- focus sur l'identité turque : *“Elbette. Sovyetler dönemi kiril alfabesine geçit farklı türk topluluklarını birbirinden ayırmak amaçlı idi”* ;
- focus sur le sentiment d'appartenance : *“Etkiliyor. İnsan kendini hangi kültüre ait ettiğini belirliyor. Alfabe birliği kültür birliğini arkasınca getiriyor”*
- focus sur l'importance du processus historique : *“Tabii ki, bilinmesi gerekiyor ki latin alfabesi Azerbaycan'da ilk olarak 1929 yılında kullanılmaya başlamış ancak 1939 yılında Sovyetler'in reddetmesi nedeniyle kullanımdan kaldırılmıştır. Nihayetinde Azerbaycanın bağımsızlığıyla 1991'den bu yana yeniden kullanıyor. Dilde birlik, fikirde birlik adına, ister 1929 olsun ister 1991 olsun, latin alfabesine geçmemizi önemli ve gerekli kabul ediyorum”* ;
“Evet. Sovyetler mirasının terk edilme çabasının en önemli adımların biri olarak görmekteyim” ;

‘‘Evet. Türk harf devriminin Azerbaycan diline ve kültürüne ilham vererek etki ettiğini düşünüyorum’’.

D’après les décrets que nous avons analysés, la langue officielle a été utilisée effectivement comme « instrument de nationalisation », en créant certes, un sentiment d’appartenance pour les citoyens azerbaïdjanais. Même si certains participants pensent « contradictoirement » qu’il n’est pas question d’influence des révolutions des signes sur l’identité azerbaïdjanaise, d’après leurs réponses antérieures nous pouvons confirmer qu’ils sont tout à fait d’accord sur le fait que les révolutions des signes ont influencé leur identité autour de la notion de « Turc azerbaïdjanais ». Cette dernière question nous permet donc de valider notre hypothèse de recherche : *“Türkçe ulu babalarının dilidir!”* (question 19.1.).

CONCLUSION

« La langue constitue un élément majeur de l'identité de nation, en ce qu'elle en est le plus spirituel et ainsi le plus apte à en traduire « l'essence » ou « l'esprit » ou « l'âme ». Comme la langue définit la nation, la nation fonde en retour la langue en lui donnant une assiette concrète : emploi par l'Etat, diffusion par l'enseignement, stabilisation et légitimation par la création d'institutions de régulation et par l'élaboration de descriptions historiques, de grammaires, de dictionnaires etc., nécessaires, à des degrés divers suivant les législations nationales, pour devenir citoyen quand on est étranger » (Beacco, 2016a : 49).

Supposant que l'identité nationale est formée sur les politiques linguistiques et éducatives, nous avons cherché tout au long du présent mémoire, d'une part, à définir les caractéristiques qui se rattachent à la formation d'Etat-nation par les politiques linguistiques et éducatives, d'autre part, à étudier les révolutions des signes en tant qu'« instruments de nationalisation » dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan, c'est-à-dire à déduire l'influence politico-linguistique sur l'identité nationale en Azerbaïdjan.

Dans cette optique, nous avons introduit le triangle d'« Etat-nation », d'« identité » et de « langue » en Azerbaïdjan. Nous nous sommes aussi penchées sur les relations entre « politique/langue/éducation » et la construction de l'identité nationale via les politiques linguistiques et éducatives : nous avons donc décrit le processus historique de notre contexte de recherche à partir des politiques linguistiques et éducatives.

« L'instrument que les Etats-nations emploient le plus intensivement dans leur processus de formation est le système éducatif. Les souverains, qui tentent de faire de l'identité nationale en tant qu'identité dominante par des méthodes répressives, suppriment toute sorte de sous-identités qu'ils perçoivent comme menace. La réalité fondamentale qui sous-tend l'enseignement obligatoire dans les Etats-nations, est la volonté du mécanisme éducatif pour créer des citoyens -acceptables- » (Çaymaz, 2019, 4^{ème} page de couvert.).

Afin de caractériser le processus d'Etat-nation en Azerbaïdjan dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives, nous avons présenté l'Etat en trois périodes (périodes pré-soviétique, soviétique et post-soviétique). De la période pré-soviétique à celle dite post-soviétique, nous avons remarqué que malgré les formes variées des politiques linguistiques et éducatives, les révolutions de signes en tant qu' « instruments de nationalisation » ont occupé une place cruciale pendant le processus historique d'Azerbaïdjan.

Compte tenu de sa situation géographique, l'Azerbaïdjan est considéré comme carrefour de cultures (turque, russe, persane/arabe). Le fait que les Turcs azerbaïdjanais ont historiquement contribué à l'identité turque, cette contribution a donné lieu à une large sphère d'influence sociolinguistique (les révolutions des signes). Dans le contexte azerbaïdjanais, Le centre de notre recherche s'est trouvé alors à ce niveau : déduire l'influence des politiques linguistiques et éducatives à travers les décrets officiels sur la langue officielle en Azerbaïdjan.

La première période (pré-soviétique) fait appel à la période de « turquisation » par le biais de politiques linguistiques et éducatives : la turquisation s'est traduite par la purification de la langue des termes étrangers et par des réformes de l'alphabet arabe de l'époque. Dans la deuxième période (soviétisée) , les développements de la langue turque (passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin) se sont poursuivis sous contrôle

soviétique (et enfin passage de l'alphabet latin à celui dit cyrillique). Par conséquent, la dernière révolution des signes (« latin ») a eu lieu dans la troisième période : *Yeni azərbaycan əlifbası* marque le tournant des politiques linguistiques et éducatives de l'Etat, tout en répondant directement à notre problématique de recherche.

Dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives, les révolutions des signes ont permis la construction de trois différentes identités au cours de ces périodes. Nous avons préparé un questionnaire en ligne (second corpus de recherche) via Google Forms, afin de compléter le premier corpus de recherche, de concrétiser les décrets analysés et de caractériser les représentations de l'identité nationale via les révolutions des signes en Azerbaïdjan à plus grande échelle.

Pour ce faire, nous avons tout d'abord, contacté la Fédération des associations azerbaïdjanaises de Turquie (*Türkiye Azerbaycan Dernekleri Federasyonu-TADEF*) et nous avons communiqué à plusieurs reprises, le lien du questionnaire au département de journalisme de l'Université Bakou (Bakü Devlet Üniversitesi) ; dans les groupes de discussion de LinkedIn et de Facebook. Le questionnaire a été par conséquent, transmis à diverses associations affiliées au TADEF d'Ankara. Malgré tous ces efforts, nous n'avons pas pu atteindre le nombre de participants visé par le questionnaire : nous n'y avons obtenu qu'une cinquantaine de réponses (étant les limites de notre recherche).

Cependant, les représentations sur l'identité azerbaïdjanaise recueillies par le questionnaire en ligne et dans le contexte des révolutions des signes, nous ont permis de répondre à la même manière de notre premier corpus (les décrets), à la problématique de recherche et de valider notre hypothèse de recherche : les politiques linguistiques et éducatives et en particulier, les révolutions des signes qui en résultent, ont été/sont toujours considérées comme « activateurs » de la conscience nationale en Azerbaïdjan.

Espérant que notre recherche contribuera à la littérature par son axe interdisciplinaire, nous avons participé au 3^{ème} Colloque international sur les Relations turques-russes (Institut de recherche - Monde turcophone, U. Ege, le 25 Mai 2023) via une communication intitulée “Azerbaycan’da Dil ve Eğitim Politikaları Çerçevesinde - Uluslaştırma Aracı- olarak Harf Devrimleri”. Cette première expérience d’apprenti-chercheur nous a aussi donné l’envie de poursuivre nos études de doctorat suivant les politiques linguistiques et éducatives et en particulier, dans le contexte de l’alphabet commun aux communautés turcophones : débat crucial récemment re-lancé par le TDK en Turquie (Mai 2023).



BIBLIOGRAPHIE

- Açıkkaya, S. (2010). Çarlık Rusyası hâkimiyetindeki Azerbaycan Türklerinde Ulus Bilincinin Gelişmesinin Temel Dinamikleri. *Erciyes Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 1(28), 403–420. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/erusosbilder/issue/23762/253266>
- Adem, M. (1997). Ulusal eğitim politikamız nasıl olmalıdır? *Ankara Üniversitesi SBF Dergisi*, 52(1), 1. https://doi.org/10.1501/sbfder_0000002002
- Akarşlan, Z. (2019). Azerbaycan’da Kültürel Uyanış ve Basın. *Avrasya İncelemeleri Dergisi*, 8(1), 1–22. <https://dergipark.org.tr/en/pub/iuavid/issue/46531/584142>
- Akhiyadov, M. (2018). Rusya’nın dil politikası. *Insamer.com*. https://insamer.com/tr/rusyanin-dil-politikasi_1863.html
- Akifoğlu, V. (2017). Azerbaycan’da milli direniş (1917-1930). *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Dergisi - DTCF Dergisi*, 57(2), 776–795. https://doi.org/10.1501/dtcfder_0000001538
- Aliyeva, G. (2005). *SSCB Döneminde Azerbaycan’da dil planlaması*. Yayınlanmış tez: Ankara Üniversitesi. Sosyal Bilimler Enstitüsü.
- Althusser, L. (2010). *İdeoloji ve devletin ideolojik aygıtları* (A. Tümertekin, Trans.). İstanbul : İthaki Yayınları.
- AMEA Dilçilik İnstitutu. (n.d.). Azerbaycan Dilinin İnformasiya Bazası / Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise. *Azerbaycandili.az*. <http://azerbaycandili.az/Laws/List>
- Ancel J., (1936). *Géopolitique*. Paris: Librairie Delagrave.
- Anderson, B. (1995). *Hayali cemaatler*. İstanbul: Metis Yayınları.
- Any-Gbayere, S. (2005). *Politique éducative et développement en Afrique*. L’Harmattan.
- Aristote. (1993). *Politika*. Remzi Kitabevi: İstanbul.
- Aydın, R. (2018). Ulus, uluslaşma ve devlet: Bir modern kavram olarak ulus devlet. *Siyasal Bilimler Dergisi*, 6(1), 229–256. <https://doi.org/10.14782/marusbd.412645>
- Balibar, E., & Wallerstein, I. M. (2000). *Irk, ulus, sınıf*. İstanbul: Metis Yayınları.
- Beacco, J.-C. (2016b). *Guide pour le développement et la mise en œuvre de curriculums pour une éducation plurilingue et interculturelle*. Conseil de l’Europe.
- Beacco, J.-C. (2016a). *Ecole et politiques linguistiques. Pour une gestion de la diversité linguistique*. Didier.
- Bengtsson, M. (2016). How to plan and perform a qualitative study using content analysis.

- NursingPlus Open*, 2(2), 8–14. Sciencedirect. <https://doi.org/10.1016/j.npls.2016.01.001>
- Bölükbaşı, S. (2013). *Azerbaijan: A Political History*. I.B. Tauris.
- Brace, I. (2008). *Questionnaire design : How to plan, structure and write survey material for effective market research* (2nd ed.). Kogan Page.
- Bréchon, P. (2011). *Enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives*. Pug.
- Bruneau, M. (2016). *Etat-nation en géographie - HyperGeo*. HyperGeo. <https://hypergeo.eu/etat-nation-en-geographie/>
- Bryman, A. (2008). *Social research methods*. Oxford University Press.
- Bydanova, L. (2019). Le système éducatif de l’Azerbaïdjan. *Revue Internationale d’Éducation de Sèvres*, 80. <https://doi.org/10.4000/ries.8093>
- Conseil de l’Europe. (2007b). *From linguistic diversity to plurilingual education, Executive Version*. Conseil de l’Europe.
- Conseil de l’Europe. (2007a). *De la diversité linguistique à l’éducation plurilingue: guide pour l’élaboration des politiques linguistiques en Europe, Version Intégrale*. Conseil de l’Europe.
- Cornell, S. E. (2011). *Azerbaijan since independence*. M.E. Sharpe.
- Çaymaz, B. (2019). *Türkiye’de vatandaşlığın inşası*. İstanbul: Yeni İnsan Yayınevi.
- Çaymaz, B., & Szurek, E. (2007). La révolution au pied de la lettre. L’invention de l’alphabet turc. *European Journal of Turkish Studies*, 6(6). <https://doi.org/10.4000/ejts.1363>
- D’Encausse, H. C. (1988). *The Great Challenge*. Holmes & Meier Pub.
- Dil Derneği. *Türkiye Cumhuriyeti yazısını niçin değiştirdi?* <http://www.dildernegi.org.tr/TR,609/harf-devrimi---1-kasim-1928.html>
- Djavadi, A. (1990). Glasnost’and soviet Azerbaijani literature*. *Central Asian Survey*, 9(1), 97–103. <https://doi.org/10.1080/02634939008400692>
- Downe-Wamboldt, B. (1992). Content analysis: Method, applications, and issues. *Health Care for Women International*, 13(3), 313–321. <https://doi.org/10.1080/07399339209516006>
- Durkheim, E. (1968). *Education et sociologie*. Les Presses Universitaires de France.
- Eğitim Sendikası. (2004). Çok dilli, çok kültürlü toplumlarda eğitim. 4. *Demokratik Eğitim Kurultayı*, 1–58.
- Eren, E. (2022). Platon’un Devlet’ine göre eğitim politikaları. *International Journal of New Approaches in Social Studies*, 6(2), 139-144. <https://doi.org/110.38015/sbyy.1130339>
- Eren, E. (2018b), One nation two states: language and education policies based on national identity in the political context of Turkey and Azerbaijan, *Proceedings Book*,

AZTURKS 2018, 89-97

- Eren, E. (2018a). Ulus devletlerde toplumsal, kültürel ve siyasi bir etmen olarak kimlik algısı: Türkiye bağlamında ulusal kimlik merkezli dil ve eğitim politikaları. *Turkish Studies Economics, Finance and Politics*, 13(22), 225–237. <https://doi.org/10.7827/TurkishStudies.13938>
- Ergun, A. (2010). Azerbaycan’da bir ulusal kimlik meselesi olarak alfabe Değişiklikleri. *Bilig / Türk Dünyası Sosyal Bilimler Dergisi*, 54, 139–160.
- Ergün, M. (1997). Azerbaycan Eğitim Sistemi. *Kuram ve Uygulamada Eğitim Yönetimi*, 12(12), 499–514. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/kuey/issue/10383/127047>
- Ersanlı, B. (2002). Geleneğin ihyası: Türkistan’da edeb/adab dersleri ve siyasi kültür. *Türklük Araştırmaları Dergisi*, 11.
- Extra, G., & Yağmur, K. (2013). Dil zengini Avrupa: Avrupa’da çokdilli politika ve uygulama eğilimleri. Dans *Cambridge University Press*.
- Garagozov, R. R. (2012). Azerbaijani history and nationalism in the Soviet and post-Soviet periods: challenges and dilemmas. *Dynamics of Asymmetric Conflict*, 5(2), 136–142. <https://doi.org/10.1080/17467586.2012.743030>
- Garibova, J. (2018). Azerbaycan’da dil-kimlik bağlantısının oluşumu ve Türkiye Türkçesi Faktörü. *Selçuk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi*, 44(15), 15–41. <https://doi.org/10.21563/sutad.511038>
- Garibova, J. (2013). Dil politikası ile ilgili araştırmalarda öncelikli eğilimler. *Tehlikedeki Diller Dergisi*, 2(2), 13–23. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/tdd/issue/29412/314971>
- Gouliyeva, V. (2013). Développement linguistique et transformations sociales et politiques : le cas de l’azerbaïdjanais moderne. Yayınlanmış Tez: Université Strasbourg.
- Grenoble, L. (2003). Language policy in the Soviet Union. Dordrecht, Boston: Kluwer Academic Publishers.
- Güder, S. (2016). Milliyetçilik tartışmalarında tarih ve geçmişin rolü: Eric J. Hobsbawm ve Anthony D. Smith’in teorilerinin karşılaştırmalı analizi. *İnsan & Toplum Dergisi (the Journal of Human & Society)*, 6(2). <https://doi.org/10.12658/human.society.6.12.m0189>
- Günaydın, M. (2019). Bağımsızlık Sonrası Azerbaycan’da kimlik politikaları. *Avrasya İncelemeleri Dergisi*, 8(1), 54–94. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/iuavid/issue/46531/584153>
- Gürbüz, Y. E. (2014). *In Search of New Historiographies for Ex-Soviet Turkic States: Azerbaijan, Uzbekistan and Kazakhstan, Historiography and Nation-Building among*

- Turkic Populations*. Birgit N. Schlyter (Ed.), Stockholm & İstanbul: Elanders Sverige AB, Mölnlycke, 47-68.
- Habermas, J. (2002). *Öteki olmak, ötekiyle yaşamak*. Yapı Kredi Yayınları.
- Haggarty, L. (1996). What is content analysis? *Medical Teacher*, 18(2), 99–101. <https://doi.org/10.3109/01421599609034141>
- Harwood, T. G., & Garry, T. (2003). An overview of content analysis. *The Marketing Review*, 3(4), 479–498. <https://doi.org/10.1362/146934703771910080>
- Hasanoğlu, İ. (2015). Homo Sovieticus: SSCB’de Sovyet Halkı inşası çabaları. *Journal of Turkish Studies*, 10(1), 311–311. <https://doi.org/10.7827/turkishstudies.7543>
- Hemour, A. K. (2010). La politique linguistique de l’URSS (1917-1991). In *Université Stendhal*. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00558921>
- Hobsbawm, E. J. (1993). *1780’den günümüze milletler ve milliyetçilik* (O. Akınhay, Trans.). İstanbul: Ayrıntı Yayınları.
- İbrahimov, E. (2018). Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti dil məsələləri. Bakı: Xan nəşriyyatı.
- İbrahimov, E. (2020). Azərbaycan’da dil politikalarının toplumdilbilimsel paradigmaları. *Selçuk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi*, 27(50), 27–41. <https://doi.org/10.21563/sutad.858086>
- Imart, G. (1965). Le mouvement de latinisation en URSS. *Cahiers Du Monde Russe et Soviétique*, 6(2), 223–239. <https://doi.org/10.3406/cmr.1965.1619>
- İnal, K. (2012). *Dil ve Politika*. Ankara: Ütopya Yayınları.
- İsmayilzadə, A. (2018). *La construction identitaire de l’Azerbaïdjan* Yayınlanmış Tez: Université Strasbourg.
- Kahn S., (2014). « L’Etat-nation comme mythe territorial de la construction européenne », *l’Espace Géographique*, 43 (3), p. 240-250.
- Kaya, A. (2012). SSCB Sonrası Coğrafyada Ulus İnşa Süreci: Kazakistan Örneği. *Alternatif Politika*, 4(3), 354–378. <https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=567428>
- Karaman, E. (2010). Düünden Bugüne Azerbaycan’da Alfabe. *Gaziosmanpaşa Üniversitesi Sosyal Bilimler Araştırmaları Dergisi*, 05(10), 130–130. <https://doi.org/10.19129/sbad.173>
- Köylü, M. (2019). Mustafa Kemal Atatürk’ün Ulus Devleti, Egemenlik ve Bağımsızlık Anlayışına Fransız İhtilali Fikir Akımlarının Etkisi. *Uluslararası İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, 5 (1), 112-130. <https://doi.org/10.29131/uiibd.560177>
- Krippendorff, K. (2004). *Content Analysis : An introduction to its methodology*. Sage, Cop.

- Kurubaş, E. (2006). SSCB Sonrasında Türk Cumhuriyetlerinde Yeni Uluslaşma Süreçleri Üzerine Bir Değerlendirme. *Uluslararası Hukuk ve Politika*, 2(5), 112–133.
- Kushner, D. (1979). *Türk Elseverliğinin Doğuşu (1876-1908)*. Kervan Yayınları.
- Kuzio, T. (2002). The myth of the civic state: a critical survey of Hans Kohn's framework for understanding nationalism. *Ethnic and Racial Studies*, 25(1), 20–39. <https://doi.org/10.1080/01419870120112049>
- Larousse. (n.d.). *Définitions : politique, politiques - Dictionnaire de français Larousse*. www.larousse.fr. Dernière visite : Février 23, 2023, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/politique/62189>
- Leca, J. (1998), *Neden Söz Ediyoruz? Uluslar ve Milliyetçilikler*, İstanbul: Metis Yayınları.
- Leclerc, J. (2017). *Azerbaïdjan: situation générale*. Axl.cefan.ulaval.ca. Dernière visite : 10 Mars 2023, <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/azerbaïdjan1.gnrl.html>
- Lefebvre, R. (2022). *Leçons d'Introduction à la Science politique - A jour au 10 mai 2022. Édition revue et augmentée - 4e édition*.
- Leftwich, A. (2004). *What is Politics?: The Activity and its Study*. John Wiley & Sons.
- Le Robert. (n.d.). *politique - Définitions, synonymes, conjugaison, exemples | Dico en ligne Le Robert*. [Dictionnaire.lerobert.com. https://dictionnaire.lerobert.com/definition/politique](https://dictionnaire.lerobert.com/definition/politique)
- La Toupie. (n.d.). *Toupictionnaire : Le dictionnaire de politique*. Toupie.org. Dernière visite : February 26, 2023, <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Politique.htm>
- Mammadov, J. (2008). *Bağımsızlık Sonrası Azerbaycan Eğitim Sistemindeki Değişim ve Gelişmeler*. Yayınlanmış Tez: İstanbul Üniversitesi.
- Moore, B. (2003), *Diktatörlüğün ve Demokrasinin Toplumsal Kökenleri*. İmge Kitabevi.
- Moreau, J. (1986). La cité et l'âme humaine dans la République de Platon. *Revue Internationale de Philosophie*, 40(156/157 (1/2)), 85–96. <https://www.jstor.org/stable/23946608>
- Musaoğlu, N. (2009). Orta Asya Cumhuriyetlerinde Dil, Ulusal Kimlik ve Demokrasi. *Trakya Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 11(1), 261–273. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/trakyasobed/issue/30228/326407>
- Nasirova, S. (2020). *Azerbaycan'ın Ulusal Kimlik Politikası "Azerbaycancılık"*. 5. *Uluslararası Öğrenci Sempozyumu*. Trakya Üniversitesi.
- Negura, L. (2006). L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales. *SociologieS*, 57(3). <https://doi.org/10.4000/sociologies.993>
- Nesibli, N. (2001). Azerbaycan'ın Milli Kimlik Sorunu. *Avrasya Dosyası Üç Aylık Uluslararası İlişkiler ve Stratejik Araştırmalar Dergisi*, 7(1).

- Okutan, M. (1996). Azerbaycan Eğitim Sistemi. *Eğitim Bilimleri*, 2(1), 97–107.
- Orhan, S. (2017). Dil Politikaları ve Dil Hakları Üzerine Teorik Çerçeve. *İnönü Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, 8(2), 331–362. <https://doi.org/10.21492/inuhfd.351711>
- Özdoğan, M. (2015). Türkiye’de Ulus İnşası ve Dil Devrimi (1839-1936). *Akademik Hassasiyetler*, 2(3), 227–262. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/akademik-hassasiyetler/issue/5470/74302>
- Prezident Kitabxanası. (2022). Azerbaycan Dilinin İnformasiya Bazası / Base informatique sur la langue azerbaïdjanaise. Symbols.preslib.az. https://files.preslib.az/projects/remz/pdf/atr_dil.pdf
- Qasımlı, M. (2006). *Azerbaycan Türklerinin Milli Mücadele Tarihi: 1920-1945*. Kaknüs Yayınları: İstanbul.
- Renan, E. (1882). *Qu’est-ce qu’une nation?* (Calmann Lévy Edition). Paris, FR: Calmann Lévy.
- Rokkan, S. (1975). *Dimensions of State Formation and Nation Building: A Possible Paradigm For Research on Variations Within Europe*. New Jersey: Princeton University Press.
- Roopa, S., & Rani, M. (2012). Questionnaire Designing for a Survey. *The Journal of Indian Orthodontic Society*, 46(4), 273–277. <https://doi.org/10.5005/jp-journals-10021-1104>
- Roy, O. (2000). *Yeni Orta Asya ya da Ulusların İmal Edilişi* (M. Moralı, Trans.). İstanbul : Metis Yayınları.
- Sadoğlu, H. (2010). *Türkiye’de Ulusçuluk ve Dil Politikaları*. İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları: İstanbul.
- Saray, M. (2022). *Kuzey ve Güney Azerbaycan Türkleri Tarihi*. İstanbul: Kesit Yayınları.
- Sarı, N. (1996). *Dil-politika ilişkisi açısından Rus ve Sovyet dil politikaları*. Yayınlanmış Tez: İstanbul Üniversitesi.
- Seferov, R., & Akkuş, A. (2005). Azerbaycan Nüfusunun Eğitim Açısından Analizi. *Selçuk Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 13, 357–376. <https://dergipark.org.tr/tr/pub/susbed/issue/61778/923596>
- Spolsky, B. (2012). What is language policy? *The Cambridge Handbook of Language Policy*, 5(5), 3–15. <https://doi.org/10.1017/cbo9780511979026.003>
- Süleymanlı, E. (2006). *Milletleşme Sürecinde Azerbaycan Türkleri*. İstanbul: Ötüken Yayınları.
- Swietochowski, T. (2004). *Russian Azerbaijan, 1905-1920 : the shaping of national identity in a Muslim community*. Cambridge University Press.
- Swietochowski, T. (1991). *The Politics of a Literary Language and the Rise of National Identity*

- in Russian Azerbaijan Before 1920. *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Tarih Bölümü Tarih Araştırmaları Dergisi*, 22(34), 1. https://doi.org/10.1501/tarar_00000000150
- Swietochowski, T. (1980). *National Consciousness and Political Orientations in Azerbaijan, 1905-1920*. The Wilson Center.
- Timisi, N. (2001). Türkiye’de Ulusçuluk ve Dil Politikaları. *Kitap Eleştirileri İletişim Araştırmaları Dergisi*, 1(2), 131–140.
- Timofeïtchev, A. (2018). *Pourquoi le système éducatif d’URSS était-il l’un des meilleurs au monde?* Russia beyond FR. <https://fr.rbth.com/histoire/81090-urss-systeme-educatif>
- Tural, N. & Karakütük, K. (1991). Eğitim Politikası. *Eğitim ve Bilim*. 15(82).
- Turan, R. (2018). Kuzey Azerbaycanda Modern Ulusal Kimliğin Gelişim Sürecine Genel Bir Bakış. *Journal of Turkish Research Institute*, -(61), 429–451. <https://doi.org/10.14222/turkiyat3786>
- Virtanen, Ö. (2002). *Dil Politikalarına Bütüncül Bir Yaklaşım: Orta Asya’da Dil Politikaları*. Yayınlanmış Tez: İstanbul Üniversitesi.
- Weber, M. (2007). *Millet*. (Trans. Ebru Çerezcioglu). *Doğu Batı Dergisi*, 39, 181- 188.
- Weber, M. (1946). *Essays in sociology*. Oxford University Press.
- Weber, R. P. (1990). *Basic content analysis* (2eme ed.). Sage Publication.
- Werth, N. (1986). Alphabetisation et ideologie en Russie sovietique. Vingtième Siècle. Revue D’histoire, 10, 19. <https://doi.org/10.2307/3769528>
- Wiborg, S. (2000). Political and Cultural Nationalism in Education. The Ideas of Rousseau and Herder Concerning National Education. *Comparative Education*, 36(2), 235–240. <https://www.jstor.org/stable/3099871>
- Yardımcı, R. (1999). *Atatürkçü Düşüncede Ulusal Kimlik Kavramı*. Yayınlanmış Tez: İstanbul Üniversitesi
- Yaylı, H. (2009). *Fransız Devriminden Günümüze Ulus-Devlet*. Türk Yurdu. <https://www.turkyurdu.com.tr/yazar-yazi.php?id=2307>
- Yıldız, O. (2016). Türkiye Cumhuriyeti Eğitim Politikaları. *Journal of Research in Education and Society*, 3(1), 24–41.

ANNEXE 1

CYBER-ENQUETE INTITULEE « RECUEIL DES REPRESENTATIONS SUR L'IDENTITE AZERBAÏDJANAISE DANS LE CADRE DES REVOLUTIONS DES SIGNES » : QUESTIONNAIRE

« Je parle espagnol à Dieu, italien aux femmes, français aux hommes et allemand à mon cheval » -

C. Quint

I. Informations personnelles

1. Age :
2. Sexe :
 - ☐ Féminin
 - ☐ Masculin
3. Etat civil :
 - ☐ Célibataire
 - ☐ Marié(e)
 - ☐ (ou autres) :
4. Pays :
 - de naissance:
 - de résidence:
 - de séjour:
 - visité(s):
5. Nationalité(s) :
 - ☐ azerbaïdjanais
 - ☐ turc
 - ☐ russe
 - ☐ autres
6. Métier :

II. Langues : apprentissage et communication

7. Quelles langues maîtrisez-vous ?
 - langue(s) maternelle(s) :
 - langues étrangères :
8. Où et comment avez-vous appris (famille, école ou autres) ?
 - vos langue(s) maternelle(s) :
 - votre langue étrangère :

9. Connaissez-vous :

	oui (si oui, pourquoi ?)	non
l'alphabet arabe		
l'alphabet latin		
l'alphabet cyrillique		

10. Quelle est votre langue de communication ?

- Pourquoi ?

11. Quel alphabet utilisez-vous lors de la communication ?

- ☐ l'alphabet arabe
- ☐ l'alphabet latin
- ☐ l'alphabet cyrillique

- Pourquoi ?

III. Représentations sur les langues et les alphabets des azerbaïdjanais

12. Existe-t-il des proximités culturelles entre la langue azerbaïdjanaise et les langues suivantes ?

	Dimension sonore		Système graphique	
	Oui	Non	Oui	Non
l'arabe				
le turc				
le russe				

13.

	c'est l' / le...			
	Arabe	russe	turc azerbaïdjanais	turc
La langue...				
de l'économie				
de l'éducation				
de la culture				
de la littérature				
de la politique				
de la presse				
de la religion				
des sciences				
des Turcs azerbaïdjanais				

14.

	c'est l'...		
	alphabet arabe	alphabet cyrillique	alphabet latin
L'alphabet... →			
de l'économie			
de l'éducation			
de la culture			
de la littérature			
de la politique			
de la presse			
de la religion			
des sciences			
des Turcs azerbaïdjanais			

15.

	Tout à fait d'accord ++	Plutôt d'accord +	Plutôt pas d'accord -	Pas du tout d'accord --
L'alphabet arabe est... →				
- élégant (musical)				
- beau (esthétique)				
- prestigieux				
- traditionnel				
- difficile				
- inutile				
L'alphabet cyrillique est... →				
- élégant (musical)				
- beau (esthétique)				
- prestigieux				
- traditionnel				
- difficile				
- inutile				
L'alphabet latin est... →				
- élégant (musical)				
- beau (esthétique)				
- prestigieux				
- traditionnel				
- difficile				
- inutile				

IV. Identité

16. Vous vous définissez comme :

- ☐ Turc
- ☐ Azerbaïdjanaise
- ☐ Russe
- ☐ autres
- ☐ Pourquoi ? ...

17.

	c'est l' / le...			
	Arabe	russe	turc azerbaïdjanais	turc
La langue de...				
mes grands-parents				
mes parents				
mes (futurs) enfants				
mes (futurs) petits-enfants				

18.

	alphabet arabe	alphabet cyrillique	alphabet latin
L'alphabet de...			
mes grands-parents			
mes parents			
mes (futurs) enfants			
mes (futurs) petits-enfants			

19.

→ Quelle est la langue qui reflète votre identité ? Pourquoi ?

→ Quel l'alphabet qui reflète votre identité ? Pourquoi ?

20. Pensez-vous que les révolutions des signes ont influencé l'identité azerbaïdjanaise ? Pourquoi ?

ANNEXE 2

**CYBER-ENQUETE INTITULEE « RECUEIL DES REPRESENTATIONS
SUR L'IDENTITE AZERBAÏDJANAISE DANS LE CADRE DES
REVOLUTIONS DES SIGNES » : VERSION ORIGINALE**



Bölüm 1/5

Harf Devrimleri bağlamında Azerbaycan Cumhuriyeti'nde ulus kimliğinin temsili

Sayın katılımcı, bu anket Yeditepe Üniversitesi Uluslararası İlişkiler (Fransızca) Bölümü Yüksek Lisans Öğrencisi Tuğba Kazancı'nın, Ebru EREN (TR: Dr. Öğr. Üyesi, FR: Doç. Dr.) danışmanlığında yürütülmekte olan yüksek lisans tezi kapsamında veri toplanması amacıyla hazırlanmıştır. **Araştırma kapsamında veri toplanması amacıyla hedef kitle Azerbaycan Türkleri (Kuzey Azerbaycan) olarak belirlenmiştir.** Ankete vereceğiniz cevaplar yalnızca bilimsel çalışma amacıyla kullanılacaktır. Bu anket kapsamında sizden kişisel bilgileriniz (adınız, soyadınız vb.) talep edilmeyecektir. Soruları eksiksiz ve dikkatli bir biçimde okuyarak yanıtlamanız, çalışmanın doğru sonuçlar verebilmesi açısından önem taşımaktadır.

Ayıracağınız zaman ve göstermiş olduğunuz dikkat için teşekkür ederiz.

I. Kişisel bilgiler:

1. Yaş:
2. Cinsiyet:
 - ☐ Kadın
 - ☐ Erkek
3. Medeni durumunuz:
 - ☐ Bekar
 - ☐ Evli
 - ☐ (veya diğer):
4. Ülke :
 - Doğum yeri:
 - İkamet yeri:
 - Kalınan yer :
 - Ziyaret edilen ülkeler:

5. Uyruk(ları):

- ☐ Azerbaycan Türkü
- ☐ Türk
- ☐ Rus
- ☐ diğcr

6. Meslek :

II. Diller: öğrenme ve iletişim üzerine

7. Hangi dilleri konuşuyorsunuz?

→ ana dil(ler):

→ yabancı dil(ler) :

8. Söz konusu dilleri nerede ve nasıl öğrendiniz (aile, okul veya diğcr)?

→ anadil(ler)iniz:

→ yabancı dil(ler)iniz:

9. ... Alfabesini, biliyor musunuz?

	Evet (neden?)	Hayır
Arap alfabesi		
Latin alfabesi		
Kiril alfabesi		

10. Hangi dilde iletişime geçiyorsunuz?

– Neden?

11. Hangi alfabe ile iletişime geçiyorsunuz?

☐ Arap alfabesi

☐ Latin alfabesi

☐ Kiril alfabesi

– Neden kullanıyorsunuz?

III. Diller ve alfabeler: Azerbaycan kimliğinin temsili

12. Azerbaycan dili ile aşağıdaki diller arasında herhangi kültürel bir yakınlık var mıdır?

	Sesletim		Yazı	
	Evet	Hayır	Evet	Hayır
Arapça				
Ruşça				
Türkçe				

13. Örn.: ‘‘Ekonominin dili, Türkçedir’’

	dil(ler)idir.			
	Arapça	Rusça	Azerbaycan Türkçesi	Türkçe
Bu dil(ler)...				
ekonominin				
eğitimin				
kültürün				
edebiyatın				
siyasetin				
basının				
dinin				
bilimin				
Azerbaycan Türklerinin				

14. Örn.: ‘‘Ekonominin alfabesi, Latin Alfabesidir.’’

	Alfabe(ler)idir.		
	Arap Alfabesi	Kiril Alfabesi	Latin Alfabesi
Bu alfabe(ler)...			
ekonominin			
eğitimin			
kültürün			
edebiyatın			
siyasetin			
basının			
dinin			
bilimin			
Azerbaycan Türklerinin			

15.

	Kesinlikle katılıyorum ++	Kısmen katılıyorum +	Kısmen katılmıyorum -	Hiç katılmıyorum --
Arap Alfabesi ...dır/dir				
Güzel (tınısı; müzikal)				
Güzel (görseli; estetik)				
Saygın				
Geleneksel				
Zor				
Önemsiz				

Kiril Alfabeti ...dır/dir				
Güzel (tınısı; müzikal)				
Güzel (görseli; estetik)				
Saygın				
Geleneksel				
Zor				
Önemsiz				
Latin Alfabeti ...dır/dir				
Güzel (tınısı; müzikal)				
Güzel (estetik)				
Saygın				
Geleneksel				
Zor				
Önemsiz				

IV. Kimlik

16. Kendinizi şu şekilde tanımlarsınız:

- ☐ Türk
- ☐ Azerbaycan Türkü
- ☐ Rus
- ☐ diğer
- Neden?

17. Örn: "Türkçe, ebeveynlerimin dilidir."

	dilidir...			
	Arapça	Rusça	Azerbaycan Türkçesi	Türkçe
Bu dil...				
Büyük anne- babalarımın				
Ebeveynlerimin				
("Gelecekteki") çocuklarımla				
("Gelecekteki") torunlarımla				

18. Örn: “Latin Alfabesi, ebeveynlerimin kullandığı alfabedir.”

	Arap Alfabesi	Kiril Alfabesi	Latin Alfabesi
Bu alfabe...			
Büyük anne-babalarımın			
Ebeveynlerimin			
("Gelecekteki") çocuklarımın			
("Gelecekteki") torunlarımın			

19.

- Söz konusu diller arasından, hangi dil doğrudan sizin kimliğinizi yansıtmaktadır?
Peki, neden?
- Söz konusu alfabeler arasından hangi alfabe sizin kimliğinizi yansıtmaktadır?
Peki, neden?

20. Harf Devrimlerinin Azerbaycan Türk kimliğini etkilediğini düşünüyor musunuz? Neden?

ANNEXE 3

DOCUMENT DU COMITE D'ETHIQUE DES SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

T.C.
YEDİTEPE ÜNİVERSİTESİ REKTÖRLÜĞÜ

14.06.2023

Sayı : E.50532705-302.14.01-1586
Konu : Tuğba Kazancı Kurul Onayı

İLGİLİ MAKAMA

Üniversitemiz Sosyal Bilimler Enstitüsü Uluslararası İlişkiler (Fransızca) Yüksek Lisans Öğrencisi Tuğba Kazancı'nın, Dr. Öğr. Üyesi Ebru Eren danışmanlığında gerçekleştireceği “Les révolutions des signes en tant qu'« instruments de nationalisation » dans le cadre des politiques linguistiques et éducatives en Azerbaïdjan” başlıklı araştırmasının Beşeri Bilimler etik standartlarına uygunluğuna ilişkin Yeditepe Üniversitesi Beşeri ve Sosyal Araştırmalar Etik Kurulu Onayı ekte sunulmuştur.

Gerekli iznin verilmesi hususunu bilgilerinize arz ve rica ederim.

İmza
Prof. Dr. Fatma Yeşim EKİNCİ
Rektör a.
Rektör Yardımcısı

Ek: Etik Kurul Onayı.pdf

Bu belge, güvenli elektronik imza ile imzalanmıştır.

Belge Doğrulama Adresi : <http://belgedogrulama.yeditepe.edu.tr/bg.aspx?id=5499E844-F42B-4E03-ACBA-DD59C05F614D>
Yeditepe Üniversitesi 26 Ağustos Yerleşimi, İnönü Mahallesi Kayışdağı
Caddesi 34755
Ataşehir / İSTANBUL
Telefon No: (0216) 578 00 00 Faks No : (0216) 578 02 99
İnternet Adresi www.yeditepe.edu.tr
Kep Adresi : yeditepeuniversitesi@hs03.kep.tr

Bilgi İçin: Suat ANAR
Unvan: Öğretim Üyesi
Telefon No: (0216) 578 00 00

